
3 1761 05979009 7

LA RUSSIE NOUVELLE

ÉDOUARD HERRIOT

LA RUSSIE NOUVELLE



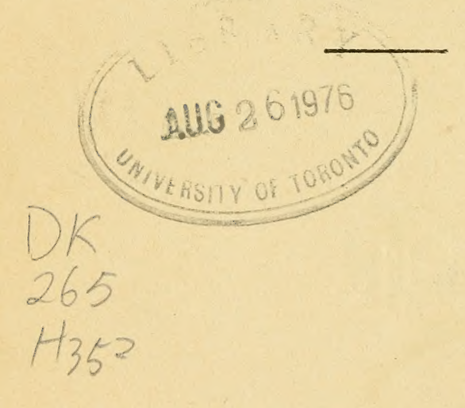
J. FERENCZI ET FILS, ÉDITEURS

PARIS — 9, rue Antoine-Chantin, 9 — PARIS

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

10 *exemplaires sur papier du Japon numérotés à la presse de* **1** *à* **10.**

30 *exemplaires sur Velin spécial des Papeteries Lafuma numérotés à la presse de* **1** *à* **30**



A

ELIE-JOSEPH BOIS

Rédacteur en Chef du PETIT PARISIEN

Mon cher ami,

Quand je suis allé en Russie, j'ai été non seulement couvert d'injures par nos insulteurs les plus distingués, mais menacé des pires malheurs. Les plus bienveillants me considéraient à l'image de ce frère mineur qui partit de Lyon en plein moyen âge afin de catéchiser le Khan des Tatars. C'était le temps où les princes moscovites, pour effrayer leurs visiteurs, dissimulaient sous leur trône des lions mécaniques, disposés aux fins de rugir à propos.

Vous avez bien voulu comprendre mes intentions et croire à mon impartialité.

J'ai accompli un voyage d'une facilité ridicule. Je fus reçu avec bonne grâce. On n'a pas fait rugir pour moi les lions mécaniques; j'ai pu observer dans le calme et librement. J'ai rédigé mes notes sans souci de plaire ou de déplaire. Je vous en fais, bien simplement, hommage : acceptez.

Votre dévoué

E. HERRIOT.

Novembre 1922.

LA RUSSIE NOUVELLE

CHAPITRE PREMIER

DE BERLIN A MOSCOU

Le voyageur qui, muni de ses passeports, désire se rendre de Berlin en Russie soviétique doit prendre, de préférence, la voie Kœnigsberg-Riga; jusqu'à cette seconde ville, la Compagnie des wagons-lits assure le service.

Notre voyage nous fut rendu facile, non seulement par M. Tchitcherin, qui voulut bien donner les ordres nécessaires pour nous éviter tout ennui et mit à notre disposition un jeune attaché de son commissariat, M. Schestakovsky, mais par les membres d'une colonie russe groupée à Berlin autour du journal *Nakanuné.* Cette publication, très lue des deux côtés de la frontière, représente les opinions des *Ralliés.* Le parti du *Changement de chemin* a été fondé par un ancien ministre du général Youdenitch et par un collaborateur de Denikine. Ses membres,

qui ne sont pas communistes, maintiennent leurs doctrines politiques, mais croient à la stabilité du nouveau gouvernement, depuis qu'il s'est assuré l'appui de la masse paysanne. Ainsi, tandis que Belgrade paraît être le centre d'action des Russes impérialistes, Berlin serait celui des résignés.

Nous traversons rapidement les plaines de la Prusse orientale, fragment de la nappe immense qui s'étend de l'Oural russe jusqu'à la Manche, décor sans relief, parsemé d'une série de lacs d'origine glaciaire, dernier témoin de l'époque où les moraines de la Scandinavie s'avançaient bien au delà des rives actuelles de la Baltique. Le travail patient des hommes transforma les fanges de la Vistule en un riche delta. Mais ici, sur les confins de l'Allemagne, la côte s'ensable quand souffle le vent d'ouest, se glace dès que survient l'hiver. La monotonie de ces espaces nous prépare à la mélancolie du paysage russe. Et des souvenirs de la guerre m'assaillent. C'est là qu'au mois d'août 1914 se joua la terrible partie entre Rennenkampf, que perdit sa lenteur, et Hindenbourg. Les Russes s'étaient crus trop vite vainqueurs; l'armée allemande, durement éprouvée, se jugeait elle-même à la veille d'un désastre; la population fuyait. La maladresse (pour ne pas dire plus) des généraux du tsar amena la catastrophe du 29 août.

Une légende s'est déjà créée sur la bataille dont

la perte par nos alliés devait si profondément influer sur l'évolution de la guerre; on a prétendu que les Russes avaient été poussés vers les marais. Cette tradition est inexacte; il n'y avait pas de marais sur le terrain même de la bataille. Mais c'est là que, pour la première fois, l'Allemagne s'est délivrée de la terreur que lui inspirait le colosse russe; c'est là qu'elle en a connu la fragilité. C'est pour marquer le caractère de cette bataille, symbolique à ses yeux, qu'elle lui donne le nom de Tannenberg en réparation de la défaite subie jadis par les chevaliers teutoniques. Là-bas, dans un morne village, le général Samsonow est allé se tuer, tandis que Ludendorff, dont on a si souvent célébré l'impassibilité, travaillait à se remettre d'une violente commotion nerveuse. Je ne puis détacher mes regards de ces sables où deux puissants Empires, aujourd'hui tous deux écroulés, se sont, pour la première fois, abordés.

Entre Kœnigsberg et Riga, il nous faudra franchir plusieurs frontières, celles de la Lithuanie et de la Lettonie, sans compter le fameux Corridor polonais.

Quels arrêts! Ah! certes, la confiance n'est pas encore rétablie dans cette partie de l'Europe! A Wirballen, qui marque la limite ancienne de l'Allemagne et de la Russie, les traces de la guerre demeurent très visibles. Du côté allemand, on a reconstruit fort vite. L'Allemagne, qui met tant de mauvaise volonté à nous aider pour nos réparations,

bâtit partout sur son territoire. C'est un argument dont je me servirai plus tard dans mes discussions avec MM. Tchitcherin et Krassin. Du côté lithuanien, il demeure encore bien des ruines et la paix elle-même ne semble pas fortement consolidée. La méfiance subsiste partout; dans toutes les gares, je vois circuler des soldats, armés à la fois du fusil de l'infanterie et du sabre de la cavalerie.

Nous avançons vers le Niémen. Au passage, des souvenirs de la Grande Armée; au centre d'une plaine immense et de terres fort bien cultivées, formé d'un groupe de maisons en bois dans un bouquet d'arbres, voici le village de Wilkowyski où Napoléon installait ses quartiers d'hiver, en juin 1812, avant le passage du fleuve. Oui, village, tout au plus petite ville. Et, contemplant les maisons de bois, les rues au dessin géométrique, je me demande si les raisons qui, jadis, firent échouer Napoléon dans sa vaste entreprise, ne ressemblaient pas beaucoup à celles qui diminuèrent la valeur des innombrables bataillons du tsar. Cette armée que Napoléon groupe autour de Wilkowyski pour l'attaque du Niémen, ce n'est pas une armée nationale; les Français n'y sont même plus en majorité. Ce troupeau formidable dont Murat entraîne la tête couvre son flanc droit avec des Autrichiens et ses arrières avec des Danois. Le pays, lui aussi, a dû agir sur le moral des hommes, pervertir la discipline; pas de

routes nettement dessinées pour la marche ou pour le convoi; tout encourage la dispersion, la désertion, la maraude. Cependant, si le génie militaire échoue contre tant de conditions contraires, le génie politique a marqué son empreinte. Napoléon, précédant d'un siècle les négociateurs de Versailles, a voulu faire renaître non seulement la Pologne mais la Lithuanie. Dans cette promenade à travers la Russie, comme dans mes courses à travers l'Europe, je retrouverai son souvenir ou sa légende partout.

Le pays que je vais traverser jusqu'à Riga mériterait d'être étudié par lui-même. Les historiens russes du dernier siècle nous représentent le Lithuanien de jadis armé d'un javelot, couvert de la peau d'une bête fauve, chaussé de sandales en écorce, montant le petit cheval du pays, vivant de la chasse et du pillage, habitant peu dans sa chaumière misérable au milieu des tourbières, connaissant mal le fer et croyant que l'usage de ce métal porte malheur, ne se servant que de charrues et de charrettes en bois; de temps à autre, se ruant à des fêtes grossières, se jetant sur les tables lourdes de viande et d'hydromel, et, vers la fin du repas, à l'heure de l'ivresse, mettant sa joie en des combats, réels ou simulés. Les Lettons ont joué un rôle important dans la Révolution bolchevik; ils ont partagé, avec les Chinois, certaines tâches répugnantes; d'après la tradition orale, ils ont beaucoup fusillé.

L'un des mystères de ce pays, c'est la langue, tout à fait analogue au sanscrit. Au dire des philologues, les pronoms, les adverbes, les prépositions sont, à peu près, les mêmes en lithuanien et en sanscrit. Les noms des principaux éléments, des animaux et des plantes, des degrés de parenté et des parties du corps correspondent avec exactitude. Les actions les plus ordinaires de la vie s'expriment par des verbes analogues. Il en est de même pour les flexions. Au siècle dernier, Eichhoff, auteur d'un *Parallèle des langues de l'Europe et de l'Inde*, citait des exemples saisissants. Ainsi le mot *dieu*, en latin *deus*, devient en lithuanien *dievas*, correspondant au sanscrit *daivas*. Les verbes *être* et *aller* (en latin : *sum*, *eo;* en gothique, *im*, *iddia;* en slavon, *iesm*, *idou*) deviennent en lithuanien *esmi*, *eimi*, correspondant au sanscrit : *asmi*, *aimi*.

Pareillement, il serait intéressant d'étudier cette large et riche ville de Riga, hier entrepôt du commerce russe, aujourd'hui troublée dans son industrie et son commerce par le statut même qui lui donna la liberté. Grâce au ministre qui nous y représente, spécialiste des affaires russes, l'influence française s'y manifeste, soit dans l'armée (les soldats lettons, qui passent pour excellents, portent le même uniforme que les nôtres), soit dans les milieux intellectuels : notre lycée a parfaitement réussi en ce milieu d'hommes rudes, mais ardemment désireux de savoir.



Nous avons pris, ici, un nouveau contact avec les autorités soviétiques. Ce sont elles qui, après un repas cordial où il fut déjà beaucoup question d'un rapprochement avec la France, nous accompagnent au train, qui, du lundi soir au mercredi après-midi, nous doit conduire vers Moscou. Pour la première fois, nous avons aperçu le pavillon, la devise de la République Fédérative des Soviets de Russie.

Voyage sans autre ennui que les stations interminables aux frontières. A Zlupe, nous quittons la Lettonie. Nous traversons la frontière russe à Sebej. Entre les deux limites s'étend un *no man's land*, une série de prairies humides et de taillis déjà roussis par l'automne. Pour les malheureux voyageurs qu'aucune recommandation ne protège, que de formalités! Près de la voie, se dresse une haute balançoire pour des enfants; un quaker américain, exaspéré, demande si c'est bien la potence où l'on pend les voyageurs en situation irrégulière. Partout, du fil barbelé. Et voici les soldats soviétiques, facilement reconnaissables à leur casque mongol d'étoffe grise, étoilé de rouge. Le premier spectacle auquel nous assistons est très significatif. A Sebej même, on perçoit l'impôt en nature; la collecte se fait à la gare. Tout un village est descendu : les petites char-

rettes, attelées à la russe, apportent le blé au percepteur qui pèse et fait porter au wagon. Je dois dire que tout se passe en silence et avec le plus grand ordre. Tandis que je circule au milieu des paysans, un vieil employé de chemin de fer me signale, à la dérobée, le fonctionnaire soviétique à culotte écarlate; il me fait signe que c'est lui qui peut faire couper le cou. Il a l'air de me dire : « Méfiez-vous! » Pour l'instant, l'homme terrible poursuit seulement une contrebandière de *vodka*. Les soviets font la guerre à l'alcool, malgré le dommage que cette offensive continue cause au budget de l'Etat.

Dès la frontière passée, voici qu'apparaît, sous la pluie commençante, un lac couleur d'acier au bord duquel se masse une ville dominée par deux tours blanches. Nous sommes dans la région des marais de Witebsk, aux abords de la plus grande dépression lacustre de l'Europe, dans la région où la culture représente une conquête sur l'eau et sur la forêt. Cependant aucune famine. Au buffet de Novosokolniki, je fais connaissance avec la nouvelle monnaie russe. « Combien ce canard sauvage? » « Deux millions de roubles! » Cette somme formidable représente environ trois francs de notre monnaie. Les tables sont fort bien garnies. Nous sommes dans une région riche. Jusqu'à Moscou, nous traversons des plaines parfaitement cultivées où le paysan russe travaille des champs divisés tout comme chez nous. Le seigle lève;

les récoltes sont rangées par petits tas. Les pistes de sable mou qui servent de routes glissent entre des champs aussi divisés que chez nous. A Chaïorskaïa, où les maisons sont de brique, j'aperçois de nouveau la scène que j'ai déjà vue à la frontière : les paysans, maîtres vrais de la Russie, auquels il suffirait pour dominer d'être conscients de leur force, acquittent l'impôt en nature; les petites voitures se sont sagement alignées; tout se passe dans le plus grand calme. Cette lente traversée suffit pour nous donner l'impression de la puissance agricole russe. On entrevoit ce que pourrait fournir un tel pays, si l'agriculture y était perfectionnée et si l'instruction développait la valeur du paysan. J'aperçois déjà l'analogie profonde de ce pays et de la France, l'un et l'autre solidement établis sur le travail des champs.

Voici Moscou.

Peu à peu le paysage s'est urbanisé. Quelques monuments rompent la monotonie de la plaine. Le vaste monastère de Novo-Jerusalem, malgré ses dômes dorés et ses clochetons verts, et bien qu'il ait été bâti sur le modèle de la chapelle du Saint-Sépulcre à Jérusalem, se présente moins comme un couvent que comme une forteresse, dans un paysage lentement vallonné. Des villas, au cœur des bois cou-

leur de safran, annoncent la cité toute proche. Les églises se multiplient, dominant les pâturages où paissent des bœufs couleur de blé mûr et des brebis à robe noire; leurs coupoles bleues, vertes, dorées varient l'horizon. Nous entrons maintenant dans la banlieue, dans le pêle-mêle des constructions en brique rouge, parmi les maisons de bois à étages, barbouillées de vermillon. Une boue comme sanguinolente englue les chaumières, les jardins. — C'est Moscou.

Le chef du protocole soviétiste, l'aimable M. Florinski, vient nous saluer dans les termes de la plus courtoise politesse. Il nous conduit à la berge de Sophie, le long de la Moskowa, dans une maison très confortable que le gouvernement a transformée en une sorte d'hôtel payant pour étrangers. Car, à Moscou, depuis que la Révolution y a transporté le centre de la République, la crise du logement dépasse tout ce que l'on peut imaginer; à Varsovie même, elle n'est pas aussi sévère.

L'ensemble de la ville paraît intact. Moscou se développe suivant une série de cercles concentriques au Kremlin; elle a toujours ses ceintures de boulevards qui forment, comme à Vienne, une sorte de double *Ring*. Nous passons devant l'immeuble de la Tcheka, de sinistre réputation, tout criblé de balles, aujourd'hui fermé, barricadé de palissades. Le long du mur du Kremlin se développe la célèbre place

Rouge où sont enterrés les communistes victimes de la Révolution. Le drapeau des soviets flotte sur le Palais de Justice. Les deux statues de bronze de Minin et de Pozharski, défenseurs de la ville contre la Pologne au XVIIe siècle, ont été décorées de petites bannières écarlates.

J'habiterai sur les bords de la Moskowa. De mes fenêtres, j'aperçois l'un des angles du triangle que forme le Kremlin, les trois vieilles tours de briques, toutes trois coiffées de flèches vertes, le grand Palais, l'adorable cathédrale de l'Annonciation, vêtue de blanc et d'or. J'ai sous les yeux comme un résumé de l'histoire de Moscou entre le quinzième et la fin du dix-neuvième siècle : une sorte de barbarie militaire au début, le luxe moderne à la fin. L'aigle de l'Empire, l'aigle noire, domine toujours la haute flèche de la porte Borovitzkiya; le drapeau rouge, tout près, flotte au grand vent.

La ville elle-même, la formidable cité de briques, faite de toute une série de villages juxtaposés, en quel état vais-je la trouver? Je circule, au hasard.

On sent qu'un formidable orage a passé sur la vieille capitale historique. Ici et là, des maisons criblées par la mitraille, des immeubles détruits, le spectacle de nos villes du front bombardées. La colère s'est acharnée sur tel ou tel quartier. Cependant, la renaissance éclate partout. La destruction par l'abandon fit, au demeurant, beaucoup plus

de mal que la destruction par le feu. L'immense place du Théâtre conserve son beau décor impassible, ses jardins soignés, ses pelouses fleuries, ses allées sablées. Les tramways électriques enlèvent le public par grappes énormes. La police fonctionne; il y a même des agents spéciaux pour la circulation. Ceux d'entre eux qui ne sont pas encore munis de bâtons agitent de la main droite un journal plié. Et, par petits groupes, entre des soldats, défilent les citoyens que l'on vient d'arrêter; on m'affirme que ce sont simplement des bandits.

Partout, on répare, on repeint, on restaure. Moscou est, en ce moment, la ville des échafaudages. Des affiches annoncent les spectacles, pour la plupart français. On offre au public : *Faust*, *les Deux Orphelines*, *Fantomas*, etc. Un journal publie les *Mémoires de Landru!* La rue est encore encombrée de mendiants, de tziganes. Aux gares de chemin de fer, surveillées par les agents communistes (casquette de cuir, veste de cuir, fusil chargé) se pressent des foules où se distinguent des paysans sibériens, des Caucasiens vêtus de la longue *barka* en poil de chameau. Partout, la jeune révolution et le vieux passé se heurtent. Sur le haut mur rouge de la Douma, les soviets ont fait placer leur célèbre formule : « *La religion est l'opium du peuple.* » Mais, sous l'inscription elle-même, la petite chapelle Iverskaya Ichasovnya, le sanctuaire vénéré où le tsar de-

vait faire une prière avant d'entrer au Kremlin, ne cesse de s'emplir de foule. De la vieille ou de la nouvelle croyance, laquelle l'emportera?

La vie renaît.

C'est encore le pêle-mêle. Vers la fin de mon séjour, la transformation de Moscou sera plus accentuée. Je ne retrouverai plus ce grouillement, ces contrastes, cette turbulence de la vie qui renaît. La vie, c'est elle qui s'empare de tout, provoque de toutes parts l'initiative, l'ingéniosité. Les magasins du commerce privé s'ouvrent les uns après les autres, en concurrence avec ceux des coopératives ou de l'Etat. Les boutiquiers s'empressent, essaient de reconstituer des étalages. Horreur bourgeoise! Un notaire fait poser son panonceau. Il n'y a d'autre limite à l'activité du négoce que le nombre des locaux, la quantité des marchandises et le chiffre restreint des capitaux. Les produits paraissent, en général, d'origine américaine.

Evidemment, le communisme a tempéré sa sévérité, puisque, désormais, il faut payer pour entrer au musée, au théâtre et que les catégories sociales réapparaissent. Plus de tarif unique. L'argent circule de main en main. Curieux de savoir jusqu'à quel point la liberté du commerce est rétablie, j'entre dans un

magasin de cercueils et je marchande. Il y a des « sapins » unis pour les prolétaires, et des « chênes » magnifiques, recouverts de draps éclatants, pour ceux qui peuvent s'offrir cette ultime fantaisie. Je répète l'expérience dans des conditions moins macabres. C'est bien vrai. La liberté a repris certains droits. Au régime de rigueur du blocus et de la guerre civile succède un régime plus souple, plus humain, plus vivant.

La Russie commence à respirer. J'en ai déjà l'impression dans ce premier examen sommaire, à la vue de cette animation, qu'on dirait fiévreuse sans la lenteur processionnelle du Russe. Mais ce n'est encore que l'extérieur. Il va falloir regarder de plus près.

CHAPITRE II

PREMIÈRE VUE SUR LA RÉVOLUTION

De ce milieu mouvant et complexe essayons, d'abord, de dégager ce qui nous permettra de saisir l'événement formidable que fut la Révolution d'octobre-novembre 1917. Nous aurons, plus tard, à juger. Cherchons d'abord à comprendre. Laissons de côté toute idée préconçue. Ouvrons les yeux et regardons.

Il y a deux endroits où la Révolution s'aperçoit dans ses éléments essentiels, au moins dans ses éléments extérieurs.

Ce sont, à Moscou, le Kremlin, et, à Petrograd, le Palais d'Hiver.

Au Kremlin

Depuis la Révolution comme avant, le Kremlin centralise la vie administrative et politique de Moscou. C'est là qu'habite Lenine, lorsqu'il est présent; c'est le réduit central du bolchevisme. Les grands chefs du nouveau régime s'y sont installés, en des conditions au reste fort modestes. Une garnison importante protège la forteresse; un parc d'artillerie occupe un large espace, près de l'ancien bâtiment synodal.

Pour pénétrer au Kremlin, il faut une autorisation du gouvernement. La voiture s'arrête à la grande porte Spasskaïa, sur la Place Rouge, tout près de la cathédrale bariolée de Saint Basile. Nos papiers sont vérifiés avec minutie; et, même lorsque les soldats de garde nous auront laissé passer, un camarade communiste nous accompagnera durant toute notre visite. Par malheur, on ne visite plus les églises que la piété des tzars a érigées entre les palais et le monastère de Tchudov. Il ne nous a pas été permis de pénétrer dans la vieille Blagovyeschenski, ni dans la cathédrale de l'Annonciation, dont les origines remontent au Moyen Age, au temps où Moscou n'était encore que le village de Koutchkovo. Sur le seuil de cette cathédrale, le peuple s'assemblait, au jour

du couronnement, pour jeter des monnaies devant le Tsar. Sous sa forme présente, elle demeure un témoin du XVe siècle russe en sa fin; les coupoles ont gardé leur revêtement d'or depuis le temps où le grand-duc Vassilii Ioânnovitch décidait de faire de *l'Annonciation* le plus beau des palais divins et d'en revêtir les murs de peintures à fond d'or. Cet escalier avec un parvis, construit au côté sud de l'église, c'est Ivan le Terrible qui l'a fait construire; c'est de là qu'il suivait le service religieux à partir du jour où l'entrée de l'église lui avait été — comme à nous-mêmes — interdite.

Nous ne verrons pas le sol dallé de carreaux de jaspe couleur d'agathe, ni la célèbre iconostase, ni les fresques où, par un touchant éclectisme, les saints du paradis alternent avec les philosophes grecs. De même, il nous sera impossible d'entrer dans la cathédrale de l'Archange Michel, souvenir du XVIe siècle, ni dans l'Uspenski, où avait lieu le couronnement et qui conserve, selon la tradition populaire, une image de la Vierge, de la main de Saint Luc l'Evangéliste, sans parler de la tunique de Jésus-Christ et d'un clou de la vraie croix! Ce Kremlin forme toute une ville; il a ses places, ses rues, ses jardins, son pêle-mêle de couvents, d'églises et de palais. Il est encombré comme un Forum; on voudrait l'imaginer tel qu'il se présentait au XVIe siècle, avant l'érection des grandes bâtisses modernes. Ce qui lui conserve son

unité, c'est la continuité du vieux mur qui encadre le triangle fortifié, du vieux mur couleur de sang séché sur lequel se dressent de place en place les tours barbares à toit vert au-dessus des courtines à merlons.

On nous conduit au Grand Palais, par le vestibule immense, entre les colonnes de granit gris à base de Carrare. Et l'impression me revient qui ne me quittera pas durant tout ce voyage : l'étonnement devant des proportions qui seraient exagérées pour un peuple comme le nôtre, la même impression que j'aurai au grand théâtre, que j'ai partout. Cet escalier, large de près de sept archines, avec ses soixante marches, ses cinq paliers, avec ses voûtes en ogive que soutient le marbre jaune de Kolomna, ces galeries sur lesquelles des tableaux d'histoire se déroulent comme d'immenses tapisseries (on a confié au peintre français Yvon, vers 1850, le soin de représenter la bataille de Koulikôvo), tout ce décor indique le luxe de la Russie du XIXe siècle, lorsque, par l'annexion de la Géorgie, de la Finlande, d'une partie de la Perse, de la Bessarabie, de l'Arménie, elle devient le formidable colosse que son ampleur elle-même ruinera... En deux siècles, les progrès sont formidables. Qu'il y a loin de cette somptueuse caserne aux petites demeures de bois où s'abritaient les premiers princes, lorsque, sur ce même emplacement où s'espacent maintenant les portiques et les tribunes, le Kremlin

n'était qu'un promontoire escarpé, revêtu de forêts! Au lieu des maisonnettes de jadis que reliaient entre elles des galeries extérieures, au lieu de cet assemblage pittoresque de tourelles et d'échauguettes, dont seul le mur extérieur nous garde aujourd'hui l'idée, l'autocratie russe a voulu des palais à l'italienne. L'architecte étranger, le *Franc*, prend possession du vieux monastère fortifié. Chaque fois que l'incendie y dévore une construction, chaque fois qu'une invasion en pratique le pillage, les tsars modernisent le Kremlin, l'agrandissent pour les besoins de leur cour. Pierre le Grand l'a méprisé; les restaurations du début du XIXe siècle ont mutilé de bien pittoresques souvenirs. Nous ne voyons plus l'ensemble tel que Napoléon l'aperçut en 1812, du haut de la terrasse boisée. Le quartier des églises demeure intact, par bonheur; mais les grandes bâtisses de 1840 ont ruiné tout le reste. Le Grand Palais, c'est le symbole de la moderne Russie impériale, de la formidable puissance qui a, jusqu'à la Révolution dernière, commandé toute la politique de l'Asie et occupé sa large part dans la politique de l'Europe.

La Révolution y installe ses jeunes archives. Elles sont encore modestes; ce sont des publications, des photographies, des brochures de propagande. Elle n'a rien détruit du passé. Voici le grand tableau qui représente Alexandre III haranguant les délégués de la noblesse pour leur garantir la propriété intan-

gible. Sur la droite du tableau, un vieux noble de province écoute, l'air grave et réfléchi; on me dit que c'est l'oncle de M. Tchitcherin. Le palais est admirablement entretenu. La Révolution respecte avec scrupule les appartements privés des anciens tsars, les Terems, les petites pièces éclairées par des carreaux de mica, protégées par des toits de couleur. Des femmes ont vécu là d'une vie tout orientale, condamnées à une dévotion minutieuse et à des jeûnes fréquents, ne recevant que leurs plus proches parents et le Patriarche. Quand le médecin se présentait pour les soigner, nous dit un historien, il ne pouvait examiner la malade qu'à travers une étoffe, les volets fermés. Ces passages secrets, ils ont été construits pour permettre à la *Tsaritsa* de se rendre à l'église sans être vue, à l'église où des rideaux de taffetas rouge la protégeaient contre les regards. Les princesses n'assistent à aucune solennité; elles peuvent suivre les enterrements, mais voilées. C'est l'Asie; c'est aussi le Bas Empire avec ses intrigues, les drames secrets du palais, les assassinats.

Nous gravissons le Perron d'or, chef-d'œuvre du style russe du XVIIe siècle. Les aigles à deux têtes figurent toujours sur les consoles qui soutiennent le berceau des voûtes. Toute la Russie du XVIIe siècle avait son centre là, dans ces chambres aux portes cintrées en anse de panier, aux fenêtres à chambranles sculptés, aux peintures de style ancien. Les sièges ont

conservé leur velours de Venise. C'est là qu'ont siégé les boyards, entre les tentures de drap doré, sous les lustres de cuivre accrochés à des têtes de buffles. De l'or partout; de l'or et du rouge. Une décoration d'inspiration religieuse. Le tsar, qui vit ici, suit avec zèle toutes les cérémonies. Au milieu même des sculptures sur pierre qui représentent des motifs empruntés à la vie des animaux : des écureuils, des perroquets, des griffons et des licornes, le pélican rappelle le souvenir du Christ. L'office du Saint-Sacrement n'appelle-t-il pas Jésus : *pius pelicanus?* Au reste, tous ces appartements se reliaient par des passages privés aux églises dont on aperçoit, du haut de la cour de pierre, les coupoles dorées haubannées de chaînes. Nous sommes ici au cœur de la Russie impériale, mais aussi au cœur de la Russie orthodoxe.

La Révolution, athée, a laissé subsister les croix comme les aigles. Elle a respecté la paix de ces petites pièces menues, aux murs peints de fleurs et d'oiseaux, ces images dont les tons vifs sont aujourd'hui passés, cette intimité luxueuse. Cet autrefois ne lui paraît plus dangereux. Les riches couleurs de jadis se sont elles-mêmes amorties; les rouges, les jaunes éclatants sont assourdis par l'ombre. Mais Elle s'est installée dans le Grand Palais moderne. Dans la salle Saint-Georges, la plus vaste de toutes, dans ce temple dont vingt colonnes soutiennent l'énorme voûte,

sous les figures des victoires dont les boucliers portent les noms des provinces tour à tour conquises, entre les murs où s'inscrivent les titres des régiments fameux, elle a, sur des panneaux improvisés, écrit l'histoire de ses luttes les plus sévères... Spectacle, à vrai dire, douloureux. Il s'agit de frapper l'imagination du peuple qui défile ici, le dimanche. Des photographies rappellent les divers détails de l'attentat contre Lenine, le meurtre des commissaires Volodarski et Uritzi, la répression des révoltes paysannes, le jugement des ministres de Koltchak à Omsk. Ce ne sont que scènes macabres : fusillades, corps déposés dans leurs cercueils ou amoncelés le long d'un mur; cadavres en grappes. Ailleurs, on cache la mort; ici, on l'étale. La vie a peu de prix en de tels temps : elle a suivi le cours du rouble. Voici la reproduction d'un gant fait avec la peau d'un communiste. Cette macabre présentation, ces encadrements violents, ces larmes de sang, ces « mains noires », tout ce décor dans le style du Grand Guignol visent à frapper l'imagination des simples. C'est, évidemment, l'un des moyens les plus puissants dont on se soit servi pour entretenir la haine contre les socialistes-révolutionnaires. Le communisme, qui a respecté les souvenirs de la vieille Russie, s'est installé ici en maître. Et, dans la salle de Saint-André, où l'œil formidable du Tout-Puissant darde ses regards dorés au-dessus du trône impérial, l'Internationale Communiste a introduit ses

congrès. Les orateurs sont protégés par un dais magnifique, ainsi qu'aux jours de grande cérémonie, le trône des Tsars. Dans cette salle formidable, longue de 70, large de 20, haute de 25 archines, parmi les aigles et les armoiries, trône l'Internationale Communiste. L'œil de Moscou remplace l'œil du Tout-Puissant.

Au Palais d'Hiver

A Petrograd, le souvenir de la Révolution est encore beaucoup plus sensible qu'à Moscou. Au centre du vaste Champ de Mars, à l'intérieur d'une enceinte en granit rouge de Finlande, reposent les victimes inconnues du grand drame; quelques tombes seulement portent des noms, parmi les fleurs constamment renouvelées, et, par exemple, celles de Voskov et de Volodarski.

Mais c'est au Palais d'Hiver que la Révolution s'aperçoit le mieux. Non que l'on ait détruit quoi que ce soit de l'ancien Régime. On visite les appartements d'Alexandre II, son cabinet de travail où son costume du matin est encore posé sur un meuble, sa garde-robe avec l'innombrable série de ses uniformes, la pièce où il mourut (le matelas du lit est encore tout taché de sang), la chambre bleue de l'impératrice Marie et son boudoir Louis XV, rouge et or.

Ce sont des souvenirs déjà lointains que ce décor évoque. Souvenirs dramatiques. Ce que ces pièces me racontent, avec ce qui reste en elles de vie, c'est l'effort de la Russie tsariste pour se réformer, effort insuffisant et tardif. C'est ici qu'Alexandre II, après avoir tenté de corriger les mœurs administratives, de développer l'instruction publique, d'encourager les sciences et les arts, signe, le 19 février 1861, l'acte qui émancipe les serfs dans toute la Russie. Alexandre II a témoigné d'un sincère libéralisme : il veut que, par l'organisation du crédit, les paysans puissent s'affranchir des seigneurs; il organise des communes pour partie autonomes; il réforme la justice, impose la publicité des débats, abolit les peines corporelles, atténue la censure. Mais, d'autre part, il russifie à outrance. La Pologne et l'Ukraine en ont gardé le souvenir. Et, d'ailleurs, l'élan qui entraîne la Russie vers l'inévitable Révolution ne peut plus être interrompu.

Le nihiliste, dont Tourguenev a, pour la première fois, tracé le portrait dans son roman *Pères et Enfants*, prépare les voies au bolchevisme. Sa critique forcenée détruit déjà en théorie tout ce que le second abolira en pratique. Le bolchevisme, c'est un nihilisme qui passe à l'action. La société secrète *Terre et liberté*, fondée sous l'inspiration de Bakounine, prépare secrètement la future Révolution agraire; une revue déjà prend pour titre *le Partage des Terres*. Non, vrai-

ment, le bolchevisme n'a rien improvisé. L'assassinat d'Alexandre II, en 1881, c'est le dernier avertissement au Tsarisme de la Révolution qui de tous côtés, s'apprête à surgir, comme une eau trop longtemps contenue.

Combien plus émouvante encore, pour des Français, la visite des appartements de Nicolas II! Le style en est infiniment plus moderne; les souverains, en ces dernières années, ne vivaient guère autrement que de riches négociants ou des bourgeois aisés. Dès le seuil, on se rend compte que Nicolas II aimait notre pays; dans cette pièce, où il a groupé des objets de Chine sans valeur, il donne la meilleure place à l'aquarelle d'Edouard Detaille qui le représente à Longchamp, saluant le drapeau d'un bataillon de chasseurs à pied. Ceux-là mêmes qui déprécient le caractère de Nicolas II, qui le représentent sournois et rusé, ne nient pas qu'au milieu d'une cour germanophile, il ait été le meilleur et peut-être le seul ami de la France. Voici le billard sur lequel il aimait à jouer, seul, pendant de longues heures; voici, dans la bibliothèque, une table de lecture où tout est demeuré en place, jusqu'au moindre couteau de poche. Dans les armoires, des livres français sont rangés: un Molière et un Corneille, le Racine des *Grands Ecrivains*, Saint-Evremond, des romans de George Sand et de Balzac, *la Sagesse* de Charron, une édition complète de Rousseau, toutes les œuvres d'Alphonse

Daudet. Le cabinet de toilette contient une collection d'œufs de Pâques et d'étuis à cigarettes. C'est, en somme, un intérieur naïf, sans grande originalité, le garni impérial ou royal que l'on voit en bien des capitales mais encore tout chaud de vie récente, avec les traces partout visibles d'une sentimentalité un peu puérile; telle pièce, avec ses murs ornés de photographies ou de gravures à bon marché semble une chambre de sous-officier.

Le portrait de l'Impératrice tenant sur ses genoux sa fille Anastasie, a été lacéré à coups de baïonnette. Un escalier mène à la chambre des enfants. Des gravures encore; l'inévitable portrait de Napoléon.

A l'angle du palais, sur la Néva, au-dessus du pont, en face de l'Amirauté, voici le cabinet de travail de Nicolas. La table est telle encore que le jour où le souverain s'y est assis pour la dernière fois; des photographies, l'impératrice coiffée d'une casquette de yachting, le vieux roi de Danemark, Alexandre III, l'impératrice encore avec sa signature « Alix » et la mention, qui doit rappeler un souvenir, une joie intime : « Darmstadt, 22 avril 1894, Xénia. » Les révolutionnaires ont laissé, ou, du moins, remis tout en place; les porte-plumes, les crayons, un bloc-notes dont une moitié déjà était effeuillée, le porte-cartes, un petit canif en forme de poisson. Sur un meuble, des livres d'images comme on en donne aux enfants.

Le cabinet de toilette de l'impératrice, tapissé de gris clair, avec sa cheminée de marbre garnie elle aussi de portraits enfantins, le bain avec sa cuve profonde à l'antique, la chambre à coucher en bouleau de Carélie, semblent attendre le retour d'une femme partie pour un court voyage; tout près du lit, les icones couvrent trois grands panneaux; il y en a de tous les styles et de tous les âges; entre les figures des saints familiers, pendent des œufs de Pâques, avec leurs longs glands bleus. Sur une table, un masque d'Henry Cros en pâte de verre. Une boîte à musique; elle fonctionne toujours; nous la mettons en mouvement : d'une voix grêle et comme lointaine, elle chante *la Marseillaise.* Des paquets de photographies sont entassés sur un guéridon. Il semble vraiment que l'Impératrice va revenir et qu'elle ira reprendre sa place favorite, dans l'angle du salon, entre les hautes baies vitrées d'où l'on aperçoit les usines, la Néva qui tremble sous le vent, et, entre les colonnes rostrales du pont, un peu de feuillage cuivré par l'automne. Non, cet appartement impérial n'est pas luxueux; on est frappé, partout, de l'amoncellement des objets familiers, des souvenirs de voyages et de promenades. Sur les murs, un tableau de Flameng représente Napoléon jouant avec Joséphine à la Malmaison. La salle de parade, rouge et or, avec ses portes d'or, ses colonnes de malachite, contraste avec l'air bourgeois de la salle à manger, très simple, où

six chaises semblent attendre, elles aussi, des hôtes autour de la modeste table de bois...



Et de là, de cette petite salle mal éclairée, nous passons sans transition dans la Rotonde, où s'est installé le Musée de la Révolution. Les drapeaux rouges de l'émeute alternent avec les noirs drapeaux de deuil. La Révolution se montre ici telle qu'elle fut, sauvage, sanglante, de part et d'autre sans pitié. Voici les arbres sur lesquels Youdenitch faisait pendre; on voit encore très nettement les traces des cordes. Les derniers billets des condamnés ont été recueillis et posés sur du velours violet, avec des débris, comme on en voit dans les Morgues : des crayons, des clefs, des peignes, des photographies. Sur l'un des pendus on a trouvé un Evangile et le voici. Je songe au récit de Dostoïevsky; lorsqu'il arrivait à Tobolsk, à la prison d'étapes, des femmes de décembristes qui, depuis vingt-cinq ans, rôdaient à la porte des bagnes, vinrent offrir à chacun des déportés un Evangile. Ce fut le seul livre que Dostoïevsky posséda pendant quatre années; il le lisait la nuit, sous la lanterne du dortoir. On a rassemblé tout ce qui pouvait rappeler les victimes et les raisons de leur exécution; cette carte rouge, délivrée par un syndicat de coiffeurs, a suffi pour faire pendre celui qui la possédait.

Tout autour de la salle ronde s'alignent les photographies macabres : cadavres effondrés dans la neige boueuse; pogrom de Rostov, en 1920, au temps de Denikine; pogrom de Kief, au temps de Wrangel; pogrom de Petlioura; pogrom d'Alexandrovsk, en 1919. A Petchori, dans le nord, en décembre 1919, toute la population juive est tuée. Le gouvernement a fait dresser la carte de ces pogroms, reproduire les instruments de supplice avec lesquels les vainqueurs torturaient les vaincus. Dans un champ de Finlande, des hommes attachés à des poteaux sont fouettés par le bourreau. On a recueilli le témoignage de certaines organisations neutres, dressé la liste des otages emmenés de la seule ville de Kharkow par les armées blanches : il y en a 1.286. Pas de commentaires inutiles; pas de mise en scène mélodramatique, comme à Moscou. Les documents suffisent; même pour un étranger, ils sont impressionnants. On conçoit l'effet qu'ils peuvent produire sur la masse lorsqu'elle défile au Musée de la Révolution.



L'idée du gouvernement soviétique — et elle mérite d'être retenue — est de considérer le mouvement d'octobre 1917 comme le dernier effort, le plus énergique d'un mouvement de libération commencé bien avant. Aussi, dans la salle Nicolas, un panorama

montrera-t-il la fin de l'insurrection de 1905, le siège par la troupe des dernières maisons révoltées. Le musée se divise en plusieurs parties; voici qu'il emprunte les anciens appartements des enfants impériaux pour exposer les chaînes des forçats politiques de jadis, leurs pauvres vêtements, leurs travaux de prison à Schlüsselburg. Il y a les salles consacrées à Hertzen et à ses contemporains, avec une collection des articles du fameux *Kolokol*, les salles des décembristes de 1825.

Au rez-de-chaussée, s'étalent les travaux de Mme Figner, arrêtée en 1884 pour avoir appartenu au Comité de la Volonté du Peuple. Voici un volume imprimé; c'est la *Chronique*, tirée à cent exemplaires, *du mouvement socialiste en Russie;* elle servait de répertoire aux agents de la police secrète; elle est rédigée en français. Une autre édition, en russe, pareillement confidentielle, n'a été tirée qu'à cinquante exemplaires. Voici, à côté des menottes perfectionnées par Stolypine et d'un casse-tête, les dossiers de la police russe à Paris, la liste des Français à la solde du gouvernement impérial, la comptabilité B... M... pour missions spéciales. Voici les photographies des agents provocateurs, maquillés en mendiants ou en ouvriers. On me laisse fouiller dans cette immonde paperasse. Tiens! Le dossier Bourtzeff! Le même jour, le révolutionnaire a été surveillé par quatre détectives; le rapport indique tout ce qu'il a fait, heure

par heure : il est entré dans un magasin; il a acheté un journal; il est allé voir une artiste. Rentré chez lui, il a reçu telle et telle visite. Pour empêcher Savinkov d'entrer en Russie, la police a disposé le long des côtes, en Suède, en Finlande, une quinzaine d'agents. Les tables sont chargées de documents de cette sorte; les rapports s'empilent sous les portraits des anciens ministres, dont plusieurs, au reste, ont été assassinés. On me présente des fiches. Je reconnais un Trotzki adolescent, un Krassin à cheveux noirs, un Lenine barbu. La fiche de ce dernier porte que, « tout en étant dangereux, il est assez agréable d'aspect ». Gorki a sa fiche, lui aussi. Pour Tchitcherin, la police s'excuse de n'avoir pu trouver sa photographie, afin de la joindre au dossier.

Toute la lèpre de l'Ancien Régime s'étale là. On sent que le conflit entre les deux forces hostiles était arrivé avant la guerre à son point le plus aigu, que la Révolution était fatale. Le tsar n'avait plus aucune sécurité. Quand il allait de la gare Nicolas au Palais d'Hiver, il fallait dresser toute une série de dossiers. L'un de ces dossiers établit l'itinéraire; l'autre donne le plan des maisons et des appartements; un troisième la liste des emplacements que les agents doivent occuper; la police veut savoir le nom de tous les habitants de chaque maison, leurs opinions, leurs professions; avant le passage du souverain, on procédera à quelques arrestations préventives. Et, comme moyen d'ac-

tion essentiel, la dénonciation partout fleurit. Après avoir parcouru ce musée, j'ai mieux compris pourquoi les gens de Smolny avaient opéré avec une énergie aussi farouche, pourquoi, aujourd'hui encore, il demeure dans les yeux du camarade Posern, qui remplace le camarade Zinoviev en son absence, tant de haine à peine dissimulée non seulement contre les adversaires russes de la Révolution, mais contre ceux que l'on accuse d'être leurs complices à l'étranger.

Mais aussi une première conception s'impose à mon esprit. C'est qu'il est puéril de louer ou de blâmer la Révolution russe au nom de conceptions théoriques, ainsi qu'il est naïf de la vouloir reproduire en des pays autres que la Russie, d'un caractère, d'un équilibre tout différents.

Un tel drame ne se comprend que dans son milieu, en fonction de tout ce qui l'a précédé et de ce qui l'a enveloppé.



Un fait aussi violent et aussi profond que la Révolution russe suppose une longue série d'actions antérieures; il n'est, aux yeux de l'historien, qu'une conclusion. Pour le juger, il faudrait remonter jusqu'au XVIIIe siècle, étudier dès cette époque l'influence des philosophes français sur les milieux libéraux, sur la franc-maçonnerie, influence manifeste soit dans la

conspiration de 1825, soit dans les sociétés secrètes de 1848. Herzen, dont je trouverai le portrait dans les écoles communistes, fut élevé par un jacobin français; ses *Souvenirs de l'autre rive*, qui contiennent une critique de la Révolution de 1848, conçue du point de vue socialiste, ont été écrits en français. En français aussi l'ouvrage sur la *Conspiration* de décembre. C'est à Paris qu'Alexandre Ivanovitch Herzen a voulu mourir. Nous avons notre part de responsabilité dans la formation de ces idées qui agirent sur l'intelligence russe, même sur l'aristocratie (Bakounine, lui aussi, n'appartenait-il pas à une famille noble?). Mais l'esprit révolutionnaire s'est fortifié de toutes les défaites subies par le libéralisme et c'est ainsi qu'il fut conduit à dépasser la formule qu'ont choisie les sociétés démocratiques de l'Occident. Les tortures infligées aux esprits libres, la Sibérie, l'exil, la peine de mort ont accentué la marche des révoltés vers les idées les plus audacieuses. Les avertissements les plus précis n'instruisaient pas un pouvoir entêté dans sa résistance. L'acquittement de Vera Zassoulitch, en 1878, traduite devant la cour d'assises pour avoir attenté à la vie d'un bourreau, n'aurait-il pas dû, à lui seul, ouvrir les yeux sur le désaccord de plus en plus violent entre le régime et tout ce que la Russie comptait d'âmes désintéressées, d'âmes ardentes?

En vain, les admirables écrivains dont s'honore la

Russie du XIXᵉ siècle avertissaient eux aussi. Dans une récente et bien émouvante brochure, M. Dmitri Merejkowsky évoque *l'âme de Dostoïewsky, prophète de la Révolution Russe.* Et il cite cette phrase du Maître : « La future idée russe, indépendante, n'est pas née encore ; la terre en est seulement enceinte et se prépare à l'enfanter avec d'atroces tourments. » Veut-on se souvenir que M. de Vogüé lui-même, dans son livre si intelligent sur le *Roman russe,* nous avait annoncé la Révolution prochaine et qu'elle s'accompagnerait d'atrocité ? « Les meilleures doctrines, écrivait-il, doivent comporter, pour réussir, certaines exagérations qui répondent aux prédispositions maladives des races ; elles doivent tolérer certaines erreurs qui séduisent les imaginations fascinées par de longues souffrances. »

Longues souffrances, certes, et le musée de la Révolution en témoigne. L'histoire parle encore plus éloquemment. Après s'être dégagé avec peine de l'Orient, martyrisé par d'invraisemblables despotes, condamné au servage, meurtri par les invasions venues tantôt de l'Ouest et tantôt de l'Est, constamment contraint, cependant négligé, privé d'instruction et de liberté, ce peuple n'a eu ni vie publique, ni apprentissage social. Point d'évolution progressive comme chez nous, où le lien peut facilement s'établir entre l'œuvre des Rois et celle de la Révolution. Des éclosions soudaines, des éclairs, et, dans

l'intervalle, toutes les contradictions, toutes les incohérences. Au lycée de Tsarskoe-Selo, Pouchkine reçoit pour maître le disciple d'une prophétesse, un frère de Marat et un forçat évadé. Cet exemple m'a toujours paru symbolique et révélateur. Dès qu'elle se libère, la pensée ne se contient plus; elle prétend embrasser le monde entier. Dès 1836, Tchaadaïev, avec sa célèbre *Lettre philosophique*, fait appel à la Révolution universelle. Bientôt, à ces ardeurs désordonnées le positivisme français ne suffira plus; il faudra le secours de la métaphysique allemande pour donner satisfaction aux élans d'une sensibilité qui, dans sa passion pour les opprimés, pour les déchus, ne veut admettre aucune distinction, aucune frontière. Gogol, en ses écrits intimes, souhaite le jour où une force nouvelle soulèvera toute l'humanité. Les lettres s'enrichissent de toutes les idées qu'un peuple libre eût déversées dans l'action politique, dans l'éloquence. Tolstoï survient; apôtre bien plus qu'écrivain, il refait à son tour sur lui-même la grande expérience qui, jadis, avait occupé toute la vie de Rousseau. Mais il va plus loin; les formules sur lesquelles repose la civilisation occidentale, les notions théoriques d'égalité et de liberté ne lui suffisent plus; il va chercher la vérité dans les profondeurs de la conscience populaire, dédaignant à la fois le secours des philosophies et celui des religions, prétendant les dépasser les unes et les autres à force de sincérité et

de simplicité, préparant ainsi les voies au communisme par ses attaques incessantes contre le militarisme, contre l'argent, contre la justice.

Et, cependant, à ce désir d'universelle fraternité un autre sentiment se mêle, qu'il faut bien signaler : l'orgueil. La Russie nouvelle entend donner une leçon au monde entier, et, spécialement, à l'Europe. Ecoutez les cris de haine de Dostoïewsky : « Elle est, votre Europe, à la veille d'un épouvantable cataclysme! » « Les prolétaires se jetteront sur elle et tout ce qui, en elle, est caduc s'effondrera pour toujours. » « L'Allemagne est une nation morte et sans avenir. » « La France disparaîtra. Les Français se perdent eux-mêmes; et, vraiment, ce n'est pas dommage. » « Les Français seront anéantis. »



Il y a de tout cela dans la Révolution d'octobre, dans les manifestes de Lenine ou de Trotzki. *Elle est une conclusion, une résultante.* La séparer de l'histoire russe, de la pensée russe, ce serait se condamner à l'ignorer.

CHAPITRE III

LES PRINCIPES DU RÉGIME SOVIÉTIQUE

Le drame révolutionnaire russe ne se comprend, avons-nous dit, que dans son milieu, en fonction de ce qui l'a précédé et enveloppé. A travers une crise sans précédent pour la violence, il imagine un système qu'il convient maintenant de définir.

Le régime soviétique a-t-il été improvisé? Non, certes. La concordance entre les opinions des principaux chefs, l'unité du catéchisme, la discipline du parti qui la subit démontrent qu'il s'agit bien d'un système préconçu. *Et, ce système, c'est celui de Marx.* Des écrivains russes, comme Herzen ou le pauvre Bielinsky, ont pu exercer une influence sur les révolutionnaires dont les puissants romanciers du dix-neuvième siècle, Gogol et Tourguénev, Dos-

toïevsky et Tolstoï, nous ont défini la sensibilité. Une phrase terrible de Bakounine semble avoir servi de devise à la Révolution de 1917, surtout après l'attentat contre Lenine, qui marque le début des violences : « La passion de la destruction est une passion créatrice. » Mais le père de la Révolution, c'est Karl Marx. Comme je le disais à M. Sokolnikov, qui dirige en ce moment le ministère des Finances, le bolchevisme a tort de dire qu'il a tué la religion. A côté de la vieille doctrine orthodoxe et en combat avec elle, il institue un dogme nouveau, le dogme marxiste, selon lequel il faut croire. L'icone de Marx se rencontre partout, non seulement dans les commissariats, mais dans les casernes, dans les écoles. Lorsque nous visiterons les bâtiments où travaille le meilleur régiment de l'armée rouge, nous y verrons fonctionner un cours de marxisme.



Lenine, Trotzki, Dzerjinski, Tchitcherin, Krassin se disent marxistes. La *Misère de la philosophie*, la *Critique de l'Economie politique* et surtout l'ouvrage essentiel de l'écrivain socialiste, le *Capital*, publié en 1867, représentent l'arsenal où ils ont puisé les doctrines qu'ils ont prétendu réaliser. Il faut joindre à ces traités, parfois peu abordables même pour les cadres, le fameux *Manifeste* de 1848 qui devint,

pour le parti communiste, une sorte d'Evangile. De là procède l'affirmation si souvent répétée de la lutte nécessaire entre les deux classes hostiles de la bourgeoisie et du prolétariat; de là sort tout le programme avec ses articles essentiels: conquête du pouvoir politique par le prolétariat; abolition de la liberté du commerce, créée et maintenue par les systèmes bourgeois; transformation du capital en propriété commune; destruction de la religion et de la morale traditionnelles ; suppression de l'idée de patrie. Comme mesures de transition, le *Manifeste du parti communiste* proposait la confiscation de la rente foncière, l'abolition de l'héritage, la centralisation du crédit par une banque nationale d'Etat à monopole exclusif, la nationalisation des transports, la culture des terres en commun, le travail obligatoire pour tous, l'éducation publique et gratuite de tous les enfants. Au cours de toutes nos enquêtes nous retrouverons la trace de ces enseignements. Le manifeste de 1848 se terminait par l'appel qui sert aujourd'hui de devise à la République des Soviets : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.* »

Ce n'est pas le lieu d'exposer le marxisme; d'excellents ouvrages, comme celui de Simkhovitch, sont consacrés à cette étude. Nous ne retiendrons que les notions sans lesquelles il serait impossible de comprendre ce que la Révolution russe s'est proposé, d'apprécier ses succès et ses échecs. Il nous semble

bien que Marx lui-même n'eût pas approuvé les violences du bolchevisme. N'a-t-il pas, en 1849, provoqué une scission dans l'*Alliance des Communistes*, en se prononçant pour la propagande contre les appels à la force de Willich? La première *Internationale*, fondée, en 1864, sur les statuts rédigés par Marx, n'était-elle pas paisible à ce point que Jules Simon s'y fit inscrire? L'auteur du *Capital* n'a-t-il point mené la lutte au nom de l'action politique légale contre l'anarchisme de Bakounine? Mais le marxisme s'est imposé par sa légende bien plus que par ses vraies thèses. En fait, le socialiste allemand n'avait rien d'un idéaliste ou d'un mystique; il prétendait fonder ses théories, avec une rigueur parfaitement scientifique, sur l'interprétation économique de l'histoire. Pour Marx, l'organisation politique et juridique d'une société dépend logiquement de sa structure matérielle. Notre avenir est commandé par les lois auxquelles obéissent les faits économiques. Il ne serait pas plus possible d'imaginer un système, fût-il révolutionnaire, en opposition avec ces lois que de résister à leur action, fatale, là où elle s'exerce.

Fatalisme, matérialisme, on voit déjà pourquoi le marxisme se définit par ces mots. Marx prétend substituer au socialisme mystique ou littéraire le socialisme scientifique; pour lui, d'ailleurs, ce sont les faits qui créent les idées. La *Critique de l'Economie politique* précise l'essentiel de sa doctrine. Simplifions

des formules un peu abstraites, sinon compliquées : le régime de la production, dans une société, crée la structure économique de cette société qui créera, à son tour, les superstructures politique et juridique. Ainsi, le régime de la production domine toute la vie, matérielle ou intellectuelle. Méditons cette phrase : « Ce n'est pas la mentalité des hommes qui détermine leur existence mais leur existence sociale qui détermine leur mentalité. » Ce régime de la production, en évoluant, entrera donc en conflit avec le statut politique existant; c'est ce que l'on appelle la Révolution sociale. Ainsi, pour Karl Marx, si l'on s'en tient du moins à cette déclaration, la Révolution, quand elle se produit, agit d'une manière automatique et spontanée. Même, en ce livre essentiel, le critique des économies traditionnelles mettait en garde ses futurs disciples contre les improvisations : « *Aucun régime social ne disparaît jamais,* — écrivait-il, — *avant que toutes les forces productives qui sommeillaient en lui ne se soient développées; et, jamais, de nouveaux rapports de production n'apparaissent avant que les conditions matérielles de leur existence n'aient mûri dans le sein de l'ancienne société.* »

On peut dire que, par ces fortes affirmations, Karl Marx lui-même condamnait d'avance la Révolution russe, lorsqu'elle essaierait, par exemple, de socialiser brusquement l'industrie dans un pays de forma-

tion industrielle récente. Je ferai cette observation à M. Krassin lorsque j'aurai le plaisir de discuter avec lui. Mais les révolutionnaires d'octobre avaient été saisis par l'ensemble de la théorie, par cette critique vigoureuse du capitalisme qui cherche ses arguments dans l'histoire, par la puissance d'une discussion où tout esprit libre trouve à s'instruire même s'il n'est pas converti, par les définitions nouvelles de la loi, par la simplicité de cette doctrine qui réduit la société à une mécanique. Non, la société n'est pas une mécanique; elle est même plus qu'un organisme. Le critique pleinement indépendant se divertit à retrouver dans le système de Marx cette fatalité qu'il dénonçait lui-même partout, l'étroite correspondance de ces théorèmes avec une époque où les sciences exactes se développent. La fin du XIXe siècle introduira dans ces affirmations sommaires, de Marx ou de Constantin Pecqueur, les corrections de la vie, de cette vie que nous verrons bientôt en Russie révolutionnaire se venger de la froide raison. Marx a évolué, admis des réactions secondes, les retours offensifs de l'idée ou de la personne humaine contre le fait. Nous savons aujourd'hui qu'en prétendant construire une société selon la science pure, on n'a rien dit. C'est la science elle-même qu'il faudrait définir pour n'en point faire une abstraction. Marx, en vérité, fut beaucoup plus intelligent que sa doctrine.

Mais la légende l'emportait, comme toujours. Ce

qu'il faut pour agir sur les masses, ce n'est pas le minutieux discernement de l'analyse. Les bolchevistes retenaient surtout du marxisme la conclusion révolutionnaire et la tendance internationale, l'acte de foi, des métaphores retentissantes, des antithèses dramatiques, l'appel à la dictature du prolétariat, l'excuse anticipée du despotisme, nécessaire, selon le *Manifeste Communiste*, pour amener les transformations de l'avenir; ils ne se souciaient pas des contradictions qui opposent chez Marx la logique à l'action. Ces contradictions, ils les apercevront plus tard, à la lumière de l'expérience.

A vrai dire, leurs premières affirmations paraissent encore assez modérées. La motion présentée par Kamenev au Soviet, en septembre 1917, ne prétend pas supprimer tout le capitalisme industriel. Le programme de novembre qui socialise la terre prévoit encore la convocation d'une Assemblée Constituante. Cependant, Lenine le déclare, dès le 8 novembre : il s'agit bien de la première Révolution sociale. « Notre Révolution sera le signal de la Révolution universelle. » « C'est, ajoute Trotzki, une ère nouvelle de l'histoire qui commence. Notre décret est un manifeste d'une portée universelle. » Le principe cède parfois aux nécessités politiques. Le décret qui socialise la terre respecte les biens des Cosaques et ceux des petits paysans pauvres. Mais ce sont des exceptions négligeables! Les *Izvestia* du 23 décem-

bre déclarent que la lutte est engagée contre toutes les formes du capitalisme. Le *Social-Democrate* de Moscou, le 29 du même mois, ajoute : « La dictature du prolétariat doit être implacable. » Trotzki, devant le IIIe Congrès panrusse des Soviets, répudie expressément la démocratie. La légende de Marx a triomphé. Si le Conseil des commissaires du peuple décide l'érection d'un monument à Plekhanov, il conteste l'œuvre du vieux lutteur qui meurt au printemps de 1918. C'est Georges Plekhanov, cependant, qui a enseigné le marxisme à la Russie. Mais il est resté fidèle à sa patrie, fidèle aux alliés : les bolchevistes le répudient et ce sont de modestes ouvriers, les travailleurs révolutionnaires de Poutilov qui l'honorent, en portant eux-mêmes, au jour des funérailles, son cercueil.

Du moins, le marxisme ainsi entendu, quels résultats a-t-il obtenus dans l'ordre politique d'abord, dans l'ordre économique ensuite?

La dictature du prolétariat.

Voyons l'ordre politique d'abord. Dans le préambule du Mémoire qu'ils avaient publié pour la conférence de Gênes, les soviets nous l'ont dit : ils ont voulu, avant tout, sauver l'Etat. Pour atteindre ce but, ils ont répudié la forme connue de la démocra-

tie et fait appel « à la dictature militaire la plus stricte ».

Dictature militaire, dictature que soutient une armée organisée par Trotski (à la française, d'ailleurs, m'a-t-il semblé, beaucoup plus qu'à l'allemande), cette définition donnée de lui-même par le gouvernement des soviets n'a rien perdu de sa vérité. Rien de plus différent comme origines et caractère de notre propre Révolution de 1789; on s'en rend compte dès maintenant.

Notre Révolution fut provoquée par l'insurrection de l'individualisme contre toutes les contraintes excessives des groupes.

La Déclaration proclame l'égalité en droit de tous les hommes, la liberté. « La loi, dit-elle, est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont le droit de concourir à sa formation... La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. » La Constitution de 1793 elle-même « garantit à tous les Français l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la dette publique, le libre exercice des cultes, une instruction commune, des secours publics, la liberté indéfinie de la presse, le droit de pétition, le droit de se réunir en sociétés populaires, la jouissance de tous les droits de l'homme ».

Le régime moderne que la Révolution française a contribué à créer se fonde sur la division des pou-

voirs, enseignée par les philosophes du dix-huitième siècle, spécialement par Montesquieu. De l'affirmation du droit de penser librement naît l'idée de la formation des partis. La séparation des pouvoirs a provoqué, par exemple, la rédaction des codes, le principe de l'indépendance de la magistrature. C'est sur ces postulats que se fonde toute démocratie, qu'elle soit anglaise, française ou italienne. Ce régime suppose le suffrage universel, le gouvernement par la majorité. Mais il y a une minorité; elle est légitime; elle est légale; elle a son rôle.

Rien de pareil dans la Russie soviétique. Elle s'appuie sur la dictature du prolétariat. Le pouvoir a changé de mains; une classe qui a terriblement souffert pendant des siècles considère qu'elle possède aujourd'hui le droit de dominer ou même, puisque l'expression de l'opinion adverse n'est pas permise, d'opprimer.

La Constitution du 10 juillet 1918 établit en Russie une « République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ». Elle se propose « l'extermination impitoyable des exploiteurs » et la « victoire du socialisme dans tous les pays ». Toutes les terres sont par elle transmises aux travailleurs sur le principe de l'égalité de jouissance. Elle annule les emprunts conclus par le gouvernement du tsar. Elle décrète le travail général et le service militaire obligatoires. Elle exclut de toute participation au pouvoir

les « exploiteurs ». L'article 9, du titre V, l'un des plus importants, dit : « Le devoir fondamental de la République des Soviets consiste, pour la période transitoire actuelle, à établir la *dictature du prolétariat* des villes et des villages et de la classe paysanne pauvre sous forme d'un gouvernement puissant des soviets nationaux. Ce gouvernement a pour but d'*écraser entièrement la bourgeoisie*, d'anéantir l'exploitation de l'homme par l'homme et d'établir le socialisme sous lequel n'existeront ni divisions par classe, ni pouvoir gouvernemental. »

A vrai dire, on sent que ces textes ont été rédigés très vite. Pour qui les regarde de près, ils enferment des contradictions ou même des naïvetés. Pour supprimer les divisions de classes, on supprime toute classe, sauf le prolétariat. De là toutes les violences. Le gouvernement pourra dire plus tard, comme on nous l'a souvent déclaré, que ces violences furent le plus souvent l'œuvre de certains individus ou de certaines autorités locales. L'article 9 a certainement poussé au meurtre, au pillage. La « suppression du pouvoir gouvernemental » qu'il fait espérer introduit dans une constitution socialiste le principe même de l'anarchie.

Seul, le prolétariat sera doté de la liberté de pensée et de la liberté de réunion, libertés fictives dans les conditions pratiques où elles s'exercent. L' « intérêt de la classe ouvrière » commande l'annulation de

tout droit privé (article 23). Il nous suffit d'évoquer ces dispositions essentielles sans examiner, en détail, la composition du Congrès national ou du Comité national exécutif. Notons seulement que le Congrès national se réunissant deux fois l'an, le pouvoir législatif et administratif se rassemble en fait entre les mains des membres du *Comité national central exécutif*, du *VTSIK*.

Seuls, les travailleurs votent. Et le principe, en soi, peut se défendre qui consiste à exclure les oisifs. Il y a, au Louvre, un vieux tombeau qui porte, en latin, une inscription dont le sens est : « Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. » A merveille, si la notion de travail est assez ample pour être juste, si elle comprend celui qui a travaillé quand il en avait la force, le vieillard ou le malade; si elle admet que le travail intellectuel représente un labeur au même titre que le travail manuel. Méconnaître ou restreindre les droits du travail intellectuel, sous toutes ses formes, c'est faire aux apparences de la démocratie une concession qui se retourne tôt ou tard contre ses intérêts. Encore toute chaude de ses luttes, la démocratie russe n'admet pas cette vérité que ceux qui lui sont sincèrement attachés, ceux qui veulent la servir sans la flatter doivent lui rappeler.

A Moscou, un avocat que j'interroge ne vote pas. A Petrograd, sur le port, j'ai vu des étudiants décharger, sous la pluie glacée, un bateau norvégien; mau-

vaise division du travail social. La Constitution de juillet 1918 exclut du droit électoral les commerçants privés, les propriétaires d'immeubles, les personnes qui emploient des salariés. Si le suffrage n'est pas universel, si le prolétariat réclame pour lui non pas même la majorité mais la totalité du pouvoir, l'autre vice est que les élections ne sont pas libres. On vote par masses à main levée, ainsi que, chez nous, dans certaines grèves. *Violenti rapiunt illud*. Si l'on me dit que cette organisation sommaire fut la seule possible en temps de révolution, je comprends. Si l'on prétend qu'elle doit demeurer permanente, qu'elle représente un progrès sur nos statuts démocratiques, je ne comprends plus. Car l'idéal en un tel régime est de supprimer tout parti, sauf le parti au pouvoir, de fonder la vie publique sur un dogme, d'enlever à la politique tout caractère rationnel; de tuer l'esprit critique, seul élément actif du progrès humain. L'opposant n'a plus d'autre ressource que d'entrer dans le groupement dit des *sans-parti* ou de s'enrôler dans l'anarchie.

On prétend parfois que ce régime convient ou même convient seul aux masses paysannes russes. Si nous avons le temps d'étudier le fonctionnement des coopératives, nous verrons qu'elles se règlent sur une hiérarchie très régulière et qu'elles procèdent à des élections d'un genre beaucoup moins arbitraire.

Ainsi, dans ce régime, pas de lois, au sens juri-

dique de ce terme, mais des décrets. Ce que nous appelons le pouvoir législatif correspond au congrès panrusse des soviets, convoqué une fois par an, en décembre; déléguant une commission permanente de trois cents membres, le *Vtsik*, lequel élit à son tour un bureau ou *Præsidium.* Le pouvoir exécutif est représenté par le conseil des commissaires du peuple ou *Sovnarkom.*

En dehors des commissariats, dont le plus important pour nous est celui du commerce extérieur ou *Vnestorg*, fonctionnent certains services très importants désignés, eux aussi, par des abréviations : par exemple, le G. P. U., qui a remplacé, en l'adoucissant, l'ancienne Tcheka; le S. T. O., conseil du travail et de la défense. Une commission a été constituée en vue d'établir un plan d'activité pour toutes les industries, en tenant compte des ressources en usines, en matières premières, en spécialistes, en main-d'œuvre.

La justice et la presse

Tous ces services fonctionnent et, quant aux chefs, honnêtement. Par malheur, l'organisation de la justice demeure tout à fait rudimentaire et de caractère exceptionnel. Le gouvernement soviétique reconnaît qu'il a voulu constituer une justice prolétarienne. Les

magistrats manquent de formation technique. Le tribunal se compose d'un juge du peuple et de deux assistants, qui doivent être forcément des ouvriers et sont choisis sur des listes fournies par les syndicats professionnels. Le principe de la dictature du prolétariat s'applique ici, comme dans tout l'ordre politique. Le tribunal du peuple juge au civil comme au criminel et sans appel. Nul autre recours que la cassation et, après la cassation, la revision par le commissariat de la justice. Revision, du reste, à deux fins. Le commissariat peut, soit atténuer, soit aggraver la peine. Ainsi, le pouvoir judiciaire demeure soumis au pouvoir politique. Le code de procédure qui, dans l'ensemble, paraît bon, est rendu vain par un article qui confère au commissariat le droit d'annuler les jugements réputés contraires aux intérêts des travailleurs.

Des progrès ont été accomplis récemment. Les juridictions exceptionnelles ont vu leur rôle diminuer. Un décret du 6 février 1922 limite le droit d'arrestation, de perquisition, de saisie. Le G. P. U. peut encore faire incarcérer; cependant, avant l'expiration d'un délai de deux mois, le prévenu doit être libéré ou mis en accusation par la voie ordinaire, sauf autorisation spéciale du Comité Central Panrusse. Les peines administratives sont plus nettement déterminées. Le barreau a été réorganisé sous forme d'un collège des défenseurs, autonome dans son organisa-

tion et son recrutement. Mais le procureur peut encore déclarer nulle une décision de justice qui lui paraît non conforme à ce que l'on appelle la loi. Les juristes que j'ai consultés m'affirment que les garanties demeurent, en fait, nettement insuffisantes. Le code de droit criminel, approuvé en mai 1922, et qui contient un chapitre sur les « attentats contre la propriété », maintient la peine de mort pour les crimes contre l'Etat.

On le voit : rien n'est plus différent de notre conception occidentale ou, si l'on veut, latine, de la démocratie et du socialisme, de nos aspirations vers une justice idéale de mieux en mieux réalisée. Aussi n'ai-je rencontré nulle part en Russie le buste ou l'image de Jaurès, tandis que j'ai vu Marx partout. De même, nulle liberté de presse. L'exil est maintenu par une décision, en date du 10 août 1922, qui porte la signature de Kalinin. Il est appliqué; le 29 août 1922, le soviet de Petrograd approuve l'incarcération et l'envoi en Allemagne de trente-quatre intellectuels, professeurs, journalistes, médecins, accusés de chercher à discréditer le gouvernement des Soviets. Les camarades Zinoviev et Safarov prononcent de longs discours, citant ou analysant des articles de revues pour établir la responsabilité des accusés. A l'unanimité, le Soviet de Petrograd approuve le GPU. On avait ainsi procédé : dans la nuit du 16 au 17 août, à Moscou, à Petrograd, à Odessa,

à Kharkov, on procédait à l'arrestation en masse d'intellectuels connus pour leur activité littéraire ou scientifique. Chacun des prisonniers, expliquent les *Izvestia* du 30 août, fut invité à répondre à un questionnaire ; il devait dire s'il était partisan des Soviets et donner son opinion sur le procès des socialistes révolutionnaires ; après quoi, si les réponses n'étaient pas satisfaisantes, l'accusé était reconnu coupable d'avoir transgressé les articles 57 et 58 du nouveau Code Pénal, visant l'action contre-révolutionnaire. On l'informait que, par mesure gracieuse, on ne lui appliquerait pas les peines prévues à l'article 58, comportant la fusillade et la confiscation des biens, sous condition que, dans un délai de sept jours, il aurait émigré en Allemagne.

En décembre 1921, la Tcheka découvrait, à Elisabethgrad, les traces d'un complot ; elle faisait arrêter soixante-quinze personnes, dont cinquante-cinq étaient fusillées. Il y a progrès, dit-on, mais ce progrès n'est pas suffisant. Aucun pays n'est grand, aucun régime n'est fort sans la liberté de penser.

Le bon sens indique les conclusions qui s'imposent en ce qui concerne le système politique. Il peut correspondre au statut primitif du peuple russe. A l'origine, la commune russe, le *mir*, n'est qu'une famille agrandie, soumise à l'autorité des anciens, qui se réunissent en un conseil ou *vetché*. Les terres du village appartiennent en commun à tous les membres de l'as-

sociation; l'individu ne possède en propre que sa récolte et le *dvor* ou enclos qui entoure sa maison. On peut ajouter que le système de la justice de classe est ancien en Russie. Catherine II le consacrait, jadis, en instituant des tribunaux de districts pour les gentilshommes, des magistrats de ville pour les bourgeois, des justices inférieures pour les paysans de la couronne et en refusant toute garantie aux serfs des seigneurs.

Kropotkine nous décrit, dans ses *Mémoires*, les douleurs de ces malheureux, knoutés pour un bris de vaisselle, mariés par ordre, indéfiniment retenus à l'armée...

Le serf, aujourd'hui, prend sa revanche.

Il serait illégitime de notre part de vouloir contester au peuple russe le droit de se donner un régime politique de son choix.

Essayé sur notre pays, ce régime abolirait plusieurs siècles de formation politique, briserait l'outil nécessaire de notre progrès.

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE

Fixe encore dans sa forme politique, le régime soviétique a déjà largement évolué dans l'ordre économique, sous la pression de cette force invincible et permanente, la vie. Et c'est ce qu'il convient maintenant de démontrer.

Devant la conférence du parti communiste de Moscou, au début de novembre 1921, Lenine définit fortement cette nouvelle politique économique, celle qui est devenue depuis si familière à la Russie sous l'abréviation de NEP. Il parle, selon son habitude, crûment.

« Il faut revenir en arrière, battre en retraite. Les concessions que nous avons faites sont insuffisantes.

Le commerce, par voie d'échanges, n'a pas réussi. Le marché privé a été plus fort que nous; au lieu d'échanges, nous avons vu se produire les ordinaires opérations commerciales, vente et achat. Reculons donc pour reprendre l'offensive. Reconnaissons nos fautes; chacun de nous doit avouer que nous avons commis des erreurs dans la politique économique. Nous en sommes arrivés à un recul, non seulement vers le capitalisme d'Etat, mais vers la réglementation du commerce, vers la reconnaissance de l'argent. Par ce moyen seulement, nous pourrons recréer la vie économique. Le rétablissement régulier d'un système de relations, la reconstitution de la petite propriété et de la grosse industrie par nos soins sont les seuls moyens de sortir de l'impasse où nous nous trouvons. Nulle autre issue. Il faut donc regarder le péril en face et ne pas cacher à la classe ouvrière notre marche en arrière. »

On retrouverait facilement ce texte décisif dans la *Pravda* du 3 novembre 1921. Cet homme, d'une si puissante personnalité, ne cherche pas des faux-fuyants; il martèle sa pensée, la précise, la détaille, en développe les conséquences. Ayant parlé, il agit. Tout aussitôt, les commissaires du peuple créent une banque d'Etat pour essayer de faire renaître le crédit, donnent en location des entreprises : fabriques de couleurs, de brosses, de chaussures, de quincaillerie,

Dans la région de Moscou, en octobre 1921, sur cinquante-huit entreprises louées, il y en a déjà trente-six qui ont été remises à des particuliers. A vrai dire, une fraction du parti communiste proteste contre le retour des « requins », de ces nouveaux maîtres qui s'efforcent de restaurer les formes anciennes de l'oppression ouvrière; de nombreux directeurs sont traduits devant le tribunal prolétarien. Les sanctions furent énergiques, mais modérées; elles se bornèrent à des amendes. Le parti communiste condamnait moins le principe proclamé par Lenine que la hâte ou l'imprudence de certaines applications.

La théorie de Marx se vérifiait contre sa légende. « L'humanité, avait-il écrit dans sa *Critique de l'Economie politique*, ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre. » C'était dire que toute anticipation, que toute improvisation conduit à une catastrophe. Au moins, Lenine le reconnaissait franchement.

A Petrograd, le paiement des loyers est rétabli à partir du 1er janvier 1922. En décembre 1921, la conférence du parti communiste de Russie déclare « qu'il ne faut pas craindre d'accentuer la nouvelle politique économique » et « d'appliquer le plan national de production, en laissant assez de liberté aux entreprises pour qu'elles puissent manœuvrer »; qu'il convient surtout de relever l'économie rurale. Quelques jours plus tard, s'ouvre le neuvième congrès

panrusse des soviets. Lenine va reprendre son programme, le développer et proclamer que la Russie soviétique ne peut rester isolée de l'Europe capitaliste. Fini, le rêve d'une Révolution mondiale!

Certes, ses déclarations s'accompagnent encore de réserves et nous ne pouvons pas laisser croire que nous les ignorions.

« Il faut, affirme Lenine, faire du commerce. Nous sommes entrés dans cette voie d'une façon sérieuse et pour longtemps, *mais pas pour toujours.* Nous resterons dans cette voie juste le temps qu'il va falloir pour rétablir la grande industrie, celle qui pourrait venir en aide à notre économie agricole. »

Ainsi, la NEP n'est encore présentée que comme un expédient, comme une mesure transitoire. Mais les aveux brutaux se mêlent aux restrictions que commande, semble-t-il, la nécessité politique. Ouvertement, Lenine combat les méthodes militaires appliquées au travail économique; il reprend ses procédés de dure franchise. « Jusqu'à présent, nous avons fait de la bien mauvaise besogne. » Le congrès approuve les déclarations du gouvernement et de son chef. Kamenev prêche pour le développement de la production et l'acheminement vers la monnaie d'or. Bogdanov avoue la situation mauvaise de l'industrie, la diminution dans la production du charbon et du

naphte, explique à l'assemblée le régime nouveau des trusts, conseille une certaine décentralisation. « Pour obtenir un résultat important, conclut-il, il faut travailler avec l'étranger. »

L'octroi des concessions commençait. Au début de 1922, une compagnie allemande obtenait le droit d'exploiter 50.000 déciatines de terres (la déciatine vaut 100 ares 25 centiares) dans le district de Salsk, traversé par la ligne du Caucase à la Volga, aux conditions suivantes : bail de courte durée; travail exécuté par la main-d'œuvre locale, sauf en ce qui concerne les ouvriers qualifiés; prix d'affermage payé sur la récolte. L'Ukraine imitait la grande Russie; à la même époque, sur 6.105 entreprises, louées, 1.580 avaient été concédées à des particuliers. C'était le désaveu formel du communisme.



Présentement, à quel point est parvenue, dans son évolution, la nouvelle politique économique? Quelle part fait-elle à l'initiative privée, au droit personnel? Une décision du comité panrusse, en date du 22 mai 1922, reconnaît à tous les citoyens russes, sans distinction de classe ou de groupe, comme aux citoyens étrangers des Etats « se trouvant en rapports réguliers avec la Russie » le droit de se livrer à l'industrie et au commerce; le droit de propriété sur les cons-

tructions, urbaines et rurales, non municipalisées au 15 mai 1922, avec le droit de les transmettre; le droit de construction sur les terrains communaux pour une période de quarante-cinq ans; le droit de propriété sur les biens meubles de différentes sortes, y compris les capitaux; le droit d'engager et d'hypothéquer tous les meubles et les immeubles indiqués ci-dessus; la propriété littéraire, artistique et les brevets d'invention industrielle, les marques de fabrique, les modèles et les dessins; le droit d'héritage par testament jusqu'à concurrence de dix mille roubles en or. Le décret confirme, en outre, la validité obligatoire des contrats réguliers privés, comme de location, d'achat et de vente, d'échange, d'emprunt, de prêt, les lettres de change, etc. Le même décret prétend régler, selon les règles habituelles du droit international privé, la position juridique des étrangers. Que devient le Marxisme?

Ce décret du 22 mai 1922 représente, dans l'histoire du communisme russe, une date essentielle; il nous paraît inutile d'y insister. Théorie, dira-t-on. Assurément, et nous vérifierons plus tard les faits. Mais il est indispensable d'observer tout d'abord comment, sous l'énergique impulsion de Lenine... et de la vie, la doctrine a évolué. L'expropriation et la réquisition se restreignent de plus en plus. On comprend que, s'il faut un volant à une machine et un réservoir à une canalisation, il faut, pour agir com-

mercialement ou industriellement, un certain volume d'argent. La Russie réinvente le capital et, loyalement, le déclare. Il lui manque un code civil; elle ne pourra pas s'en passer longtemps. Mais elle a supprimé le système des corvées personnelles et de la mobilisation pour le travail; elle maintient le communisme sur le sol, mais elle rétablit la propriété privée. Le communisme n'est plus qu'une fiction.

Le maître silencieux

L'important est de savoir ce que la NEP va faire pour l'immense masse paysanne, pour le laboureur qui, là-bas, comme chez nous, représente le Maître Silencieux. Quel est, aujourd'hui, le statut agraire? Ici, je me réfère aux notes que le consciencieux Bogdanov a bien voulu me faire tenir.

« Avec la cessation des conditions créées par l'intervention et le blocus cessèrent également, dit ce rapport, les motifs de maintenir plus longtemps les méthodes d'administration agricole qui avaient été employées jusqu'en 1921, sous la pression de ces conditions. » Le commerce des instruments agricoles, des machines, des semences, devient libre. L'impôt est remanié; nous y viendrons. Une décision du conseil, en date du 8 mai 1922, supprime le monopole d'Etat sur les moyens de production agricole.

Le neuvième congrès des soviets, réuni à la fin de l'année 1921, tout en conservant le principe de la nationalisation de la terre, s'efforce d'en rendre la jouissance stable et régulière. Le décret du 22 mai 1922 accorde aux paysans le droit de choisir entre différentes formes : jouissance communale avec attribution des produits entre les différentes exploitations; attribution d'une parcelle à chaque exploitant; combinaison des deux systèmes. Chaque commune agricole reçoit le droit de disposer de la terre selon la volonté de la majorité. Un ménage paysan peut parfaitement se faire attribuer un terrain nettement délimité (article 4, décret du 22 mai 1922). L'individualisme paysan se rétablit. On revient, pour partie, au système de Stolypine, au régime du *Kleinbauer*. Il reste que l'achat, la vente, le don, l'hypothèque demeurent interdits par l'article 18. Il y a donc possession individuelle, mais non propriété individuelle. Cependant, les héritiers directs demeureront sur le terrain délivré à l'occupant. Dans certains cas (absence, mobilisation, etc...), le paysan peut louer, mais pour un délai qui n'excédera pas trois ans. « La terre, écrit M. Bogdanov, ne peut être enlevée à ses occupants. » Il n'est pas défendu d'engager des salariés si les membres valides de la famille travaillent eux-mêmes.

Depuis le décret du 19 février 1918, qui prescrivait le labour collectif, l'évolution est considérable.

S'arrêtera-t-elle là? C'est le secret de l'avenir. Dès maintenant, le marxisme bolchevik a reculé devant la puissance paysanne. Marx et Engels comptaient sur la révolution russe pour ruiner toute la classe rurale d'Europe. Le petit fermage, la petite culture devaient disparaître. C'étaient, disait Eccarius, disciple de Marx, « la cinquième roue du chariot, l'entrave au progrès politique et social, le poids mort qui paralyse le mouvement ouvrier. » Liebknecht soutenait la même thèse. La République russe pourra-t-elle maintenir le paysan dans la condition prolétarienne? Ne va-t-il pas se créer des habitudes, se constituer une épargne qui, tôt ou tard, imposeront leurs exigences? De la jouissance permanente, déjà consentie, à la propriété, encore refusée, l'intervalle n'est-il pas bien court? Comme disait un orateur allemand, les « gros souliers ferrés ne marcheront-ils pas à la conquête complète de la terre? » Le marxisme absorbera-t-il les paysans ou les paysans absorberont-ils le marxisme? Si l'industrie se dirige, en général, vers la concentration, les statistiques démontrent que l'agriculture tend à s'individualiser de plus en plus. Le problème agraire est posé depuis longtemps en Russie, comme en témoigne le récent ouvrage de M. E. Schkaff. L'évolution se poursuivra et, selon toute vraisemblance, dans le sens d'un affermissement de la petite propriété paysanne. On a eu raison d'appliquer à ce sujet si important la maxime désabusée

d'Anatole France sur les partis politiques. « Tous, quels qu'ils soient, ils se transforment si complètement dans la lutte qu'après la victoire il ne leur reste d'eux-mêmes que leur nom et quelques symboles de leur pensée perdue. »

La Bourse Noire

Depuis le décret du 4 avril 1922, l'or, le platine, l'argent, les lingots, les pierres précieuses ont libre cours à l'intérieur du pays. L'obligation de remettre ces objets, ainsi que les monnaies d'or, d'argent et les valeurs étrangères à la Banque d'Etat a été annulée. La Banque d'Etat ne conserve que le monopole d'achat des monnaies et des devises étrangères.



Encore, dans la pratique, la liberté ou la licence va-t-elle souvent au delà du droit concédé. Avant de poursuivre cet examen du nouveau régime économique, je voudrais donner au lecteur, qu'ont lassé peut-être ces nécessaires précisions, une impression au moins de cette NEP, qui irrite si fort les communistes purs, mais fait le bonheur des nouveaux riches et recrée des classes nouvelles.

Il y a bien, par exemple, à Moscou, une Bourse

officielle, mais on ne la fréquente pas. Les professionnels de la spéculation se rendent à la Bourse noire, dans l'ancien restaurant de l'Ermitage. Je n'entends pas me borner à visiter les institutions officielles. Je m'y fais conduire. Il faut, pour entrer, payer quelques millions de roubles soviétiques et séduire, par des procédés connus, de vigilants gardiens.

On franchit le petit jardin, qui déjà se glace au vent d'automne. Un couloir, un escalier; une rumeur. Dans une grande salle du restaurant où personne, à peu près, ne consomme, des êtres affairés circulent. Les vitres ont été peintes en bleu pour protéger contre les indiscrétions du dehors des tractations soucieuses d'ombre. Aujourd'hui, le franc vaut 700.000 roubles; la baisse a dépassé cent pour cent en un mois. A peine introduits, nous sommes, à la lettre, assiégés; on nous attaque dans un jargon international. Les catholiques, à vrai dire, ne paraissent pas être ici en majorité.

Première scène. — Qu'avez-vous à vendre? Des dollars, de la livre, du franc? Nous nous retranchons dans notre dignité. Cependant, des changeurs calculent. Je suis effrayé. Pour les suivre dans leurs additions, il faudrait non pas seulement des financiers, mais des astronomes.

Deuxième scène. — Une femme, qui fut jeune (pourquoi me fait-elle songer à Mme Tessandier, jadis, dans *Athalie?*) s'approche, timide et cauteleuse

tout ensemble. « Feriez-vous quelques affaires de diamants, de perles? » Nous encourageons la confidence. La duègne s'offre à venir pour voir, mais de préférence dans un logement; sa nature discrète lui fait redouter les « Missions » et autres endroits officiels. Aussi bien, il lui reste peu d'occasions. Elle a déjà tant envoyé « à ces messieurs de Paris! »

Troisième scène. — Notre dialogue a été entendu. Aux mains des honorables spécialistes, qui grouillent ici, brillent subitement des diamants, des perles, des rubis, des émeraudes. J'ai l'impression d'une rampe de théâtre qui s'allume. « A trois cents roubles d'or le carat », me souffle l'un. Je m'enfuis entre les tables dégarnies; dans le jardin, je respire.

« Cela, me dit mon guide, c'est la NEP. Le gouvernement lutte contre ces abus. Il est, quoi qu'on en ait dit, honnête. De temps en temps, il fait faire ici une descente de police. Mais dès que la police a le dos tourné, l'agiotage recommence. Vous avez eu cela, jadis, sous le Directoire. C'est la NEP. »

CHAPITRE V

LE STATUT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Vous voulez, lecteur, vous rendre compte mieux encore de ce qu'est cette NEP, dont tous parlent ici, à ce point qu'elle finit par sembler un être vivant. Allons donc, sans guide officiel, à travers la capitale. Quoi qu'on ait pu vous dire de ma candeur, j'administre depuis bientôt vingt ans une ville française; peut-être saurai-je vous faire observer un paysage social. Comme interprète, nous emmènerons cet homme de Prague, qui a connu les prisons bolchevistes et qui rit de si bon cœur lorsque je l'appelle le *Tchèque de la Tcheka*.

Sur le marché

Hier, il était interdit de vendre ou d'acheter ; c'était le système purement communiste, avec le régime des bons et des mandats. Toutes les boutiques étaient fermées. Aujourd'hui, les marchés pullulent. Arrêtons-nous à celui-ci, au boulevard des Fleurs. Et surveillez vos poches : les as du vol se donnent volontiers rendez-vous ici.

En un court espace, des centaines de boutiques en bois s'accumulent, séparées par d'étroites ruelles. Sur les toits les marchands ont jeté leurs caisses d'emballage. Des Chinois, ceux, dit-on, qui s'offraient hier à fusiller les condamnés pour des prix modérés, n'ayant plus aujourd'hui d'occupation régulière, se sont faits commerçants. A cette foule grouillante on vend de tout : du tabac, des meubles, de la quincaillerie, de la brosserie, des lits de fer, des samovars, de la porcelaine, des couleurs, du mastic, nécessaire aux abords de l'hiver pour assujettir les vitres, de la corde, des paniers, des cartes postales, des icones, des fourrures. La pluie, déjà glacée, qui trempe de boue les étroits passages, n'interrompt pas les transactions en plein air. Des juifs s'adressent à nous en *plat deutsch;* l'un d'eux nous offre des roubles impériaux ;

il me présente un échantillon de sa monnaie; je lis en exergue : *Souvenir de l'ascension de la tour Eiffel.* Un autre sort d'un petit sac une bouteille d'origan, de Coty; nos rires l'indignent; il s'éloigne en crachant contre nous quelques injures.

Ici, comme dans tous les pays où il s'exerce, le monopole du commerce extérieur est tempéré par la contrebande. Elle contribue à l'approvisionnement du marché. Il y a la rue des étoffes, la rue des fruits, la rue des gâteaux, la rue de la pâtisserie, celle des poissons fumés, celle des viandes. On vend de tout, mais cher. Le pain blanc vaut 400.000 roubles la livre, soit, environ, 1 fr. 40 le kilo. Le sucre revient à 20 francs environ le kilo. Des conversations accompagnent les achats ou les marchandages. Un charcutier nous raille : « Eh! camarades, viendriez-vous, par hasard, de Berditchev, en Ukraine? » Il paraît que c'est le pays d'origine de nombreux fonctionnaires israélites. Mon interprète ne se laisse pas intimider. Près d'un marchand qui entasse des billets soviétiques dans un sac à farine et qui offre de nous les vendre au *pfund*, à la livre, un Chinois sollicite le passant. Mon interprète l'attaque : « Qu'est-ce que tu faisais hier, dans Moscou, avant de débiter ta drogue? — Cela, répond le jaune avec colère, cela, ce n'est pas ton affaire. » Toutes les races de l'Orient sont représentées dans cette petite Babel commerciale. Un Tatar exhibe des fourrures qui ont enve-

loppé de minces cous de femmes. « Prince, lui crie mon homme, combien ta zibeline? »

Nous commençons à faire scandale, tant l'attroupement qui nous suit est dense. L'agent de police soviétique disperse, d'un ton sans réplique, le rassemblement, qui se reforme un peu plus loin. Dans la rue, sur la promenade, le trafic se poursuit jusqu'au crépuscule.

« Cela, me dit mon interprète, ce grouillement, cette fièvre de vendre et d'acheter, c'est encore la NEP. »

Le commerce extérieur

Il en est ainsi depuis que le décret du 19 juillet 1921 permet à tous les citoyens de vendre ou d'échanger toute sorte de produits, d'objets fabriqués ou de marchandises. Depuis le décret du 7 mai 1922, il suffit au commerçant, après l'ouverture de son entreprise, de faire enregistrer sa patente au bureau de police. Toute demande d'enregistrement doit être acceptée et satisfaite sans délai. L'autorisation préalable n'est plus nécessaire que pour le commerce des vins. Les prix fixés par le comité des tarifs s'appliquent seulement aux marchandises dont l'Etat a besoin. Quand nous irons nous promener à Nijni-Novgorod, nous verrons un remarquable effort pour

redonner de la vigueur à une vieille institution nationale.

Voilà pour le commerce intérieur. *Quid* du commerce extérieur?

Dans ce domaine, il y a encore un monopole, avec un commissariat spécial pour le diriger, sous les ordres de M. Krassin. Ce commissariat réalise les marchandises acquises sur le marché étranger et vend par commission; il délivre la permission de conclure directement des affaires aux institutions d'Etat, aux coopératives, aux personnes privées. La Fédération centrale des coopératives, dont nous aurons à décrire le rôle considérable et que l'on ménage, peut traiter sans autorisation. Le gouvernement russe a dressé un plan d'importation, et, de cette précaution, on ne peut le blâmer; il est impossible de livrer au hasard le réapprovisionnement d'un pays formidable comme la Russie; on veut, et on a raison, sérier ses achats, commencer par le plus utile. Parfois, cependant, les autres commissariats peuvent acheter directement. Il y a plus, et, ici, par désir de renseigner aussi précisément que possible, je vais citer le texte même du rapport qui m'a été transmis par M. Bogdanov, l'homme le plus informé en ces matières. « En dehors de ses fonctions propres, le Commissariat pour le commerce extérieur est encore chargé d'organiser des entreprises spéciales par actions, — russes, étrangères ou mixtes, — ayant pour but de faire appel aux capitaux

étrangers pour préparer en Russie des marchandises destinées à l'exportation, pour les écouler au dehors et pour faire des importations en Russie. » Ces dispositions sont extraites d'un décret du Comité central exécutif panrusse, en date du 13 mars 1922, où sont également fournies les indications nécessaires pour créer les sociétés par actions.

Ces sociétés « peuvent se servir à l'intérieur du pays et à l'étranger des organisations existantes du Commissariat pour le commerce extérieur ou créer leurs représentants particuliers. Elles peuvent organiser ou exploiter des entreprises industrielles ou fabriquer des marchandises pour l'exportation. Ces sociétés par actions peuvent être fondées par des administrations autres que le Commissariat pour le commerce extérieur, mais elles restent toujours soumises à son contrôle ».

Si nous avions une délégation commerciale en Russie, elle informerait nos compatriotes de tous ces décrets, dont la succession rapide marque les étapes du régime dans son évolution. J'éclairerai mieux encore ces textes lorsque nous irons discuter dans le cabinet de M. Krassin sur des exemples... Ainsi, le *monopole* du commerce extérieur subsiste, mais le lecteur a déjà compris qu'il tend de plus en plus à se transformer en *contrôle*. Ajoutons qu'un tarif d'exportation, approuvé par le conseil des commissaires du peuple, en date du 3 juin 1922, contient la liste des marchan-

dises frappées de droits d'exportation et de celles dont l'exportation est défendue. Pour l'instant, il est interdit d'exporter le blé en grain, la farine, le gruau, les pommes de terre, les pois, les haricots, les betteraves, le son, les tourteaux et les produits farineux.

Il m'a semblé que le lin devait être, entre la Russie et nous, l'un des premiers objets d'échange.

L'industrie

Je montrerai l'industrie au travail. Nous visiterons ensemble des usines. Mais il est d'abord nécessaire d'exposer comment se présente actuellement le régime industriel. Bien définir cette situation, c'est nous acheminer vers un examen et, peut-être, vers la solution du célèbre problème de la propriété des étrangers.

Un décret du 10 décembre 1921 a brusquement arrêté la nationalisation; les propriétaires des entreprises n'ayant pas été nationalisées au 27 mai 1921 sont rétablis dans leurs droits. C'est dire, évidemment, que les nationalisations antérieures au 27 mai sont confirmées. Mais c'est, une fois encore, la cessation brusque du communisme. La petite industrie redevient libre (décret du 7 juillet 1921) ; il est interdit de posséder plus d'une entreprise et d'employer plus de vingt travailleurs. Ici encore, le marxisme fait

faillite. Quant aux entreprises de l'Etat, en vertu d'un décret du 1er décembre 1921, si elles ne doivent pas être *rétrocédées*, elles peuvent être *louées* à des coopératives, à des sociétés, à des citoyens. Le locataire, répondant de la conservation des propriétés louées devant l'administration ou devant les tribunaux, jouit de la liberté la plus complète pour l'exploitation de l'entreprise et pour la vente de ses produits (article 5). Les locataires peuvent recevoir du Commissariat du peuple pour le commerce extérieur l'autorisation d'acquérir à l'étranger les articles nécessaires pour monter et approvisionner leurs entreprises (article 8). Les étrangers jouissent du droit de louer ces entreprises dans les mêmes conditions que les citoyens russes (remarque à l'article 3). Les instructions recommandent de faire appel, par le moyen de locations, à l'initiative des personnes privées, sans exclure les anciens propriétaires.

Ces rigoureuses précisions nous ont paru indispensables. Voir clair, c'est la première condition pour bien agir. Le décret du 1er décembre 1921 marque à l'heure actuelle le texte essentiel sur le sujet de la réorganisation industrielle.

Oui, la Russie est encore hantée par son désir de constituer une industrie d'Etat; elle a concentré pour cet objet la plus grande partie de ses ressources. Mais elle a dû déjà réduire son programme, donner à ses entreprises elles-mêmes de l'indépendance. Là aussi,

la vie recouvre peu à peu ses droits. Ah! comme celui-là n'est jamais trompé qui fait confiance à la force créatrice ou réformatrice de la vie! La Russie actuelle a pris pour idéal la formation de ce qu'elle appelle ses *trusts*. Cependant, elle a divisé ses entreprises d'Etat en deux groupes dont l'un doit désormais s'approvisionner lui-même, vendre ses produits directement, rembourser ses avances. Les trusts se tiennent en contact permanent avec le marché libre. Moscou, Petrograd ont déjà leurs Bourses de commerce. Il a fallu recréer l'arbitrage. Ici, comme pour l'agriculture, l'évolution se poursuit.



Nous allons, dès maintenant, nous demander où en sont les industries d'Etat. Avant d'aborder cette recherche, je voudrais rappeler un souvenir emprunté à l'histoire, qui est la vie du passé. Je l'ai évoqué devant M. Krassin.

Le régime des monopoles, mais la Russie l'a déjà connu, lorsque Pierre le Grand, voulant créer dans son pays une vie industrielle et commerciale, contraignant au travail les oisifs (moines, nonnes ou mendiants), interdisant l'exportation de matières premières ou de produits comme la laine, frappant de nombreux objets, à la sortie, de droits vraiment prohibitifs, prétendit régir les affaires à la façon d'une ar-

mée, créa et exploita lui-même des usines d'Etat, fit soutenir par l'impératrice des fabriques de tulle ou d'amidon. Ce que voulait d'abord Pierre, c'était fournir directement son armée et sa marine. Il se laisse entraîner au delà de ce premier programme, et, bientôt, il est obligé de vendre sa percale avec perte, de livrer à cinq kopecks l'archine d'étoffe qui lui en coûte quatorze.

En pareil cas, quel sera le premier mouvement? S'obstiner. Pierre s'irrite, crie, invente, lui aussi, le « crime économique » si, par exemple, pour la préparation des cuirs, on emploie le suif qu'il interdit au lieu du goudron qu'il impose. Sans doute, il obtint des résultats, créa l'industrie minière en Russie, fit découvrir du cuivre, du fer, de la houille, établit des fonderies. De 1717 à 1723, cependant, il change le système et rétablit les droits de l'initiative, libère le commerce et supprime les monopoles.

Mon cher Monsieur Krassin, vous aurez des difficultés, comme Pierre. J'ai fait une petite expérience. Les bonbons que vous fabriquez vous reviennent à 60 millions le poud; le petit fabricant produit à 32 millions. Le prix de vente est fixé à 50 millions. A ce tarif, le petit fabricant gagne 18 millions; l'Etat en perd dix. Réfléchissez.

CHAPITRE VI

LE RÉGIME DU TRAVAIL

Après le statut du commerce et de l'industrie, ce que nous devons maintenant étudier, c'est le régime du travail. La révolution russe n'ayant pu supprimer le salariat, nous avons à nous demander quel sort elle lui a réservé. Selon la méthode que nous avons constamment suivie dans ces enquêtes, nous définirons d'abord ce que nous appellerions, en France, le code du travail. Puis, ce code, nous irons le voir fonctionner dans les usines.

Sur le premier point, je résume ou je cite les documents officiels qui me sont fournis par le Commissa-

riat de l'économie populaire. D'abord, un principe a été proclamé :

« Toute intervention directe des associations professionnelles dans la direction des entreprises doit être reconnue comme incontestablement nuisible et inadmissible. » Il y a donc, sur ce point, renonciation expresse à l'article 3 de la Constitution qui sanctionnait le contrôle ouvrier « afin d'assurer le pouvoir des travailleurs sur les exploitants ».

Le contrôle de la production, la surveillance du travail, l'inspection médicale, qui avaient été, pendant quelque temps, assurés par le conseil central panrusse des associations professionnelles et par les autres organes syndicaux, ont été complètement transmis au Commissariat du peuple pour le travail, par une décision du comité central exécutif panrusse, en date du 13 avril 1922. Mais les travailleurs et les employés sont embauchés exclusivement par l'intermédiaire de la Bourse du travail (décision du 3 mars 1922), en vertu d'un contrat, collectif ou individuel.

La journée de travail normale dans les entreprises est fixée à huit heures pour le jour et à sept heures pour la nuit; elle sera diminuée, s'il s'agit de travaux spécialement pénibles ou dangereux. Dans l'intérêt de la production, le travail nocturne peut, avec l'autorisation de l'association professionnelle, être porté à

huit heures; dans ce cas, on paie une heure comme supplémentaire.

Pour les personnes occupées d'un travail intellectuel, la durée normale du temps de travail est de six heures le jour et de cinq heures la nuit. Ainsi, dans l'ordre économique, l'intellectuel jouit d'un privilège qui lui fut refusé dans l'ordre politique. La journée est de six heures pour les adolescents de 16 à 18 ans. Les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent pas être embauchés. Les adolescents de 16 à 18 ans ne doivent pas être employés aux travaux nocturnes. Le personnel domestique sera payé au mois.

Voyons comment se règle la production :

« Pour chaque catégorie, des commissions d'évaluation établissent la quantité de travail que chaque ouvrier de chaque groupe doit fournir dans sa journée. Ceux qui n'exécutent pas la quantité fixée reçoivent un salaire diminué, mais non inférieur, cependant, aux deux tiers du salaire normal. Une diminution plus importante ne peut être prononcée que par la commission d'évaluation. Les travailleurs qui ne remplissent pas la tâche fixée peuvent être rétrogradés à un salaire inférieur. Dans le cas de malhonnêteté ou de négligence, le coupable peut être congédié sans aucun avertissement et sans compensation. D'une façon générale, la répartition des tarifs en catégories est établie par une commission d'évaluation, composée

en nombre égal de travailleurs et d'employeurs. Les artisans dont le labeur exige des connaissances spéciales ou une préparation particulière reçoivent le salaire de la plus haute catégorie. En principe, les ouvriers ou employés doivent obtenir leur salaire au moins deux fois par mois; ces salaires sont payés en argent, ou, pour partie, si l'association professionnelle y consent, avec des produits de consommation cédés au prix de revient. »

« Les travaux peuvent être rémunérés à la tâche et d'après le système de la prime. »

En cas de chômage, les travailleurs doivent conserver les deux tiers du salaire normal; après deux semaines, ils peuvent être congédiés; ils reçoivent alors quinze jours de salaire. Chaque semaine, repos continu de quarante-deux heures. Le contrat collectif n'est pas obligatoire. Comment réglera-t-on les conflits? Cette tâche incombe au Commissariat du peuple pour le travail, sauf pour les entreprises concessionnaires qui ont prévu dans leurs contrats la solution par l'arbitrage. En cas de contrat collectif, le conflit est porté : en première instance, devant la commission d'évaluation de l'entreprise; en deuxième instance, devant l'association professionnelle correspondante. S'il n'y a pas de contrat collectif, l'association professionnelle est saisie. On peut soumettre les décisions intervenues au Commissariat du peuple

pour le travail, qui comprend des services d'arbitrage.

Au reste, le gouvernement russe avoue que la législation du travail se trouve encore dans une période de transition. Le code nouveau, qui doit remplacer le code de 1918, doit être prochainement présenté à la sanction des autorités législatives.

Les travailleurs sont répartis en 17 catégories. Ou, plus exactement, il y a 17 catégories de salaires. Par exemple, la jeune fille qui enregistre l'entrée et la sortie des papiers dans une administration, appartint à la 9e catégorie; une dactylographe russe à la 11e; une dactylographe étrangère à la 12e. Le commissaire a sa place dans la 17e catégorie. A partir de la 14e catégorie, sont rangés les travailleurs qui ont une responsabilité propre.

Pour chaque catégorie, les salaires sont identiques. Dans les magasins, un employé de la 9e catégorie, en juin, recevait par mois 107 millions de roubles, soit, environ, 300 francs. Ceux de la 17e catégorie recevaient 179 millions. Les frais de service se comptent à part. Il y a aussi les rémunérations pour travail supplémentaire ou « surmenage ». Les employés obtiennent des tarifs spéciaux pour leurs appartements. Un haut fonctionnaire m'explique que son logement et l'eau lui reviennent à 4 millions de roubles par mois.

Dans les trusts, les directeurs commerciaux reçoi-

vent de très gros traitements qui seront, probablement, frappés d'un impôt spécial. Les communistes ne doivent pas, d'après les règlements du parti, accepter plus de 300 millions par mois; s'ils gagnent davantage, ils doivent à ce parti, en vertu d'une récente décision, 50 0/0 de leur gain supplémentaire.

Je ne puis relever ces indications, observer cette structure sociale sans me rappeler l'organisation de la ville de Salente, première esquisse du *credo* politique de notre XVIIIe siècle. Mêmes principes: « Tous les hommes et tous les peuples sont frères. — La guerre est le plus grand des maux. — Toute conquête est injuste. » Il me souvient que Jules Lemaître, notre si intelligent Jules Lemaître, comparait déjà Fénelon à Tolstoï pour leur commune doctrine de la non-résistance au mal. « Ils rient quand on leur parle des rois qui ne peuvent régler entre eux les frontières de leurs Etats. Peut-on craindre, disent-ils, que la terre manque aux hommes?... Tant qu'il restera des terres libres et incultes, nous ne voudrions même pas défendre la nôtre contre des voisins qui viendraient à s'en saisir. » Ah! que les nouveautés en apparence les plus hardies sont vieilles! Ancêtre de Marx, Mentor s'attaque aux marchands; il veut que les magistrats leur demandent compte de leurs profits; il défend l'importation de toutes les marchandises de luxe. Il établit sept conditions pour les hommes libres. « Il ne faut permettre à chaque

famille, dans chaque classe, décide-t-il, de pouvoir posséder que l'étendue de terre absolument nécessaire pour la nourrir... Les nobles ne pourront point faire d'acquisition sur les pauvres... Les enfants seront élevés par l'Etat. » Et tout cela est si beau que l'on n'entend plus que des cris de joie dans Salente, les cris des laboureurs célébrant leurs libres hyménées et que les vieillards pleurent dans un excès de tendresse ! Fénelon communiste ? — N'en doutez pas.



Voyons cependant comment le régime fonctionne dans la Salente moderne. Allons étudier quelques usines.

J'ai visité à Moscou deux usines de l'Etat. L'une, l'ancienne usine de la Société Dynamos, établie à dix verstes du centre, dans un quartier dit le quartier de Lénine, fabrique des machines électriques, des transformateurs, des dynamos; elle occupe cinq cents ouvriers et trois cents employés. Rattachée au trust de l'électricité, conduite par un ingénieur qu'assiste un comité de direction, elle fonctionne tout à fait, semble-t-il, à la française. Il y a bien un comité d'usine, désigné par les ouvriers; mais ce comité « n'a pas le droit d'intervenir dans la gestion ». Ce sont les propres termes dont se sert devant moi l'ingé-

nieur-directeur. Le comité s'occupe des questions relatives à la vie ouvrière (fourniture de bois, de vêtements, de chaussures), de l'embauchage et des renvois. Sa désignation se fait par accord entre les syndicats ouvriers et les trusts; nommés par les trusts, les délégués doivent être acceptés par le bureau, le *Præsidium* du syndicat.

J'interroge sur les salaires. Ici, le salaire mensuel moyen minimum, est de 75 millions de roubles soviétiques (environ 140 francs à cette date), y compris le *païok* (c'est-à-dire les fournitures en nature), représentant 18 millions. Le maximum a été de 160 millions (environ 295 francs) pour le mois d'août. On pensait qu'il atteindrait 200 millions pour le règlement de septembre et que l'on pourrait l'appliquer aux spécialistes, mouleurs et fondeurs par exemple. La journée est bien de huit heures. L'usine forme des apprentis à qui les ingénieurs de la maison donnent des leçons. Des femmes sont employées pour le petit bobinage, pour la préparation des matières isolantes et aussi, suivant l'habitude russe, pour les transports à l'intérieur de l'usine.

Le rôle de cette usine dans la vie économique de la Russie nouvelle est considérable. Avant la guerre, les spécialités qu'elle fabrique pouvaient être demandées à quatre usines : Volta, à Reval; A. E. G., à Riga; Siemens-Schuckert, à Petrograd; Société Dynamos, de Moscou. Seules, les deux dernières

usines sont demeurées russes; celle que nous avons visitée fonctionne sur un plan réduit, mais régulièrement.

J'ai visité de même l'usine de textiles Trechgomaïa (ancienne Prokhoroff). Elle se compose d'une filature, d'un tissage, d'une usine d'impression; elle possède un hôpital et une école. C'est une ruche formidable; elle n'emploie pas moins de 6.000 ouvriers. A mesure que la vie devient plus facile, les travailleurs reviennent de la campagne et reprennent leur ancien poste. Ici, le salaire mensuel minimum est de 22 millions de roubles (environ 40 francs et le *païok* en plus) ; il s'élève à 100 millions pour les ouvriers qualifiés et, par exemple, pour les mécaniciens. On emploie un nombre important d'enfants: je les ai vus enfoncer le linge blanchi dans les cuves. On travaille en ordre et dans le plus grand silence; je suis frappé de la politesse des ouvriers; ils ont l'air doux et bon. Dans une salle, vingt machines à impression, du type Koechlin de Mulhouse, fonctionnent; dix seulement sont arrêtées. L'usine produit 5.000 pièces par jour; elle en fournissait autrefois, me dit l'ingénieur qui m'accompagne, de 12 à 15.000, avec le même nombre d'ouvriers. La discipline est excellente; les contremaîtres ont été remplacés par des « *ouvriers aînés* », qui remplissent le même office.

On travaille dans les laboratoires, dans la bibliothèque, à l'atelier de dessin; l'impression à la main

a été reprise. Par malheur, la soie manque et le coton demeure cher. Car l'usine ne peut recevoir du Turkestan que le tiers de sa production; elle doit demander le reste à l'Egypte et à l'Amérique.



A Petrograd, nous visitons les usines Poutilov, à l'extrémité du large boulevard boueux appelé aujourd'hui la rue des Grèves, où les ouvriers élevèrent dix-huit barricades lors de l'attaque du général Youdenitch. Nous sommes au cœur même de la Révolution. Nos guides nous font franchir la porte étroite par laquelle entrent les ouvriers; il faut aller chercher un permis de circulation dans le petit bureau qu'encadrent encore deux modestes icones. Les usines occupent un espace d'environ huit verstes carrées. Mais où me conduit-on? Nous traversons un parc, le long d'une rivière qui glisse lentement entre deux rangs de bouleaux dorés, parmi des maisons de bois dont les fenêtres demeurent fleuries, malgré l'humide automne. Suis-je donc dans une ferme, au centre d'une vaste exploitation agricole? Non. Cette villa est le siège de la direction. Le directeur est un ouvrier; un technicien et un comptable l'assistent. Le camarade qui nous reçoit est un homme d'environ trente années, rasé et tondu de près; il est vêtu de bure, et, de fait, il a l'air ascétique. Parfaitement

correct, mais réservé, il donne quelques ordres tout en nous renseignant; il parle les bras croisés, évitant les mots inutiles. S'il sourit, c'est à peine. Sous l'arcade sourcilière avancée, les yeux petits, mais clairs, fixent l'interlocuteur. Tout autant que l'intelligence on sent la volonté. A coup sûr, ce jeune homme est un chef.

Nous le questionnons. Il répond sans détour, mais sans commentaires. Le portrait du fondateur de l'usine assiste à notre entretien. Il y a, aujourd'hui, 2.500 ouvriers dans ces usines qui en comptaient 35.000 avant la guerre. Leurs rapports avec la direction sont assurés par des délégués, mais ces délégués, nous déclare-t-on fermement, « n'ont rien à voir dans la gestion ». Les salaires? En août 1922, le minimum était de 34 millions de roubles (environ 65 francs), le maximum de 300 millions pour les ouvriers qualifiés, y compris le *païok*, évalué à 9 millions. Après un essai malheureux de travail à la journée, on a dû revenir au travail aux pièces, comme avant la Révolution. La journée est de huit heures sans interruption. On peut demander aux ouvriers des heures supplémentaires, mais en accord avec le syndicat. Seule, la section métallurgique a repris le travail.

Nous voilà renseignés. Nous partons à la suite des ingénieurs. Ils nous expliquent de quelle façon on procède à l'éducation des apprentis qui représentent

environ un dixième du personnel. Ces enfants reçoivent un enseignement théorique et un enseignement pratique. Après une marche d'un quart d'heure, nous atteignons, au milieu d'une série de bâtiments inoccupés, le grand hall de cent dix mètres de long sur trente-cinq mètres de large, où l'on fabriquait autrefois les tourelles de croiseurs, où l'on répare aujourd'hui des locomotives; dans ce hall, travaillaient jadis 1.250 ouvriers; il en occupe aujourd'hui 250. Cette fois encore, je suis frappé de l'air aimable de ces grands gaillards blonds; ils saluent les ingénieurs à leur passage; dans le hall même, les icones ont été conservées. Puis, nous traversons à nouveau des espaces, des champs d'herbe, des pistes le long desquelles s'entassent encore des obus, un garage où a été remisé le fameux wagon de la mission militaire française dont les drapeaux ont été effacés. Le silence n'est troublé que par le petit bruit monotone de l'eau qui tombe dans les flaques. Et voici, à une verste environ du précédent hall, le grand hangar qui abrite les hauts fourneaux. Ici, le délabrement est complet : sur huit hauts fourneaux qui travaillaient en temps normal, un seul fonctionne. Les ingénieurs, impassibles, nous donnent des chiffres, sans les commenter d'un mot ou d'un geste. La production d'acier normale était, jadis, de 360.000 pouds; elle est aujourd'hui de 45.000. L'usine, qui absorbait, autrefois, par jour, 50.000 pouds de charbon, n'en consomme

plus que le trentième. Mais là, comme ailleurs, personne ne se plaint; on travaille avec ordre sous une discipline que l'on sent librement acceptée.

Dans une récente séance de la section statistique et économique du *Gosplan*, Rascin a communiqué les résultats d'une enquête faite dans cent cinquante grands établissements sur les salaires des ouvriers. Pour apprécier ces salaires à leur valeur vraie, on a calculé le rapport d'une série d'objets de première nécessité avec les prix de 1913-14. Traduit *en roubles d'avant guerre*, voici le salaire *moyen mensuel* des ouvriers de l'industrie. On a recueilli en particulier les salaires d'Ivanovo-Vozniesensk, le Manchester russe.

Année 1922

Gouvernement de *Moscou :* Janvier, 9 r. 30 cop.; Février, 9 r. 70 c.; Mars, 8 r. 40 c.; Avril, 6 r. 92 c.; Mai, 12 r. 80 c.

Gouvernement de *Petrograd :* Janvier, 6 r. 90 c.; Février, 7 r. 10 c.; Mars, 8 r. 70 c; Avril, 7 r.; Mai, 10 r.

Ivanovo Vozniesensk (dans le gouvernement de Vladimir), centre de la fabrication des calicots : Janvier, 7 r. 50 c.; Février, 7 r. 60 c.; Mars, 10 r. 60 c.; Avril, 7 r.; Mai, 8 r.

Tzaritzin (dans le gouvernement de Saratov) : Janvier, 16 r. 50 c.; Février, 11 r. 80 c.; Mars, 11 r. 30 c.; Avril, 16 r. 60 c.; Mai, 12 r.

Avant la guerre, le gain mensuel des ouvriers industriels en Russie était d'environ 28 à 30 roubles (75 à 80 francs or). Aujourd'hui, ils doivent se contenter d'environ 30 0/0 ou 40 0/0 du salaire précédent.

Le tableau suivant montre, pour les ouvriers de Moscou, les variations du salaire en tenant compte d'un index-type.

PAIE DES OUVRIERS PAR MOIS

Métallurgie : Janvier, 100; Février, 103,1; Mars, 95,8; Avril, 96,8; Mai, 153,7; Juin, 171,6.

Textiles : Janvier, 100; Février, 65,2; Mars, 61,8; Avril, 53,4; Mai, 71,1; Juin, 97,4.

Industries chimiques : Janvier, 100; Février, 153,9; Mars, 122,4; Avril, 130,2; Mai, 185,5; Juin, 165,8.

Typographes : Janvier, 100; Février, 126,4; Mars, 73,6; Avril, 75,8; Mai, 192,3; Juin, 143,9.

Industries alimentaires : Janvier, 100; Février, 96,8; Mars, 59,2; Avril, 56; Mai, 150,4; Juin, 166,4.

Pour l'ensemble : Janvier, 100 (9 r. 30) ; Février, 104,3 (9 r. 70) ; Mars, 90,3 (8 r. 40) ; Avril, 74,4 (6 r. 92) ; Mai, 137,6 (12 r. 80) ; Juin, 143 (13 r. 30).

Un économiste italien, qui a relevé comme nous ces chiffres, estime qu'à la date du 20 septembre le salaire annuel moyen de l'ouvrier russe représente environ 1.320 lire italiennes; il oppose aux résultats obtenus en Russie le fait qu'en Italie, d'après le

statisticien d'Arona, il y avait 2.536.340 ouvriers qui recevaient un salaire annuel moyen de 2.806 lire.

Le bas salaire est une plaie; le chômage en est une autre.

A Petrograd, le 1er septembre 1922, il y avait 60.000 ouvriers sans emploi enregistrés à la Bourse du Travail. En Ukraine, on comptait environ 80.000 ouvriers et employés chômeurs. Plusieurs entreprises de l'Etat sont fermées; d'autres ont dû réduire leur personnel. Le Conseil des Commissaires du peuple de la République ukrainienne a dû nommer une commission pour rechercher les remèdes à cette situation.



Je ne commente pas. Aussi loyalement, aussi précisément que possible, j'ai décrit. Mais que l'ouvrier russe souffre de la crise actuelle, le fait n'est pas douteux.

CHAPITRE VII

LE PROBLÈME DE L'ARGENT

Creusons plus profondément. On sait maintenant avec quelque précision comment se présentent, au mois d'octobre 1922, le statut du commerce et de l'industrie, le régime du travail. Il faut infiniment de soin et de conscience pour apprécier chaque détail en fonction de l'ensemble, et, par exemple, pour définir la situation matérielle de l'ouvrier russe. On doit tenir compte de la variation constante du million de roubles soviétiques, du *limon*, comme disent les gens du peuple : à mon arrivée en Russie, un franc de notre pays valait 570.000 roubles; puis la baisse est intervenue. Pendant la période sur laquelle mes observations ont porté, on peut considérer le franc fran-

çais comme ayant valu, en moyenne, un million de roubles soviétiques.

On doit, pour être juste, reconnaître que le rouble possède une valeur d'achat plus grande sur le marché intérieur que sur le marché extérieur. Il faut tenir compte, enfin et par malheur, de ce fait que les salaires promis ne peuvent pas toujours être payés.

Un Français qui arrive de la région du Donetz, de Makeevka et vient me voir à Moscou, M. Pierre Bassat, ancien élève des Arts et Métiers, administrateur de la Société Péroune (je suis autorisé à citer son nom), me déclare que les ouvriers n'ont pas obtenu leur salaire depuis le mois de janvier. Ils reçoivent seulement des avances en argent et le *païok*, c'est-à-dire quelques prestations en nature (pain, légumes, poisson). Le salaire mensuel minimum, d'après les derniers contrats, correspond à 3 roubles 75 or, soit 10 francs or par mois, soit environ 25 francs papier, sans le *païok*. Le salaire maximum, payé aux contremaîtres et chefs ouvriers, est de 17 roubles or, soit 50 francs or, soit 135 francs papier, sans compter le *païok*. Les ingénieurs obtiennent des contrats spéciaux pour des traitements variant entre 100 et 150 roubles or, soit 400 francs or et 1.250 francs papier; mais ces traitements n'ont pas été réglés. Les ouvriers sont donc malheureux; dans les provinces du Midi on voit des mineurs en haillons. Cependant ils ne veulent pas laisser noyer

les puits. Leur courage fut admirable. Dans le courant de février 1922, une pluie glacée au Donetz cisaillait les lignes de transport de force; les puits ne recevaient plus le courant électrique; ils risquaient d'être envahis. Au prix des plus grandes souffrances, les ouvriers ont sauvé les lignes et les installations. Si les industriels français retrouvent leurs usines et leurs mines, ils le devront à ces pauvres gens. L'ingénieur même qui me parle n'a pas été payé depuis le mois de janvier, bien qu'il travaille régulièrement.

Pour apprécier la valeur du salaire, il faudrait enfin tenir compte des prix. Sur ce point, le gouvernement russe publie de très nombreuses statistiques ; elles doivent être interprétées avec beaucoup de discernement, car elles sont bien compliquées. Elles me font parfois songer à la phrase de Disraëli : « Il y a trois formes du mensonge : le mensonge ordinaire, le parjure et la statistique. » Non qu'elles ne veuillent être sincères, mais il faut, pour les comprendre, opérer toute une série de calculs. J'aime mieux procéder à quelques enquêtes directes, en confrontant ce que j'apprends avec les papiers que l'on m'a remis.

Reprenons donc le chemin du marché.

A Moscou, le 1er octobre 1922, le pain noir vaut environ 50 centimes le kilo et le pain blanc 1 fr. 50. Les prix ont augmenté en septembre, sauf pour les harengs et les choux. Le sucre, surtout, a haussé depuis l'interdiction d'acheter à l'étranger. Les prix

du coton, du drap, du tabac s'élèvent. Le 7, les prix que je recueille peuvent se traduire de la façon suivante, pour un kilo : pain, 1 fr. 50; bœuf, 4 fr. 50; porc, de 7 à 8 francs; beurre, de 13 à 14 francs; raisin, 4 francs; pommes, 4 francs; poires, 5 francs.

Un budget ouvrier

J'essaie de me rendre compte mieux encore. Après les données générales, un exemple. A Petrograd, je fais interroger en détail un ouvrier de l'usine municipale d'éclairage électrique. Son emploi ? Il est chargé de relever les compteurs. Au moment où les calculs sont faits, comptez (ce sera très large) que le million de roubles vaut encore deux francs.

Cet ouvrier reçoit 60 millions par mois (donc 120 francs au maximum), plus un *païok*, composé de deux pouds de farine (à 16 kilogrammes le poud), de trois livres russes (à 400 grammes l'une) de viande, de trois livres de poisson, d'une demi-livre de sucre. Il ne reçoit ni beurre, ni sel, ni graisse. En dehors des frais de nourriture, ses dépenses obligatoires représentent : pour le logement, 18 millions; pour l'éclairage, quelques millions; pour le chauffage, quelques millions; pour le tramway, de 150.000 à 300.000 roubles par voyage.

Ce n'est qu'un exemple. Mais c'est un exemple.

Je ne commente pas; je ne veux hérisser d'aucune appréciation personnelle cet exposé scrupuleux. Mais c'est M. Bogdanov qui me le dira avec la bonne foi la plus évidente : « Nous sommes encore en pleine crise. La production totale de la Russie correspond au quart de sa production en 1914. L'ouvrier russe ne représente, aujourd'hui, que les deux tiers de sa valeur d'avant guerre. Ses salaires sont moins élevés qu'avant la Révolution. Dans l'industrie métallurgique, ils sont moins hauts que dans l'industrie textile, parce que, là, les ouvriers travaillent pour l'Etat, qui ne peut assez les rémunérer. Nous devons augmenter ces salaires; pour l'instant, nous ne le pouvons. » Je transcris ces déclarations telles qu'elles m'ont été faites. J'ai l'impression que la Russie de 1922 se trouve, à certains égards, dans la même situation que la République de 1848 après ses hardies expériences sociales. Et, dès maintenant, au point où nous sommes parvenus de cette étude, un fait éclate, reconnu par les Commissaires du peuple, proclamé par les coopératives : *la Russie a besoin, pour aller plus loin, de capitaux.* Nous comprenons maintenant les raisons profondes de la nouvelle politique économique, la divergence sans cesse croissante entre la théorie et la pratique. Contre la raison abstraite, la vie proteste. Elle aussi, sans bruit, à sa manière, elle fait sa révolution. Je songe à la fin de la nouvelle de Léonid Andréiev, *les Sept pendus.* On vient d'exé-

cuter quelques victimes à la lueur des lanternes sourdes; les cadavres ont été enfermés dans des coffres; pour eux, tout est fini. Cependant, le soleil se lève au-dessus de la mer, et les hommes, ceux qui restent, se tournent avec ardeur vers l'aurore.

Le budget russe

Etablissons maintenant le budget de la nation.

Pour cette année (l'exercice budgétaire commence le 1er octobre), les Soviets pensent pouvoir vivre avec 1 milliard ou 1 milliard 200 millions de roubles-or, ce qui représente, en valeur réelle, une augmentation d'un quart sur le budget de 1921. — Avant la Révolution, le budget russe s'élevait à 3 milliards 600 millions.

Le nouvel Etat russe a des charges beaucoup moins considérables que l'ancien. Il faut s'en rendre compte, si l'on veut supputer ses chances d'avenir. Le budget de 1914 devait faire face aux intérêts de la dette publique, aux besoins des grands corps de l'Etat, du Saint-Synode. L'armée, à elle seule, coûtait 550 millions; la marine, 228 millions; le ministère des Finances, 480 millions; la police, 60 millions. J'espère bien que la question des dettes se réglera, et je dirai pourquoi. Mais, présentement, le budget russe, en ne payant pas les intérêts, économise au moins 350 mil-

lions; il a supprimé les dépenses de la cour et le budget des Cultes. Les traitements, payés même aux grands fonctionnaires, sont sans comparaison avec ceux de l'ancien régime. Au commissariat des finances, il n'y a pas, pour les membres du conseil, de salaires supérieurs à 450 millions de roubles par mois. Dans les trusts, l'état-major, il est vrai, reçoit beaucoup plus, mais c'est le budget commercial du trust qui paie.

De même, la dépense de l'armée fut réduite. Elle ne coûte plus aujourd'hui que 350 millions. L'effectif budgétaire est de 800.000 hommes; les soviets désirent encore le diminuer. La mobilisation devient beaucoup plus facile depuis que tout le pays a fait la guerre. Les dépenses de personnel ont elles-mêmes baissé, malgré ce que l'on peut dire de la bureaucratie soviétique. A vrai dire, cette bureaucratie semble encore nombreuse; mais on la paie mal, et, peu à peu, on la réduit. Au début de 1922, il y avait encore 6 millions d'hommes à la charge de l'Etat; il n'en reste plus aujourd'hui que 3 millions, y compris l'armée. Ce chiffre ne semble pas exagéré pour une population d'environ 130 millions d'habitants.

Ainsi, la Russie nouvelle, si elle a de bons ministres — et M. Sokolnikov, instruit dans nos grandes écoles, est un technicien de première valeur — peut assez vite, grâce à sa production agricole, se constituer un très solide budget, et, en particulier, suppor-

ter la charge des dettes. Pour la présente année budgétaire, l'effort de l'administration consiste à distinguer les dépenses ou ressources de l'Etat et celles des autorités locales, à supprimer une confusion qu'une interprétation exagérée du communisme avait commandée. Ici encore, voyez opérer le travail de discernement. Je dirais volontiers, — et ce serait, je crois, la définition la plus juste du régime actuel, — qu'après avoir subi une période de synthèse brutale, la Russie entre dans une période d'analyse. C'est pour elle le salut. Il y aura donc, désormais, des budgets locaux. Les autorités locales ne pourront lever que certains impôts autorisés par le Centre; mais, à l'intérieur du cadre tracé par le Centre, elles pourront se mouvoir librement.

Il est encore difficile d'établir des prévisions budgétaires certaines. Le budget en roubles d'or se dit *budget d'orientation* ou *prévisionnel*. On le traduit, tous les trois mois, en roubles soviétiques : travail énorme mais indispensable. La question est désormais de savoir si le gouvernement saura tirer avec modération et régularité des ressources d'un sol encore inconnu. Car, ici, — et c'est ce qui rend le problème passionnant —, tout est neuf, tout paraît possible. D'immenses forces, naturelles et humaines, existent ou se dégagent. Il suffirait de les discipliner.

CHAPITRE VIII

LE POINT CRITIQUE :

LA CRÉATION DE RESSOURCES

Le jeune gouvernement russe essaie, tout d'abord, d'établir un système régulier d'impôts. Ce système fut fondé, au début, sur l'impôt en nature que la famine rendit assez difficile à percevoir.

Le rôle des contributions en argent se développe peu à peu. On a déjà cherché à remplacer l'impôt en blé par un impôt en argent, grâce à un emprunt intérieur dont les titres étaient remis contre un certain poids de céréales. Les paysans achetèrent volontiers ces obligations. L'emprunt, limité à dix millions de pouds, s'est très facilement placé. Les obligations furent émises, en juin 1922, à 3 millions 800.000 roubles l'une. Récemment, la Banque d'Etat les

cédait au cours de 4 millions 800.000 roubles. Leur cours s'est élevé à 8 millions. Cet expédient a procuré au Trésor d'importants moyens pécuniaires.

Les impôts en argent furent surtout, jusqu'à présent, des impôts indirects; pour l'année écoulée, ils ont fourni les deux tiers des ressources en numéraire. Cette année, les Soviets introduisent la contribution directe en argent, sous forme d'un impôt progressif sur les revenus et sur les biens; dans les villes, la progression sera plus accentuée qu'à la campagne. C'est toujours le même système : on ménage avant tout le paysan, force essentielle. Le produit de l'impôt prélevé dans les villages sera réservé pour les besoins locaux; on veut que le contribuable fasse ainsi son éducation. Le paysan paiera donc à l'Etat l'impôt en nature et à la commune l'impôt en argent.

Les Soviets introduisent, de plus, un impôt extraordinaire en argent, de faible taux, pour le relèvement de l'économie générale. A ces ressources l'Etat ajoute les recettes de ses entreprises : chemins de fer, postes et télégraphes. Le déficit persiste mais il s'atténue. L'Etat couvre déjà par ses revenus normaux la moitié environ de ses dépenses, alors qu'il n'en couvrait que 5 0/0 en janvier. M. Sokolnikov espère, dans les derniers mois de 1922, assurer, avec les ressources ordinaires, 70 0/0 des besoins.

L'émission de papier-monnaie, malgré les apparences, diminue. Elle était, dans ces derniers temps,

de 20 milliards de roubles par mois, alors qu'en Allemagne elle a dépassé 20 milliards de marks et que le rouble or vaut 2 marks or. Ainsi, pour l'émission, on peut soutenir que la situation de la Russie est meilleure que celle de l'Allemagne, ce qui ne serait pas vrai, dans l'ordre économique, actuellement du moins.

La question du crédit

La Russie peut donc, selon nous, relever ses finances assez vite, si l'appareil de perception des impôts se renforce, si le contribuable se discipline, si l'émission se restreint, si l'industrie d'Etat ne creuse pas un gouffre, si la production agricole augmente, si le peuple peut et sait épargner. J'ajoute : si l'unité morale du pays est maintenue. Je ne suis pas persuadé qu'au sein de la République des ouvriers et paysans l'accord des intérêts subsiste indéfiniment entre les deux catégories. Déjà, le paysan apparaît plus heureux que l'ouvrier; la *Vie économique* du 1er octobre le fait remarquer. La Révolution a conjugué deux forces qui, réunies dans la négation, pourraient bien quelque jour se dissocier dans l'affirmation, c'est-à-dire dans l'action.

Pour l'instant, les Soviets essaient des opérations de crédit. C'est, pour eux, le problème difficile puis-

qu'ils n'ont pas reconnu leurs dettes. Ils ont réussi leur emprunt intérieur. Ils sont à la veille de tenter un emprunt en or, dont les intérêts seraient payés en or. Ils attendent, avec une curiosité facile à comprendre, l'accueil qui sera fait à cette opération sur le marché extérieur.

Ainsi se pose la question des banques. Il y a un an, la Banque d'Etat fut organisée. A l'heure actuelle, elle possède cent soixante-cinq succursales en Russie; ses opérations ont pris un certain essor. Du point de vue commercial, elle accusera, à la fin de l'année, un bénéfice réel. Elle s'est constituée en prenant part à des opérations commerciales sur les marchés intérieur et extérieur. Elle a réalisé un fonds en or et garantit par son encaisse une émission de billets destinés à faciliter les opérations commerciales ainsi que son contact avec les autres banques.

Le 12 octobre dernier, le Conseil des Commissaires du peuple publiait un décret qui datera dans la vie économique de la Russie. Il créait le nouveau billet de banque, le *tchervonetz.* Ce texte important doit être cité, tel qu'il nous est parvenu :

« Afin d'augmenter les ressources de la Banque d'Etat nécessaires à ses opérations commerciales, et ne voulant pas recourir à de nouvelles émissions de signes monétaires; estimant, d'autre part, qu'il importe de réformer la circulation fiduciaire et que les valeurs accumulées par la Banque d'Etat — or,

autres métaux précieux et devises étrangères stables — sont suffisantes, le Conseil des Commissaires du Peuple arrête :

« 1° La Banque d'Etat est autorisée à émettre des billets de banque pour augmenter son fonds de roulement;

« 2° Les billets représenteront des coupures de 1, 2, 3, 5, 10, 25 et 50 tchervonetz (un tchervonetz égale un zolotnik 78,24 doli d'or pur, soit 10 roubles or russes anciens) ;

« 3° Les billets mis en circulation par la Banque d'Etat sont gagés intégralement, le quart de leur valeur nominale par les métaux précieux et les devises étrangères stables au cours d'or, le reste par des marchandises facilement réalisables et par des effets à court terme;

« 4° La Banque d'Etat devra publier deux fois par mois les renseignements relatifs au nombre de billets mis en circulation et à la situation de leurs gages;

« 5° La date à laquelle les billets pourront être échangés contre de l'or sera fixée ultérieurement;

« 6° Les billets seront acceptés en paiement d'impôts et de droits de douane, de taxes, etc., dans tous les cas où ces paiements doivent être effectués en or;

« 7° La Banque d'Etat a le droit d'exiger le remboursement des avances faites en nouveaux billets de banque avec ces mêmes billets;

« 8° Les avances en billets faites au Commissariat des finances doivent être garanties, moitié par des métaux précieux et moitié par des bons à intérêts du Commissariat;

« Rem. — Les avances ne peuvent être autorisées que par le gouvernement.

« 9° Les billets de banque sont admis à la cote dans toutes les Bourses de la République;

« 10° Des poursuites sont engagées pour toute contrefaçon ou falsification des billets. »



Les Soviets ont admis, de plus, des sociétés de crédit mutuel, formées selon des statuts types, et le crédit coopératif dans les villages. Quant aux banques privées, elles ne peuvent se fonder qu'avec une autorisation spéciale du gouvernement. Sur ce point, l'Etat russe se montre fort réservé, à cause de l'extrême faiblesse de sa monnaie. Cependant, il a été créé une Banque pour le commerce extérieur, avec participation du capital suédois. Il s'organise aussi une banque d'industrie, fondée par les trusts; une banque d'Ukraine, à forme coopérative; une banque mixte à Rostov; une banque locale à Moscou. On projette de créer une autre banque locale à Petrograd; le capital privé pourra y participer.

Où l'on parle à nouveau du capital.

Mais l'homme qui travaille avec tant d'énergie à relever les finances russes, M. Sokolnikov, ne m'a pas caché son opinion. Son œuvre ne lui apparaît possible que si l'Etat laisse une large place à l'économie privée. L'Etat, selon lui, doit conserver les positions dominantes, comme une armée qui renonce à occuper tout un front et surveille seulement les passages importants. Ainsi, son rôle se réduirait peu à peu à une action de contrôle, au sens américain de ce mot. C'est, une fois de plus, l'abandon du marxisme, quoi que puisse m'opposer M. Lenine.

La question sera donc maintenant, dans l'ordre logique de nos recherches, d'étudier si la politique industrielle de l'Etat russe va compromettre ou favoriser la renaissance du pays.

Nous recueillons, sur ce point, d'utiles aveux.

Les conseils économiques provinciaux des régions Centrales et du Nord se sont récemment réunis. A la séance du 27 septembre, M. Bogdanov leur a présenté les résultats de la nouvelle politique, après une année d'expérience. (Je rappelle que M. Bogdanov est président du conseil suprême de l'Economie publique.) Son exposé débutait par des affirmations formelles sur la nécessité de consolider le régime

nouveau. « L'industrie, déclarait-il, a été reconstituée sur des bases commerciales; l'ancienne forme de gestion au moyen d'organismes centraux administrant toute une branche d'industrie a complètement disparu. »

« La situation générale de l'industrie, poursuivait-il, se définit par deux éléments essentiels : l'état de son marché et le crédit mis à sa disposition par l'Etat. Grâce aux heureuses prévisions agricoles, la dépression observée sur le marché pendant les mois de février, mars et avril s'atténuait peu à peu, à partir du mois de mai. Aujourd'hui l'on peut dire avec certitude que la récolte de 1922 représentera les trois quarts de la récolte d'avant-guerre. On peut espérer qu'après acquittement de l'impôt en nature, le marché libre recevra une quantité de blé variant entre 200 et 400 millions de pouds. La production probable de l'industrie, pour la première moitié de l'exercice 1922-1923, représentera, selon toute vraisemblance, l'équivalent du prix de ce blé. »

L'Etat russe est intéressé à maintenir le bas prix des céréales; il cherche, par toute une série de mesures, à régler ce prix. De là une tendance à fixer aussi le prix des objets industriels. Le gouvernement des Soviets a connu, comme nous l'avons connu pendant la guerre, comme nos ancêtres de la Révolution l'ont connu jadis, le redoutable et insoluble problème du prix maximum. M. Bogdanov s'inquiète, parce qu'il

est communiste et sensible au sort du petit peuple, de voir monter le taux des objets industriels. Cependant il n'hésite pas à prendre son parti.

« *Il ne convient pas, à l'heure actuelle,* déclare-t-il, *de fixer des limites à l'accroissement des prix sur les objets industriels. Il est, d'ailleurs, nécessaire d'admettre la tendance légitime de l'industrie à se garantir pour le cas d'une dépression possible au début du printemps* 1923. *Evidemment, une augmentation artificielle des prix n'est pas admissible; mais il est dangereux d'introduire un élément de contrainte dans le mécanisme des facteurs économiques.* La Centrale communale du commerce intérieur vient de décider de limiter l'établissement des prix maxima à une série réduite de marchandises; ce fait démontre qu'elle-même se prononce contre une contrainte mécanique qui s'effectuerait sur le marché. »

Ainsi, et une fois de plus, le dogmatisme recule devant les enseignements de la raison et de la vie. On découvre et proclame la nécessité pour l'industrie de constituer des réserves. Le gouvernement des Soviets fait, à son tour et de son côté, l'expérience que nous avons subie pendant la guerre lorsque nous cherchions à protéger le consommateur contre les maux qui résultaient de l'absence de concurrence et de la rareté des produits. Expérience que Taine a si

bien analysée dans ses *Origines*, lorsqu'elle était pratiquée par notre Révolution. Nous-même, nous avons observé cette lutte de la réalité contre l'abstraction dans l'enceinte d'une commune française. La science du bonheur humain n'est pas une géométrie. Ce serait bien plutôt une biologie. Très vite, les hommes responsables se rendent compte que toutes les mesures artificielles dirigées contre la production se retournent en fin de compte contre la consommation. La distinction du producteur et du consommateur ne résiste pas à une analyse profonde. Plus la production, agricole ou industrielle, qui représente la vie, se trouve libre et plus le consommateur obtient d'aisance pour se mouvoir, pour se défendre, pour choisir. M. Bogdanov s'en aperçoit lui aussi... « On aurait tort de croire que notre Révolution a complètement échoué », me disait M. Krassin. Aveu à peine déguisé. Responsable de la direction qu'il convient de donner à toute l'économie populaire, M. Bogdanov s'exprime plus nettement encore, avec un courage qui prouve l'élévation de son caractère, son désintéressement et son attachement à la cause nationale.

Mais, comme il l'a déclaré aux conseils économiques provinciaux, la situation générale de l'industrie dépend aussi des crédits mis à sa disposition par l'Etat. Pendant plusieurs années, l'industrie russe a vécu sans nul apport du capital extérieur. Elle n'escompte pas, du moins pour 1923, un grand afflux

de capital étranger. Le budget de l'Etat doit donc fournir les sommes spéciales destinées à compléter le capital de fond. Le capital nécessaire pour cet objet est immense. Selon M. Bogdanov, *pour que l'industrie russe produise la moitié de ce qu'elle produisait avant la guerre, il faudra des centaines de millions de roubles or.* Pour maintenir cette industrie au niveau où elle se trouvait au mois de mai, pour procéder à un minimum de reconstruction, il a fallu demander à l'Etat russe, pendant la période mai-septembre, 450 trillions de roubles. L'Etat n'a été en mesure de fournir, pendant cette période, que 120 trillions, soit moins du tiers de la somme nécessaire. Pour apprécier ces chiffres, rappelons-nous que le trillion vaut mille billions et le billion mille millions ou un milliard. Une fois encore, nous retombons dans les calculs astronomiques !

Un tel écart entre les crédits demandés et les crédits obtenus crée aux dirigeants de l'industrie des difficultés redoutables. Qu'ont-ils fait et que font-ils ? Ils limitent le secours de l'Etat aux branches d'industrie les plus importantes : industrie minière, industrie du pétrole, métallurgie, industrie électro-technique, industrie chimique. Les autres branches produisant les objets de grande consommation sont invitées à rechercher du crédit auprès des banques. « Elles n'ont aucune raison d'escompter, dans l'avenir, un appui de la part de l'Etat. »

Ici encore, l'aveu est formel et courageux. L'Etat couvrira seulement le déficit de l'industrie lourde. Mais de quelle façon? « Le problème n'est pas définitivement résolu. ». Selon toute vraisemblance, il faudra que le consommateur accepte une part de la charge; le reste de cette charge sera supporté par l'Etat. Il est à peine besoin d'indiquer à quel point une telle résolution demeure artificielle et transitoire.

De son côté, l'industrie luttera par le renforcement de la concentration. Nous retrouvons dans ces théories, comme dans celles de M. Krassin, l'influence de la conception allemande, de cette conception qui a déjà coûté si cher à l'Italie. Dans l'industrie métallurgique, on a réduit et on réduira le nombre des entreprises au strict minimum; et, cependant, même sous cette forme réduite, la production n'est pas couverte par les commandes. Voyons, en effet, ce qui se passe dans le bassin du Donetz. Les chiffres d'extraction du charbon ont été, en septembre 1922, supérieurs à ceux de septembre 1921; mais le fait est dû à l'arrivée en masse de travailleurs chassés par la mauvaise récolte. « A l'heure actuelle, avoue M. Bogdanov, on ne peut s'attendre à un relèvement de la production qu'à la condition d'améliorer la situation financière du bassin du Donetz... Le rendement des régions pétrolifères reste au même niveau : 14 ou 15 millions de pouds à Bakou; 7 ou 7 millions 1/2 de pouds à Grozny;

mais il faut bien observer que les réserves de naphte de Bakou seront complètement épuisées à la fin de l'exercice en cours, alors que nous avons le devoir d'élever la production jusqu'à 20 ou 25 millions de pouds par mois. » Tâche d'autant plus nécessaire que l'Etat diminue de jour en jour, dans les chemins de fer, sa consommation de bois pour augmenter sa consommation de naphte.

Voilà le problème du capital à nouveau posé. Nous sommes parvenus au centre même du problème russe.

J'ai demandé à M. Sokolnikov quel était son plan de reconstruction. Voici, très exactement rapportée, sa réponse « *L'industrie légère*, celle qui fabrique des objets de consommation courante (vêtements, chaussures, produits chimiques, etc...) se rétablira assez facilement. *L'industrie lourde* ne pourra se créer un marché et, par suite, réussir qu'après le développement de l'industrie légère. Cette industrie lourde, travaillant d'autre part pour l'Etat, sera d'autant mieux rémunérée que l'Etat lui-même améliorera sa situation. Dès l'année 1923, le gouvernement pense pouvoir soutenir l'industrie du charbon. »

« Des concessions demeurent cependant possibles parce qu'il y a des domaines nouveaux et parce que, même sur les domaines anciens, des participations privées seront nécessaires. Dans un trust métallurgique, il serait possible de céder quarante pour cent

à une société française; en tous les cas où l'Etat n'est pas directement intéressé, l'étranger pourra même obtenir la majorité. »

« Un citoyen français qui a perdu son usine dans le Donetz, au lieu de s'adresser au gouvernement français devrait s'adresser au gouvernement russe. Dans beaucoup de cas, il pourra retrouver non la propriété mais la possession de son usine, moyennant un nouveau contrat. L'usine n'aura été perdue qu'en théorie. Le contrat de location pourra tenir compte de la situation ancienne. Nous devrions chercher une formule qui, même calculant les impôts à payer par l'industriel étranger, ne le place pas dans une condition inférieure à celle qu'il obtiendrait dans un autre pays. Nous n'oublions jamais que ce qui nous intéresse le plus, c'est la puissance du rendement économique dans l'intérêt général. »

J'ai simplement transcrit. Je ne cherche ni à flatter ni à dénigrer. J'observe.

CHAPITRE IX

LE BESOIN DE CAPITAUX

Poursuivons notre analyse.

On comprendrait très mal l'organisation économique de la Russie, si l'on n'accordait une place importante à la Coopération. Constituée entre 1865 et 1870, peu active ou même décadente jusqu'à 1880, elle ne cesse de croître, depuis cette date, et, depuis 1919, elle travaille en collaboration étroite avec le gouvernement des soviets.

A son début, la coopération russe fut le résultat des efforts d'un petit groupe d'intellectuels qui, sous la direction de Tchernychevsky, prêchaient, aux environs de 1860, cette forme d'entr'aide comme une étape vers le socialisme. Le premier témoignage

de cette activité fut une note sur les pionniers de Rochdale, parue dans la revue *Sovremennik*, en 1860. M. Bienstock, dans son *Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie*, nous a décrit l'influence de Tchernychevsky et de son célèbre roman *Que faire?*, écrit dans les casemates de la forteresse Pierre et Paul. C'est là qu'apparaît, pour l'une des premières fois, la théorie des sacrifices que l'individu doit s'imposer au profit du bonheur commun. L'héroïne, Vera Pavlovna, est restée populaire. L'auteur prêchait la répartition égale des richesses; son œuvre contribua largement au développement des phalanstères, du féminisme. Du féminisme surtout. C'est sous son influence que de nombreuses femmes entreront désormais dans le mouvement révolutionnaire; elles émigreront pour s'instruire au dehors; elles formeront à Zürich une colonie importante. Tchernychevsky favorisait aussi les débuts de la coopération.

On considère que la coopérative de consommation la plus ancienne est celle qui fut fondée par les ouvriers de l'usine de Kynow, dans l'Oural, et qui fonctionne encore aujourd'hui. Les débuts furent pénibles; la campagne ne répondait pas à l'appel des organisateurs. Mais, à partir de 1880, au contraire, c'est surtout à la campagne que l'idée se répand; son développement est tel, en 1897, qu'il provoque la constitution d'une Fédération des coopératives à Moscou, le fameux *Centrosoyouz*.

La Révolution de 1905 amène une recrudescence rapide de ce mouvement; il y avait, en 1914, plus de dix mille coopératives en Russie. La coopération eut, dès lors, une force singulière; appuyée sur l'organisation anglaise, qui demeure son modèle, elle trouva, dans la guerre mondiale, une occasion de s'étendre et de multiplier son rôle. « La suppression de la vente de l'alcool, la cherté sans cesse croissante de la vie, surtout le coût élevé des produits agricoles, en corrélation avec la raréfaction générale des marchandises, provoquent, — nous dit le rédacteur du memorandum rédigé pour la *Délégation Internationale*, en mars 1922 — l'accumulation d'énormes sommes d'argent entre les mains de la population rurale. D'autre part, ces mêmes facteurs poussent la population des villes à rechercher les moyens de lutter contre la vie chère et la population des campagnes à combattre le manque ou le coût élevé du cheptel agricole, des articles de ménage et autres objets de première nécessité pour la classe paysanne. » Au 1er janvier 1917, on compte environ 20.000 coopératives, avec environ sept millions de membres et un chiffre d'affaires de un à un milliard 1/2 de roubles. On en dénombre environ 50.000 au 1er janvier 1919, avec quinze millions de membres et un chiffre d'affaires de quinze milliards.

Si, vraiment, quinze millions de coopérateurs, répandus sur l'ensemble du sol russe, apportent au

gouvernement des Soviets leur collaboration, on comprend que celui-ci s'en trouve singulièrement réconforté, d'autant plus que la coopération s'est elle-même organisée, qu'elle possède non seulement des boulangeries, mais des minoteries, des tanneries, des savonneries, des scieries, des imprimeries. En vérité, la coopération fut, pendant deux années au moins, très divisée sur la solution à donner aux problèmes politiques et économiques. Mais, du fait même du malheur des temps, les sociétés étaient appelées à jouer un rôle de plus en plus considérable pour le ravitaillement et la répartition. Au début de 1919, lorsque le système des magasins soviétistes fut imposé, que le commerce privé se trouva liquidé, que l'Etat se mit à réquisitionner les céréales chez les cultivateurs, le gouvernement dut bien vite transmettre ses magasins et dépôts aux coopératives. Le 27 janvier 1920, un décret des commissaires du peuple leur imposait la fusion de tous leurs éléments. L'institution était du même coup réduite au rôle d'un organisme de distribution purement technique, auxiliaire des services de l'Etat. « Comme le pays manquait de produits, les coopératives, écrit le rédacteur du memorandum, n'avaient rien à distribuer. Leur travail se ralentit et s'arrêta peu à peu. »

L'année 1920 fut donc une année de mort pour ces sociétés. La Terreur économique fonctionnait en même temps que la Terreur politique. Survient ce

printemps de 1921 qui ramène un peu de liberté. Le marxisme dégèle. La réquisition du blé chez les cultivateurs est supprimée. On passe à une politique économique toute différente. Le rédacteur du memorandum nous décrit la transformation; il y a tout intérêt à le laisser parler; nous trouverons dans ses déclarations la confirmation de ce que nous avons signalé : « L'Etat comprit que, une fois l'impôt en nature payé, le producteur avait le droit de disposer à son gré du surplus de ses productions agricoles ou industrielles. Le gouvernement, pour ranimer l'activité commerciale et accroître l'échange de marchandises dont l'absence pesait lourdement sur l'économie du pays, reconnut le commerce privé en se réservant le droit de le régler. Dans de telles circonstances, dans les conditions de la nouvelle politique économique, la coopération devient indépendante et acquiert dans l'Etat une importance de premier ordre. »

Voilà donc la coopération russe proclamant que sa vitalité se lie à l'octroi et au maintien de la liberté du commerce. Elle aide à la rééducation de la Russie. La réquisition est supprimée par le décret des commissaires du peuple en date du 7 avril 1921. On va pouvoir commercer, constituer des stocks. La coopération entrevoit un avenir beaucoup plus favorable, non seulement que sous le régime de guerre, mais que sous le régime tsariste. Elle sonne

le réveil de la production, fait appel à l'esprit d'entreprise, achète l'excédent des produits agricoles, crée des industries. Elle décentralise. Un nouveau décret, en date du 26 octobre 1921, lui restitue les entreprises ou industries jadis nationalisées ou municipalisées. Elle obtient à la même époque le droit de faire du commerce avec l'étranger par l'intermédiaire de groupements coopératifs nationaux. A la date du 24 janvier 1922, elle est autorisée à fonder des sociétés de crédit et d'épargne. Elle peut prélever des cotisations et solliciter des avances de ses membres. Une décision spéciale du comité exécutif panrusse l'a soustraite, pour ses opérations, au contrôle préalable de l'Etat. « Ainsi, écrit le Memorandum, se sont créés les noyaux d'une coopération ouvrière indépendante. » L'affiliation aux coopératives était encore obligatoire en mars 1922. « En réalité, les coopératives ouvrières sont déjà construites sur la base de la participation volontaire; le passage d'autres coopératives au même système n'est plus qu'une question de temps. »

Avec la liberté renaît la vie. Au reste, il serait tout à fait injuste de méconnaître que la Révolution a enseigné aux coopératives la nécessité du groupement. La cellule initiale correspond à la coopérative de consommation locale. Les cellules locales s'agrègent en unions de province, dont la direction sera élue suivant les principes de la représentation pro-

portionnelle. Toutes les unions de province font partie du Centrosoyouz, dont le président est désigné directement, soit au scrutin secret, soit à main levée. Le conseil du Centrosoyouz se réunit trois ou quatre fois par an. Ce système, fort ingénieux, assure à la fois l'autorité de la direction et la liberté des membres. On peut même se demander si ce régime, qui correspond à un stade avancé d'organisation et qui atteint toute la Russie, ne réagira pas à la longue sur l'ensemble des institutions politiques.

Ainsi, « la coopération russe a reconnu le fait de la Révolution et, en ayant déduit des conclusions logiques, s'est donné pour tâche de trouver une langue commune capable de faire concorder son travail avec celui de l'Etat ». Entre ces deux facteurs essentiels de la vie économique russe, il y a non pas identité de vues, mais effort d'adaptation. Le contrat risquerait évidemment d'être rompu si l'Etat renonçait à sa nouvelle politique économique.

Malgré tout, le Centrosoyouz souffre du manque de capitaux disponibles. « Les capitaux qui peuvent être trouvés à l'intérieur de la Russie, étant donné les conditions actuelles de sa vie économique, ne peuvent être suffisants pour une activité d'une certaine envergure, activité qui se dessine déjà à l'heure actuelle. Seul, un contact étroit avec la coopération de l'Europe occidentale pourrait garantir sous ce rapport le succès. »

Voilà donc une force essentielle au service des idées nouvelles et c'est, selon mon avis, une des meilleures garanties de leur maintien. Au cours d'une discussion qui eut lieu le 13 mars 1922 et où notre compatriote, M. Poisson, joua un très grand rôle, ces idées, l'hostilité de la coopération russe à toute contrainte économique, son désir d'indépendance politique, son attachement à la liberté des scrutins furent précisés. « Ce sont là des exigences de la vie, a déclaré le président de la réunion. » La vie! C'est le mot, c'est l'idée qui revient toujours. C'est elle qui oppose sa Révolution quotidienne à l'acte révolutionnaire d'un jour.



Pour diminuer le chômage, pour accroître la production, pour ranimer des usines mortes aujourd'hui, pour atténuer la charge du Trésor qui, seul, fait face au déficit des trusts; pour travailler autrement qu'en veilleuse, la Russie a besoin tout ensemble de liberté économique et de capitaux. « La Révolution mondiale, me déclare un économiste, est donc remise à une date ultérieure. » Les ouvriers se rendent compte de la nécessité de rompre avec les pratiques du temps de la guerre civile. On me raconte qu'un jour, à Petrograd, pendant l'expérience communiste, un orateur célébrait le seul pays du monde où l'on vécût

sans rien payer. « Ce pays-là, je le connais bien, répondit un vieil ouvrier révolutionnaire, c'est la Sibérie. » Les journaux soviétistes attestent que le monopole du commerce extérieur est parfois durement combattu. D'après la *Vie économique*, du 19 août, M. Smilga, au cours d'une discussion avec les commissaires du peuple, se serait écrié : « Pendant trois ans, nous avons eu le blocus. Le voici levé. Maintenant, c'est le commissariat du commerce extérieur qui nous tient bloqués. »

Le ministre actuel des Finances, bien que très attaché au dogme qui fait de l'industrie lourde une industrie d'Etat, comprend mieux que personne ce besoin de capitaux que toutes les voix autorisées dénoncent.

La Russie nouvelle a réinventé l'argent. La voici qui réinvente le capitalisme. Ce n'est pas moi qui parle. Ce sont les faits qui réagissent contre l'abstraction.

CHAPITRE X

L'ÉVOLUTION SE POURSUIVRA-T-ELLE?

Nous avons décrit, avec autant de précision que possible, et, assurément, en toute impartialité, l'évolution de la politique des Soviets, ses causes, son caractère, ses limites. Il serait intéressant, pour faire une étude complète, de se demander si la transformation imposée par les lois de la vie s'est opérée aussi dans les esprits. Car nous ne pouvons ignorer combien, dans le pays russe, la pensée est ardente.

Il se rencontre un écrivain, contemporain des hommes de la génération présente, puisqu'il est né en 1867, qui, formé par l'étude des sciences historiques, bien qu'il soit devenu romancier, passionné pour l'action sociale, célèbre par sa courageuse atti-

tude lors des épidémies de choléra, exilé lui aussi pour ses opinions libérales, nous aide assez bien à comprendre certaines intelligences russes; je veux parler de Vikenti Veressaïef. A certains moments, si l'on en croit le témoignage de M. Serge Persky, il aurait même dépassé en influence Gorki et Tchekhof, tant on s'accordait à rencontrer dans ses œuvres les types essentiels de la jeune Russie. A lire Veressaïef, on apprend beaucoup, on discerne les origines du terrorisme révolutionnaire, les raisons des violences qui ont marqué la Révolution à partir de 1918. Or, dans une série de trois nouvelles, intéressante par son enchaînement, il marque l'évolution de certains novateurs. Dans le premier de ces récits, qui a pour titre *Sans voie*, Tchékanov et sa cousine Natacha cherchent le meilleur moyen de servir le peuple; ils veulent non seulement guérir les formes visibles de la misère, mais en tarir la source; malgré ses déceptions, malgré ses souffrances (on trouverait déjà dans ce livre la description d'une famine pareille à celle de 1921), le héros meurt sans affirmer plus que son idéal.

Cependant, les idées russes évoluent. La deuxième nouvelle, *Contagion*, nous montre Natacha convertie au marxisme, combattant à la fois les idées démocratiques et les idées syndicalistes, persuadée qu'elle obéit aux ordres d'une loi scientifique, hostile à l'idéalisme qu'elle considère comme une vertu

bourgeoise, allant jusqu'à souhaiter l'extension de la misère pour lancer toute cette souffrance coalisée à l'assaut du passé. Dans un troisième récit, *Au tournant*, contre cette synthèse violente, l'esprit d'analyse a repris ses droits. Nous retrouvons ici la marxiste fanatique, sous les traits de Tania; mais, autour d'elle, de nouveaux personnages se dessinent, soucieux de confronter leurs idées avec les faits. Et, au cours de ces pages, comme au reste dans toute son œuvre, il semble que Veressaïef se demande ce qu'il adviendra de ces conflits, du heurt constant de l'enthousiasme révolutionnaire et de la vie. C'est le problème qui se pose pour toute la Russie nouvelle.

Une lettre de Lenine.

La logique française, ici, perd ses droits. Un poète, Tioutchef, a écrit qu'il fallait ne pas chercher « à comprendre la Russie par la raison », qu'il fallait seulement « croire, d'une foi aveugle, à son avenir ». Du moins, les trois nouvelles de Veressaïef nous aident-elles à nous rendre compte. Natacha et Tania, ces femmes-hommes, ce sont les marxistes intégrales que j'ai si souvent rencontrées. Déjà, nous sommes *Au tournant*.

Aux exigences de la situation nouvelle on sent que les communistes purs ne se résignent pas volon-

tiers. Pendant que j'étais à Moscou, observant l'évolution économique, Lenine adressait aux membres du V[e] congrès des syndicats une lettre que je dois citer en entier :

« Pour la première fois, après une longue maladie, leur disait-il, il m'advient de m'adresser à vous, du moins par écrit. C'est pourquoi permettez-moi de vous apporter un salut chaleureux et de vous dire quelques mots sur la situation, sur les tâches de notre industrie et de notre République. Notre situation demeure difficile, surtout parce que nous n'avons pas de moyens pour reconstituer le capital de fond, les machines, les installations, les édifices; et, cependant, c'est justement l'industrie, l'industrie lourde, qui est la base essentielle du socialisme. Dans les Etats capitalistes, on reconstitue ordinairement ce premier capital au moyen d'emprunts. On ne veut pas nous consentir d'emprunt jusqu'à ce que nous rétablissions la propriété des capitalistes et des propriétaires fonciers; cela, nous ne pouvons pas le faire et nous ne le ferons pas. Il ne nous reste qu'une voie extraordinairement difficile et longue : augmenter peu à peu l'épargne, augmenter les impôts, afin de rétablir au fur et à mesure les chemins, les machines, les édifices détruits. Nous restons, en attendant, seuls dans le monde entier en tant qu'Etat où les paysans laborieux, sous la conduite des ouvriers, édifient le socialisme, renonçant sans retour à la gestion des capita-

listes, lesquels, sous les mots pompeux de démocratie, de liberté, consolident, en réalité, la propriété privée des capitalistes et propriétaires fonciers, créent la domination de quelques riches, se partageant le globe terrestre entre eux et se faisant la guerre, pour s'assurer la meilleure part du butin, pour subjuguer des centaines de millions d'individus appartenant aux peuples plus faibles et plus arriérés.

« Tant que nous restons seuls, la tâche de la reconstruction de notre économie nationale pèsera très lourdement sur nos épaules. Il est nécessaire de procéder à une tension formidable de forces de la part de tous les paysans et de tous les ouvriers; il est nécessaire d'améliorer notre appareil administratif, encore très mauvais, afin d'adoucir la situation des classes laborieuses et de rétablir, ne fût-ce que peu à peu, notre économie ruinée par la guerre mondiale et la guerre civile.

« Que chaque ouvrier ou paysan conscient, dont le courage céderait sous l'influence des pénibles conditions de vie actuelles ou de la lenteur extrême de l'édification de notre Etat, se souvienne du passé, encore proche, où les capitalistes et les propriétaires fonciers étaient les maîtres du pays. Un tel souvenir lui rendra le courage au travail. Améliorer et renforcer le travail de toutes nos forces et de tous nos moyens, c'est là l'unique salut du pouvoir ouvrier et paysan. »

Cette lettre est de septembre 1922. On y trouve un rappel au marxisme. On croirait entendre l'héroïne de la *Contagion* exprimant sa haine contre les *narodnikis*, contre les démocrates et maintenant, au nom d'un matérialisme prétendu scientifique, le dogme de la lutte de classes. En conseillant l'épargne, le chef du gouvernement russe ne se rend pas compte qu'il réinvente le capital. Cette lettre serait-elle donc en contradiction avec le manifeste de novembre 1921 que nous avons cité? Lenine estimerait-il le moment venu de reprendre le combat, de mettre fin à la nouvelle politique dont il fut l'instigateur? S'il agit ainsi, sera-t-il suivi? Ses collègues du gouvernement pensent-ils de même?

On le voit, notre enquête n'est point terminée. Il va nous falloir interroger des hommes divers parmi les responsables. L'examen de quelques faits, des premiers contrats passés au nom du nouveau régime nous apportera une première réponse.

Le contrat Urquhart.

Les expériences sont encore peu nombreuses. Nous avons indiqué le contrat passé, au début de cette année, avec une compagnie allemande pour l'exploitation de terres dans le district de Salsk. A la date du 28 septembre 1922, à Moscou, un de nos compa-

triotes signe avec le service des concessions un intéressant contrat de concession que je suis autorisé à analyser. Le collège communal de Moscou, le M. K. H., livre au constructeur un terrain, rue Tverskaïa, avec tous les immeubles s'y trouvant, pour une durée de quarante-neuf ans. Le constructeur accepte des délais ; il devra subir les impôts, municipaux ou d'Etat, sauf pendant les trois premières années après l'édification. Il paye au collège communal 2 0/0 du montant brut des revenus. « Pendant toute la durée du contrat, le constructeur a le droit d'exploitation indépendante dans toutes les parties de l'immeuble soit commerciales soit d'habitation sans être tenu de se soumettre aux limites d'espace et de taxation. Il peut louer tous les locaux suivant entente privée entre lui et le locataire. » Le constructeur a le droit d'aliénation et d'hypothèque, mais par-devant notaire. A l'expiration du contrat, l'immeuble, avec toutes ses constructions nouvelles et les améliorations exécutées, sera remis au M. K. H. ; le constructeur recevra une somme équivalente à la valeur de son immeuble.

Déjà, les travaux sont en cours. Il en faudra beaucoup de semblables. La Russie vit actuellement sur un stock. Le stock épuisé, qui donc le recréera ? L'Etat ? Qui oserait le prétendre ?

Mais le célèbre contrat Urquhart est encore beaucoup plus important. A ma connaissance, il n'a pas

été publié. Il est possible cependant de le reconstituer selon toute vraisemblance.

Curieuse coïncidence! Dans l'histoire du marxisme, nous rencontrons déjà un Urquhart. Au cours du travail qu'il rédigeait en anglais pour l'Association internationale des travailleurs, en 1865, et que M. Longuet a traduit sous ce titre : *Salaires, prix et profits*, Karl Marx s'en prend au publiciste David Urquhart, écrivain vigoureux et fantaisiste, célèbre en son temps pour une turcophilie qu'il avait manifestée surtout en faisant généraliser dans toute la Grande-Bretagne l'usage du bain turc. Urquhart était, d'ailleurs, un farouche ennemi du tsarisme dont il prétendait surprendre l'action partout, même au sein de l'Internationale. Ces souvenirs ont-ils aidé l'actuel négociateur?

Sur la nature même du contrat Urquhart, nous devons nous en tenir aux indications fournies par la presse. Ce contrat, d'ailleurs, nous paraît encore exposé à plus d'un remaniement.

La Banque anglo-russe possédait, avant la guerre, en Russie, de considérables domaines en forêts, en mines (spécialement en mines de cuivre) ainsi que des fabriques. Elle s'offre à reprendre ses installations sous la forme d'une concession. Cette concession serait accordée pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Le concessionnaire renoncerait à tout droit de propriété, à toute revendication au sujet des dommages

subis par lui pendant la Révolution. Le gouvernement russe se réserverait le droit de racheter les concessions après un délai de quarante ans; il tiendrait compte de la situation difficile des entreprises à la suite des événements des dernières années; il aiderait à leur renaissance par des subventions en espèces et par l'émission de bons du Trésor à l'échéance de quinze ans.

On affirme que la Russo-Asiatic aurait obtenu la cession du réseau de la Transsibérie du Sud, qui relie ses principales exploitations, la Ridder (plomb et zinc), la Spassky (cuivre), l'Equibastus et la Karayouda (charbons), dans l'Altaï et les steppes Kirghizes, avec les mines et les fonderies de la compagnie dans l'Oural (Kyshtima). D'autre part, au début de 1922, la Banque du commerce de Sibérie a laissé racheter par un groupe anglais, probablement la même Russo-Asiatic, la majorité des actions du chemin de fer Troïtzk, qui relie Orsk, le terminus du Transsibérien du Sud, avec l'ensemble des réseaux russes. Ainsi nos alliés anglais essaieraient de se créer une zone d'influence dans la Sibérie occidentale en contrôlant les transports.

La presse britannique m'a nettement accusé d'avoir contribué à l'échec de la concession Urquhart. Pure hâblerie. D'abord, parce que je ne m'occupe d'affaires privées à aucun degré et sous aucune forme; puis, parce qu'au contraire le succès de cette première

expérience d'envergure me paraissait très souhaitable pour l'établissement d'une formule d'accord entre la Russie soviétique et les autres Etats. J'admire l'œuvre de M. Urquhart et, par-dessus tout, sa ténacité. A vrai dire, j'ai une fois de plus regretté que nous n'eussions pas, en cette circonstance comme dans toutes les autres, une délégation commerciale à Moscou. Elle eût pu défendre l'intérêt français, très fortement engagé dans les chemins de fer de l'Altaï (Koltchouguine, Altaï, Altchinsk-Minoussinsk). Elle eût défendu l'intérêt général. La masse montagneuse de l'Altaï, partie essentielle du talus septentrional du plateau asiatique, comparable et même très supérieure pour l'importance au massif des Alpes, origine de fleuves immenses, commandant quelques grandes routes historiques, forme une réserve infiniment précieuse de matières premières : fer, zinc, cuivre, platine, or, argent. Le Transsibérien du Sud avait été conçu comme devant unifier les réseaux ferrés, créer une issue vers la mer Noire et permettre l'exportation des excédents de blé d'une région spécialement fertile.

Faute d'une délégation commerciale à Moscou, nous ne sommes même pas exactement renseignés. Nous en sommes réduits aux conjectures. Il semble qu'en dépit des plans primitifs, on cherche maintenant à détourner le trafic vers Petrograd ou la mer Blanche. En Sibérie occidentale comme ailleurs,

dans cette région la plus riche de la Russie, nous arriverons trop tard pour approvisionner notre travail national ou notre consommation.

Au point de vue des garanties judiciaires, M. Urquhart aurait obtenu une dérogation aux décrets, en ce qui concerne les difficultés possibles entre le gouvernement soviétique et sa Compagnie. Ces difficultés devaient être tranchées par une commission composée d'un nombre égal d'administrateurs de la Compagnie et de délégués des Soviets. Dans le cas de non accord, une personnalité de tout premier ordre devait être choisie comme arbitre.

Je puis dire, du moins, à nos amis anglais que si l'accord Krassin-Urquhardt n'a pas été confirmé par le conseil des commissaires du peuple, c'est uniquement à cause de l'affaire des Dardanelles. Le gouvernement russe use des armes qu'il possède pour rompre le blocus économique dont il souffre. Le contrat n'a pas été écarté pour toujours et, apportant une réponse à la question que nous nous sommes posée au cours de cet article, Lenine confirme son attachement à la nouvelle politique économique. « Le conseil des commissaires du peuple, dit le décret du 6 octobre, reconnaît, conformément à ses nombreuses déclarations, que la participation du capital étranger au rétablissement économique de la République des soviets est extrêmement désirable. »

Selon l'interprétation la plus probable, la longue

lettre de septembre n'était que de la littérature politique. Si elles sont exactes, les déclarations faites au Congrès de la Troisième Internationale et que la presse a rapportées, l'apostrophe aux « fous d'Occident » (dont je suis!) auraient le même caractère. Mon amitié pour la Russie ne s'en émeut point.

CHAPITRE XI

CHEZ M. KAMENEV

Cependant, allons consulter ceux qui ont qualité pour nous renseigner, ceux qui nous permettront d'éclairer la route, encore si obscure, de l'avenir. Nous avons tenté de définir les axes de la nouvelle politique économique. Entre les limites créées par les faits, il y a place, malgré toutes les théories de Marx, pour l'action des hommes, dont l'intelligence et la volonté modèleront les événements. Que sont-ils devenus, ces hommes, hier encore acteurs, et au premier plan, de la Révolution? Que pensent-ils d'un rapprochement avec la France, des dettes et de la propriété? Entre eux et nous, y a-t-il des obstacles moraux? Lorsque je les ferai parler, je laisserai

à leurs conversations l'allure libre qu'elles avaient en vérité. On les entendra; le moins possible, j'interpréterai

Les violences.

La Révolution russe, malgré que les bolcheviks se déclarent en général adversaires de la peine de mort, fut très sanglante. Il est impossible à un être sensible de ne pas s'en souvenir. Essayons d'en discuter avec quelque justice.

Les massacres, au témoignage des journaux russes, ils sévissaient déjà en septembre 1917, lorsque la Russie était dénuée de toute direction; déjà, des pogroms se produisaient ici et là. C'est à cette date que remontent l'assassinat du prince Viazemski, tué à coups de bottes dans le gouvernement de Tambov et le pillage des fermes modèles du prince Volkonski. Une foule sauvage jette au vent les restes du général Skobelef. Au mois d'octobre, l'anarchie est déjà à son comble. Les ouvriers se sont emparés des usines; on cite alors une ville de Podolie où cent cinquante paysans et soldats ivres sont brûlés vifs dans l'incendie d'un dépôt d'alcool qu'ils avaient commencé à piller. A Vyborg, tout un état-major est jeté à l'eau et noyé.

Avec la Révolution de novembre, la tuerie

redouble. A Petrograd, lors de la prise du Palais d'Hiver, les junkers sont précipités dans un canal ainsi que Toumanof, adjoint au ministre de la Guerre. Entre le 7 et le 15 novembre, il y eut à Moscou de terribles violences. Avec beaucoup de courage, Lounatcharski offre sa démission pour protester contre la destruction des monuments historiques. Krylenko fait tout le possible pour s'opposer à l'assassinat du général Doukhonine. En revanche, quoi de plus abominable que l'assassinat des ministres Chingarev et Kokochkine dans leur lit, à l'hôpital Màrie? Quoi de plus inutilement atroce que l'exécution sans jugement de la famille impériale? Les communistes russes, avec qui l'on discute de ces faits, invoquent notre propre Révolution. La réponse à cet argument sera difficile pour ceux qui, chez nous, ont soutenu la théorie suivant laquelle une révolution forme un bloc; elle demeure facile pour ceux qui, comme nous, n'ont jamais professé cette opinion et qui croient à l'inviolabilité de la personne humaine, qui n'admettent pas le meurtre politique, pas plus, au reste, que le meurtre passionnel. La vérité, cependant, est qu'il a été commis des violences de tous les côtés; que le gouvernement des Soviets a eu à soutenir les luttes les plus tragiques et dans les conditions les plus périlleuses; que les armées de Wrangel, ou de Koltchak, ou de Youdenitch ont, elles-mêmes, commis bien des horreurs. Seule, l'histoire, lorsque le calme sera

rétabli, lorsqu'il sera permis d'étudier la Révolution avec sang-froid, pourra préciser les responsabilités. L'œuvre apparaît prématurée; il y a lieu, du moins, de la soustraire dès maintenant à la violence de la passion politique, en quelque sens qu'elle s'exerce.

La paix de Brest-Litovsk.

Mais entre les bolcheviks et nous, puisqu'il s'agit de parvenir à une reprise d'activité franco-russe, un autre obstacle moral se dresse. Et il serait indigne d'essayer de le tourner. Bien des fois, mes interlocuteurs m'ont reproché nos interventions dans les expéditions militaires. Je n'ai pas manqué de leur dire quel péril la paix de Brest-Litovsk avait fait courir à la France. C'est un point sur lequel il faudra, le plus tôt possible, s'expliquer à fond.

On se rappelle les faits essentiels de cette histoire. Si le gouvernement bolchevik a facilement triomphé d'un régime dont l'énergie ne fut pas la qualité principale, c'est — il le sait bien — parce qu'il plaçait au centre de son programme l'idée de la paix à tout prix. Dès leur installation au pouvoir, c'est-à-dire dès le 7 novembre, les bolcheviks se déclarent prêts à passer de la théorie à l'acte. Ils réclament une « paix immédiate sans annexions ni contributions ». Le postulat de toute leur action, c'était la Révolution

mondiale. Ils donnaient le signal : l'univers entier allait suivre. Dès lors, les événements se déroulent suivant un ordre logique, malgré les déceptions qu'apporte au bolchevisme l'attitude des peuples alliés. Le 15 décembre 1917, les Russes signent un armistice avec les Allemands. Les pourparlers de paix commencent le 22 décembre; ils se heurtent à des graves difficultés et provoquent de très vifs incidents. Mais l'Allemagne a ses méthodes. Le 18 février, son gouvernement dénonçait l'armistice et reprenait les hostilités. Le 19, le conseil des commissaires du peuple était obligé de capituler. Le 3 mars, MM. Sokolnikov, Tchitcherin et Karakhan signaient, sans pouvoir les discuter, les conditions de paix.

Voilà certes qui ne semble point favorable au gouvernement soviétique. Je désire cependant être renseigné de plus près. J'irai interroger quelques hommes, ceux-là surtout que je considère comme les guides les mieux suivis de la Russie actuelle, ceux qui ont été mêlés à la paix de Brest-Litovsk.

Kamenev.

C'est Kamenev qui a porté le coup décisif au régime Kerenski, en réclamant la proclamation de la République démocratique, la suppression immédiate de la propriété rurale et la remise de la terre aux

comités de paysans, l'établissement du contrôle des ouvriers sur la production et la répartition. Au reste, même en cet instant décisif, Kamenev s'est montré modéré; il admettait la convocation ultérieure de la Constituante, ne voulait nationaliser que les branches les plus importantes de l'industrie; pour les gros capitalistes, il ne réclamait qu'une « imposition impitoyable » et la confiscation des bénéfices de guerre (octobre 1917). Mais il a fait partie de la délégation envoyée aux Allemands pour signer l'armistice. Nul ne peut être mieux renseigné que lui.

D'autre part, M. Kamenev, depuis la maladie de Lenine, passe pour l'homme le plus considérable de la République. A la date du 14 septembre, le comité central exécutif panrusse l'a nommé adjoint aux présidents du Sovnarkom et du Sto. On ne s'étonne point de la confiance qui lui fut témoignée lorsque l'on observe sa carrure, sa sérénité, son sens pratique, l'équilibre de toute sa personne physique et morale. Il habite l'ancien palais du gouverneur de Moscou. Une sentinelle le protège. Tous ces révolutionnaires ont pris en Sibérie l'habitude d'être gardés par des soldats; cette habitude, ils la conservent. Je n'ai jamais vu nulle part tant d'huissiers baïonnette au canon.

Son accueil autorise mon audace.

— Ainsi, vous êtes le Rostopchin soviétique, celui qui serait chargé d'incendier Moscou au cas d'une invasion?

M. Kamenev se montre de fort bonne humeur. Je lui expose la nécessité pour la Russie de reconnaître ses dettes envers la France.

— *Mais nous l'avons déjà presque fait,* me répond-il.

Et, ce qu'ailleurs on m'a laissé entendre, il me le dit avec la simplicité hardie des forts ; il m'explique à quel point il faut encore ménager l'opinion publique, tout enfiévrée par de longues années de luttes et de souffrances ; comment l'entente serait possible, si elle était préparée par des hommes intelligents, comprenant la turbulence d'une jeune démocratie ; comment nous pourrions conclure une affaire bonne pour les deux parties avec de l'effort et de la bonne volonté. « Un autre régime, déclara-t-il, n'aurait pas plus de moyens que nous pour vous payer. On nous reproche notre intransigeance économique ; mais le monopole des blés, par exemple, il nous vient du régime Kerenski. »

J'explique à mon tour à M. Kamenev quel obstacle moral la paix de Brest-Litovsk dresse sur le chemin de la réconciliation. Il ne s'indigne pas : il est de tempérament calme. Mais il proteste avec vigueur.

— *Oui,* me dit-il, *c'est nous qui avons fait la paix de Brest. Mais, si vous ne voulez me croire sur parole, prenez les* Mémoires *de Rodzianko. Il vous démontre qu'en septembre* 1917, *l'armée russe n'existe plus.*

Milioukof, Kerenski l'ont écrit de même. Si Kornilof avait pris le pouvoir, il eût dû, comme nous-mêmes, signer la paix.

J'appelle l'attention de mon interlocuteur sur l'importance de la question que je vais lui poser, s'il veut bien y répondre.

— Est-il exact que Lenine ait offert à la France de continuer la lutte, si la France l'aidait à reconstituer l'armée? C'est, dit-on, la thèse que soutient Trotski.

— *Cette thèse est exacte*, me répond sans hésiter M. Kamenev. *Les faits sont consignés dans le quatorzième volume des œuvres de Lenine. En février* 1918, *à Petrograd, Trotski proposait au Comité central de solliciter l'aide de la France et de l'Angleterre. Lenine, qui ne pouvait assister à la séance, nous fit parvenir une lettre pour nous dire qu'il appuyait la proposition de Trotski.*

— Pour *vous* dire? Vous étiez donc présent à la réunion?

— *J'étais présent. Je vous rapporte ce que j'ai vu et entendu.*

Je me rappelle qu'en effet, en janvier 1918, Kamenev, à Brest-Litovsk, a parlé avec beaucoup d'audace au général allemand Hoffmann; qu'il protesta contre les nouvelles frontières de la Russie, créées en vue d'une invasion. Il est strictement exact que, dans les derniers jours de ce mois, il prononce cette

phrase : « Une telle paix est inacceptable. » J'ai retrouvé, depuis, cette déclaration dans les *Rousskia Viedomosti* du 26 janvier 1918. D'ailleurs, à ce moment, tout le socialisme russe proteste. Le soviet de Moscou vote le refus des propositions allemandes. Radek s'insurge, lui aussi, dans la *Pravda* du 2 février. Il serait curieux d'étudier le rôle que joua l'Ukraine dans cette crise.

J'entends pousser mes questions.

— Mais, depuis, il y a eu Rapallo.

— *Rapallo? Assurément. Le peuple français a le droit de supposer que ce traité comporte des clauses secrètes. Si j'allais vous chercher le texte pour vous le montrer, vous me diriez — et je vous comprendrais — que je vous en cache une partie. Si vous ne voulez pas me croire, raisonnez. Vous avez vu notre pays? Pensez-vous que nous soyons en état de soutenir l'Allemagne dans une lutte armée? Nous n'avons même pas pu faire pour Kemal ce que nous eussions souhaité. Croyez-moi : notre peuple a été content du traité de Rapallo parce qu'il brisait le blocus. Mais c'était la raison froide qui lui conseillait la joie. Le jour où la Russie rentrerait en relations avec la France, la joie serait profonde; elle viendrait du cœur. L'Allemagne n'a pas réussi parmi nous et par sa propre faute. Ses gouvernants sont trop timides; ils n'ont pas su se servir du traité de Rapallo. Ils nous ont vendu des téléphones, des médicaments, des*

livres, et voilà tout. Vous avez une grande place à prendre; prenez-la. Et ne commettez pas la faute de nous refuser l'accès à la conférence des Dardanelles, où nous avons les mêmes intérêts que vous. Notre peuple se passionne pour l'affaire des Détroits; c'est pour nous une question vitale. Ayez la sagesse de le comprendre. On nous a humiliés de façon insupportable. L'Amérique, avec sa proposition de commission d'enquête, nous a traités comme des nègres. Nous sommes un grand pays, plein de ressources variées; nous avons des ours blancs dans notre extrême nord, des tigres et des panthères dans notre extrême midi. On nous dit communistes! Oui. Mais il y a le communisme d'avant et le communisme d'après. Ce que nous avons fait, c'est une politique de salut révolutionnaire et rien de plus. Si les Français ne nous comprennent pas, qui nous comprendra? »

Tout cela dit avec simplicité. Je regarde M. Kamenev; au lieu du couteau traditionnel entre les dents, il tient entre les lèvres une fine cigarette. Entre deux bouffées, il parle d'une voix égale. Il vient de poser devant moi un problème à la fois grave et délicat.

J'ai hâte de me rendre chez M. Trotski.

CHAPITRE XII

CHEZ TROTSKI

C'est Trotski, dans le fameux Préparlement d'octobre, qui lit la déclaration de guerre adressée par les bolcheviks aux partisans de Kerenski; c'est lui qui mobilise les troupes révolutionnaires au lendemain du coup d'Etat du 7 novembre; c'est lui qui, dans un rapport au comité central exécutif des soviets, écrit la phrase célèbre : « Nous jetterons tous les traités dans la boîte aux ordures » et qui donne l'ordre au généralissime Doukhonine d'entamer sans délai « des pourparlers avec le commandement allemand ». Lorsque Doukhonine refuse, il confirme l'ordre au nouveau généralissime Krylenko. Il est vrai que le premier projet d'armistice comportait la défense de transporter des troupes sur le front ouest.

Dès le 21 décembre 1917, au théâtre Alexandra, Trotski déclarait que, si l'Allemagne faisait à la Révolution russe des propositions injurieuses pour elle, le gouvernement bolcheviste proclamerait la *guerre sainte*. A Brest-Litovsk, il demandait à l'Allemagne de réparer ses crimes passés, visait expressément l'Alsace-Lorraine et, n'ayant pas obtenu satisfaction, il rompait les pourparlers. Krylenko essayait même, d'accord avec lui, de proclamer la guerre sainte au début de 1918.

Le rôle de Trotski apparaît donc complexe ou même contradictoire. Son action, dans l'ordre militaire, fut très diversement jugée. Nous l'entendrons invoquer la démoralisation de l'armée. Dès le mois de septembre 1917, en effet, l'armée russe refusait de se battre : le général Alexief le déclarait publiquement; les soldats avaient, déjà, d'eux-mêmes, réalisé l'état de paix, parfaitement insensibles aux pertes possibles de territoires. Verkovski, ministre de Kerenski, affirmait que la troupe avait perdu toute notion sur les buts de la guerre; elle souffrait d'ailleurs de la faim et du froid; les bateaux ne contenaient plus de charbon dans les soutes. C'était au point que l'écrivain Léonide Andreiev appelait au secours la flotte anglaise. Lors du débarquement allemand dans l'île d'Œsel, les soldats russes, non seulement n'opposèrent aucune résistance, mais livrèrent leurs officiers désarmés et ligotés : Broussilov (qui,

depuis!) se plaignait de l'abominable indiscipline de l'armée.

Dans un livre essentiel et récent, le général Denikine nous a décrit *la Décomposition de l'armée et du pouvoir, de février à septembre* 1917. De cette décomposition, les erreurs ou les crimes du tsarisme, les provocations contre les organisations patriotes, la désignation de ministres comme Stürmer ou Protopopov sont en partie responsables. Il faut faire la part d'un Soukhomlinov ou de son triste acolyte Miasoïedov. Si la crise alimentaire avait été mieux conjurée, la crise militaire eût été moins grave. Le manque de pain joue un grand rôle dans la Révolution. N'oublions point d'ailleurs que les Soviets ont précédé de plusieurs mois le régime bolchevik. Sous le ministère bourgeois du prince Lvov, entre le 15 mars et le 18 mai, le Soviet n'est-il pas installé déjà au Palais de Tauride, faisant échec au gouvernement provisoire? Dès cette époque, éclate un dualisme d'autorité qui ne fera que s'aggraver. Le pouvoir de fait s'adresse directement à l'armée, combat le pouvoir de droit. Déjà, le célèbre prikaz n° 1 ruine toute discipline, en donnant aux troupes le droit d'élire et de surveiller leurs officiers. La déclaration des droits du soldat porte la date du 26 mars 1917.

Certes, dès cette époque, la responsabilité morale des bolcheviks apparaît grande car, dès cette épo-

que, leurs journaux, la *Pravda*, la *Soldatskaïa Pravda*, l'*Okopnaïa Pravda* prêchent la fraternisation avec les Allemands et la désertion. Goutchkov ne sut ou ne put lutter. Je tiens, pour ma part, les bolchevistes pour beaucoup plus gravement engagés par ce qui s'est passé avant leur arrivée au pouvoir que par la suite des événements. Une fois au pouvoir, ils tentèrent d'enrayer leur œuvre; le problème sera de savoir si leur propagande antérieure n'avait point précisément rendu cette réaction impossible. Cependant, le gouvernement provisoire s'est montré faible, terriblement faible. Lorsque, le 27 mars, le Soviet adresse déjà un appel révolutionnaire aux peuples du monde entier, le ministère du prince Lvov ne s'associait-il pas à cette politique par sa déclaration équivoque du 9 avril? Certains ministres, comme Milioukov, essaient en vain de lutter.

Mais, l'attitude de l'Ukraine, sur laquelle il faudra bien, quelque jour, projeter de la lumière, les concessions, — obligées ou imprudentes, — de Kerenski à la démagogie militaire, la lâcheté d'une partie de l'armée, qui se manifestait dans la bataille de Tarnopol, précipitaient les événements. Après avoir travaillé à ruiner le moral de l'armée, les bolcheviks, en combattant l'emprunt, essayaient d'enlever tout moyen financier au pays. On sent leur action de jour en jour plus pressante; les émeutes de juillet resserrent le cercle autour de Kerenski. Le

coup manqué de Kornilov (manqué, pour quelles raisons?) achève d'assurer le triomphe des bolcheviki et conduit à la proclamation de la République. En me rendant chez M. Trotski, je n'oublie pas que c'est lui qui, pour la première fois, lors de l'ouverture du Préparlement, le 20 octobre, a poussé les cris auxquels toute la Russie populaire fit écho : « Vive la paix immédiate! Tout le pouvoir aux Soviets! »

Le livre du général Denikine enrichit de navrants détails l'histoire de cette tragédie; il nous montre l'effet de la propagande allemande; il porte contre certains chefs du bolchevisme des accusations directes qu'au reste nous ne pouvons retenir sans qu'elles aient été discutées. Si ses documents étaient exacts, les mencheviki internationalistes n'auraient pas été d'un patriotisme beaucoup plus ardent que les bolcheviki; lors de la descente des soldats du kaiser dans l'île d'Œsel, leur journal, l'*Iskra*, aurait publié un *Salut à la Flotte allemande*...



De toute façon, les bolchevistes ne sauraient nier leur action en faveur de la paix à tout prix, leurs efforts pour accentuer la démoralisation de l'armée. Le problème le plus important est de savoir comment, maîtres du pouvoir, ils comprirent leur responsabilité.



J'ai besoin d'interroger M. Trotski. Je passe sur le décor; un ministère de la Guerre, comme ils sont tous : des officiers d'état-major, des plantons, des cartes. Venons au fait. Je vais reproduire à la lettre les réponses mêmes de mon interlocuteur.

« *Oui, au temps des pourparlers de Brest-Litovsk, surtout lors de leur interruption, je me suis adressé aux officiers américains, aux missions française, anglaise, italienne. J'ai eu avec vos alliés plusieurs entrevues. Même, deux de vos officiers avaient été désignés déjà, par le général Lavergne, comme mes conseillers militaires. Je n'ai obtenu que des réponses évasives: je n'ai rencontré qu'une attitude expectative. Les radios de la tour Eiffel* (sic) *me montraient que l'écho venu de Paris n'était pas favorable. Je dois dire que notre organisation militaire était rudimentaire, toute prête à dégénérer en organisation de combat contre nous. L'armée n'existait plus, croyez-le. Ce qui en demeurait était non un moyen de guerre, mais un obstacle pour la guerre, une masse sans perspective et sans volonté* (sic), *sans organisation, sans confiance envers les officiers.*

« *Nous n'avons pas créé cette situation. Ce qui nous distingue des autres, c'est que nous l'avons comprise: voilà tout. Entre nous, nous savions bien que les*

conditions des Hohenzollern seraient inacceptables. Il nous fallait en faire la démonstration devant le peuple; c'est pourquoi nous sommes allés à Brest-Litovsk. Mais, envoyez-nous une délégation d'historiens; ils étudieront les faits; ils verront que, si nous avons voulu demander les conditions de paix, c'était afin de continuer la guerre.

« *Pour moi, je* traînais *le plus possible : on m'appelait le* traîneur. *Je travaillais la presse. Je voulais faire revivre dans le peuple la notion de la nécessité où il se trouvait de lutter pour son existence. Nous n'avons pas improvisé cette attitude; nous avions délibéré, réfléchi. C'était un plan. J'ai commencé à l'exécuter. Je me rappelle un détail. Je passai une petite revue embryonnaire; j'y avais invité deux officiers alliés; comme ils étaient en tenue civile et qu'ils prenaient des notes, on les a arrêtés et j'ai dû les faire relâcher. Je demandai la mission française qui était en Roumanie avec quelques centaines d'officiers; j'eusse voulu qu'on me donnât* cette belle équipe (sic)*. Je pourrai, quand on le voudra, fournir des détails. Au reste, notre organisation pour l'éducation de l'armée rouge prépare un recueil où l'on apercevra le reflet de cette époque. Il m'a semblé, par malheur, qu'il y avait alors deux tendances dans la mission alliée.* »

Tandis que Trotski me parle, avec le plus grand calme, des soldats russes, sous les fenêtres, défilent en

chantant : « *Nous saurons mourir pour la liberté* »; leurs voix scandent notre entretien. C'est la nouvelle armée, l'armée rouge qui passe. Trotski poursuit :

« *Le colonel américain Robbins, de la Croix-Rouge, pourrait m'apporter un témoignage. Et Lockart, aussi, de la mission anglaise, qui remplaçait l'ambassadeur, témoignerait, bien que, voyant les hésitations de ses collègues, il se soit par la suite tourné contre nous.* »



Le récit de Trotski concorde donc avec celui de son beau-frère Kamenev. Les bolcheviks ne nient point qu'ils aient accéléré ou même provoqué le mouvement pour la paix immédiate. Leur thèse paraît être que cette action était nécessaire (sans doute, pour leur assurer le pouvoir), mais aussi pour stabiliser la démoralisation et repartir, si l'on peut ainsi dire, sur nouveaux frais. En vérité, deux faits les ont amenés à réfléchir : 1° ce fait qu'ils étaient devenus responsables; 2° ce fait que la Révolution mondiale, postulat central de leur programme, avait échoué. Au reste, la possibilité d'une coopération de la Russie à la guerre ne pouvait plus être envisagée à partir du 10 février, c'est-à-dire à partir du jour où Trotski annonçait que la Russie se retirait de la guerre et lançait le prikaz de démobilisation.

J'imagine, d'ailleurs, qu'il avait été fort gêné par l'attitude de la Rada de Kiev, avec laquelle les Austro-Allemands avaient lié partie.

Ce qui est le plus curieux, c'est que les déclarations de M. Kamenev et de M. Trotski ne paraissent nullement en contradiction avec celles de M. Noulens. Notre ancien ambassadeur, avec lequel j'ai eu, depuis mon retour, l'honneur d'un entretien, confirme qu'il reçut la visite de Trotski, le 17 décembre 1917. C'est l'entrevue dont il a été déjà plus d'une fois discuté. Trotski, évidemment, n'avait de prédilection ni pour les Anglais, qui avaient incarcéré sa femme et ses enfants, ni pour leur représentant, sir George Buchanan, qui refusait de le recevoir. Evidemment aussi, il ne croyait plus à une victoire possible de la France; il ne savait pas — ce fut une de ses erreurs — jusqu'où pouvait aller l'héroïsme de notre peuple. Cependant, tandis que M. Krassin agissait lui aussi pour faire échouer les négociations et sauver l'intégrité territoriale de la Russie, Trotski recherchait les moyens de prolonger la lutte. « Je place la France, dit-il à M. Noulens, au-dessus de tous les autres peuples. Si je n'obtiens pas une paix démocratique, je déchaînerai la guerre sainte. » Ce jour-là, M. Noulens vit couler des larmes des yeux du commissaire du peuple.

Après le 10 février, après que la Russie eut choisi et fait connaître sa décision de sortir de la guerre sans

faire la paix; lorsque, dans les circonstances que nous avons résumées, les Allemands marchèrent sur Petrograd et arrivèrent jusqu'à Pskov; lorsque Dvinsk était occupée sans coup férir. Trotski téléphonait à M. Noulens et lui offrait de reprendre la guerre à outrance. M. Noulens prit sur lui d'accepter, promit le concours financier et technique de notre pays et donna l'ordre au général Niessel de se rendre à Smolny. Il doit se trouver sur ces faits des documents très précis au ministère des Affaires étrangères. Je crois savoir qu'à Smolny, pendant trois jours, Trotski essaya de faire prévaloir sa thèse. Mais, pour juger les faits, il faut se rendre compte de ce que fut la réunion des commissaires du peuple dans la nuit du 18 au 19 février.

L'Ukraine, encore une fois, avait joué son jeu. Petrograd était menacée d'un siège. L'armée n'existait plus. On envisagea la possibilité de créer des corps de francs-tireurs. A deux heures du matin, le conseil apprenait la prise de Dvinsk et la concentration des Austro-Allemands sur le front sud-ouest pour marcher sur l'Ukraine. Le général Tcheremissov exposait qu'il n'était pas possible de résister à l'avance ennemie. A une heure plus avancée, d'autres informations font connaître que l'offensive allemande se développe et que les Russes reculent partout en désordre. *L'armée était pourrie.* Alors, à la majorité d'une voix, le conseil décide d'envoyer à Berlin le télé-

gramme de capitulation. L'Allemagne rendait toute discussion impossible ; l'impérialisme, une fois de plus, s'était conduit de façon ignoble. Le télégramme des Soviets fut expédié à 5 h. 15 du matin.



Ayant rassemblé ces documents, je ne prétends point qu'ils suffisent à fixer l'histoire et à déterminer les responsabilités. Je veux noter simplement qu'il n'y a aucune contradiction entre les trois récits de MM. Noulens, Kamenev et Trotski. Il faudrait pousser l'étude, suivre M. Noulens à Vologda, tandis que le gouvernement russe se transportait à Moscou.

J'ai lieu de penser, du moins, que, même après la capitulation, même après la signature de la paix, il y eut encore des offres de Trotski, — à Paris cette fois, et à M. Pichon, — pour reprendre la lutte. Sur ce point aussi, les archives des Affaires étrangères doivent pouvoir nous renseigner, tant sur les offres elles-mêmes que sur leur opportunité et leur valeur. Peut-être même est-ce à ce moment que se serait présentée la demande d'une grande mission d'officiers. Qu'on ait, de notre côté, hésité à accepter ; qu'on se soit demandé si ces officiers auraient de l'autorité sur le soldat russe ; qu'on ait posé des conditions, exigé un décret sur le rétablissement de la discipline ; que

Trotski n'ait pu ou voulu prendre ce décret; c'est possible, pour ne pas dire plus.

Il faut, du moins, en bonne loyauté, prendre acte des déclarations de Trotski. On doit aussi observer que les bolcheviks n'ont pas été les seuls à vouloir la paix. Je n'ai pas oublié, pour ma part, l'article publié dans le journal de Gorki par le baron Rosen, vieux diplomate tsariste qui, pour des raisons tirées de la politique intérieure, réclamait la paix immédiate avec l'Allemagne. A en juger par leur journal *Rabotchaïa Gazeta*, les mencheviks n'étaient pas moins favorables à cette solution.

J'ai rapporté aussi fidèlement que possible mes entretiens avec Kamenev et Trotski. Sur des questions pour des Français si émouvantes, je n'ai rien voulu écrire qui ne fût une contribution loyale à la recherche de la vérité.

Il y aurait lieu de poursuivre cette enquête et, tout d'abord, de publier les documents conservés aux Archives de nos Affaires Etrangères. L'histoire de la paix de Brest-Litovsk n'est point encore écrite. Il faudrait consulter les *Mémoires* de Nabokoff, leader des constitutionnalistes démocrates modérés, assassiné à Berlin en avril 1922. Nabokoff, secrétaire général du Conseil des ministres, dès le début de la Révolution, écrit : « Je suis profondément persuadé que la continuation de la guerre avec un minimum de chances de succès était tout simplement incom-

patible avec les tâches que la Révolution créait à l'intérieur du pays. »

« Il me semble que Goutchkoff avait le même sentiment... Verkovski déclara sans ambages, dans la commission militaire du Conseil de la République, que la Russie ne pouvait plus faire la guerre... Hélas! il faut admettre qu'au fond il avait raison... Goutchkoff fut le premier, parmi les membres du gouvernement provisoire, à comprendre et à conclure que le travail du gouvernement provisoire était sans espoir, sans utilité, qu'il fallait s'en aller. »

« Il conviendrait de consulter aussi le livre du comte Czernin : *Im Weltkriege*, qui rend justice à la défense énergique et habile des bolcheviks, assurant (ce que nous croyons vrai pour une large part) que les Ukrainiens forcèrent la main à Trotski, en signant avec l'Autriche une paix séparée. — Les *Archives de la Révolution russe*, publiées à Berlin, contiennent les mémoires de Rodzianko, auxquels Kamenev faisait allusion devant nous. Rodzianko, président de la Douma, homme d'esprit très modéré, monarchiste constitutionnel, s'exprime ainsi : « L'armée russe combattait presque avec les mains nues. Lors de ma visite au front, au printemps de 1915, je fus témoin des attaques ennemies repoussées à coups de pierres. On proposa d'armer les troupes de haches. — En 1915-1916, le nombre des soldats qui se rendirent à l'ennemi atteignit le chiffre de 2 millions d'hommes;

environ 1.500.000 hommes désertèrent du front... J'affirme que, même s'il n'y avait pas eu de Révolution, la guerre eût été perdue. En toute probabilité, une paix séparée eût été signée, non de Brest-Litovsk peut-être, mais *probablement une paix plus honteuse*, car elle aurait eu pour résultat « la domination économique de l'Allemagne sur la Russie » (page 45).



Non, l'histoire de la paix de Brest-Litovsk n'est pas encore écrite. — J'ai, pour ma part, l'impression que les bolcheviks ont largement collaboré à la démoralisation de l'armée, avant leur arrivée au pouvoir, bien qu'elle fût provoquée par des causes anciennes et profondes. Une fois au pouvoir, ils étaient seuls capables de reconstituer une armée. D'ailleurs, ils l'ont prouvé. Ils ont créé l'armée rouge. Dès lors, ne devait-on pas discuter plus longuement avec eux?

CHAPITRE XIII

CHEZ M. KRASSIN

J'ai vu pour la première fois M. Krassin au lendemain même de mon arrivée. On a souvent décrit cet homme alerte, grisonnant mais infiniment jeune et actif d'esprit comme de corps, ouvert à toutes idées, gai, cordial; parlant l'allemand et le français qu'il s'est enseignés à lui-même dans ses longues prisons ; largement informé soit de l'état économique du monde, soit des techniques modernes et spécialement de la technique allemande au fonctionnement de laquelle il a été mêlé. Nul ne connaît mieux que lui ce régime de concentration, verticale ou horizontale, ces procédés d'intégration sur lesquels l'industrie germanique s'est construite. De toute

évidence, il s'en inspire dans les conceptions qu'il suggère ou impose à la Russie révolutionnaire, et auxquelles il a rallié, un peu malgré eux, les théoriciens du communisme, Lenine et Trotski. Il désire la collaboration de l'Europe occidentale, mais seulement pour accélérer (le mot est de lui-même) la reconstitution de la Russie, qui doit, selon lui, s'opérer en dépit de tout, par la force interne des ressources nationales.

— *Comprenez,* me dit-il, *que notre paysan a réalisé de très grands progrès du fait de la guerre. A la guerre, il a vu tout un matériel nouveau pour lui : des camions, des tracteurs, des projecteurs, de véritables usines ambulantes; il a fait connaissance avec l'électricité. Comme jadis en Italie, l'armée a fait beaucoup pour l'éducation et l'unification du peuple. Et, dans la guerre civile, le même paysan dut apprendre à gouverner localement. Il a pu comparer notre régime avec ceux que lui offraient si maladroitement Denikine, Wrangel et Koltchak. La ville eut besoin de lui; elle lui a pris son grain mais elle lui a, en échange, envoyé dans son* izba *des produits manufacturés, même des bijoux et des pianos. Nous lui avons appris à se servir de la tourbe. Autrefois, il terminait son travail vers le* 20 *juillet, parce que, dès cette date, il avait gagné les* 80 *ou* 100 *roubles qui lui suffisaient; maintenant, il travaille tout l'été. Avant la guerre, le professeur Engelhardt consacre*

douze années pour apprendre aux paysans de son district l'utilité des superphosphates. Nous, par un seul décret, nous avons introduit la culture du maïs.

En somme, M. Krassin considère la Russie comme se trouvant dans un état analogue à celui que connurent les Etats-Unis au lendemain de la guerre de l'Indépendance. Il escompte pour elle le même avenir. Pour les Européens occidentaux, il conçoit deux formes possibles d'intervention : 1° *Des concessions*, en vertu desquelles le capitaliste étranger pourrait travailler, à la seule condition de payer ses impôts, avec faculté de vendre sur le marché intérieur ou d'exporter;

2° *L'octroi de crédits aux paysans eux-mêmes.* Sur ce point, sa théorie est très précise. Il refuserait, me déclare-t-il, des offres de charrues avec paiement à deux ou trois ans, parce qu'il ne serait pas sûr de pouvoir payer. « Etant donné, au contraire, un district rural qui produit aujourd'hui du lin à 25 0/0 de la récolte normale, si vous lui apportez charrues, bétail, semences, vêtements, chaussures, selon un plan établi d'avance, vous obtiendrez, me dit-il, une production normale, des paiements réguliers. La récolte moyenne est, aujourd'hui, de 30 pouds par déciatine; elle s'élevait, jadis, à 50 ou 60 pouds. La récolte possible, déjà effectuée à ces taux dans certaines stations agricoles, peut s'élever à 100, 120 et même 200 pouds. »

M. Krassin souhaiterait donc des contrats passés par des sociétés financières avec des coopératives agricoles, sous la garantie du gouvernement des soviets. « Si une banque, ajoute-t-il, se fondait pour cet objet, le gouvernement la protégerait et lui indiquerait les contrées où elle pourrait travailler avec sécurité ».

N'y a-t-il pas d'autres possibilités de travail pour l'étranger en Russie? M. Krassin est certainement décidé à ne pas aliéner le droit, pour l'Etat russe, d'établir lui-même le plan des transports, des routes et de la production. Mais il veut développer le commerce extérieur; il désirerait obtenir des crédits allant jusqu'à 60 0/0 sur des marchandises qu'il livrerait dans les ports, des crédits contre certificats. Il travaille déjà sur cette formule avec l'Angleterre et l'Allemagne.

— *Pourquoi les organisations françaises*, me déclare-t-il, *ne me feraient-elles pas confiance? Pourquoi la France se désintéresse-t-elle du naphte? Pourquoi ne m'accorderait-elle pas des crédits sur des pétroles consignés dans le port de Batoum? Il n'y a qu'un obstacle : la méfiance. Mais cette méfiance disparaîtra. Il y a deux ans, je suis allé en Europe acheter du charbon pour Arkhangel ou Mourmansk. On n'a voulu me le livrer que dans un port suédois, les Américains ne consentant pas à envoyer leurs bateaux sur les ports russes. Cependant, deux de ces*

bateaux sont venus à Mourmansk; tout a très bien fonctionné. En 1922, *nous avons reçu déjà plus de* 700 *navires, dont* 200 *à Petrograd.*

Une autre idée de M. Krassin, c'est le projet de créer une banque pour le commerce extérieur :

— *Nous ne sommes pas formalistes,* prétend-il. *Entre hommes sérieux et de bonne foi, nous nous entendrons.*



Je revois M. Krassin le mercredi 27 septembre...

— *Eh bien!* me dit-il, *croyez-vous encore que nous soyons des germanophiles? Ne cherchez donc pas si loin. Nous sommes des Russes; nous faisons une politique russe, voilà tout.*

Un commissaire adjoint du commissariat de l'agriculture assiste à notre entretien. Il apporte toute une série de dossiers relatifs à l'organisation de concessions agricoles en différentes parties de la Russie : lin près de Moscou, dans les districts de Tver ou de Kachin; élevage des chevaux de trait; culture du blé, du trèfle; récolte de la laine. Malgré ce que m'a dit M. Krassin, je suis frappé de l'influence que la technique allemande, avec ses minuties parfois excessives, a exercée sur les spécialistes russes. On me fournit des renseignements sur l'extraction de la tourbe qui se développe de jour en jour; on escompte

le temps où chaque grande ville russe sera éclairée par ce moyen.

Le commissaire adjoint se retire. Nous poursuivons la conversation dans l'ordre politique.

— *Mais oui,* me dit Krassin, *cette restitution obligatoire que vous réclamez n'aiderait pas à la solution du problème qui nous préoccupe. Elle se heurterait à la résistance de l'opinion. Et puis, voyez-vous, il faut introduire des procédés nouveaux d'exploitation; il faut concentrer les efforts et chercher des formules nouvelles qui donneront à chacun sa part. Ainsi, dans la région de Bakou, les exploitations individuelles correspondent à un stade ancien de la pratique industrielle. Il faut un plan d'ensemble pour le pompage de l'eau, la distribution des voies, la fourniture de l'énergie électrique. Il faut donc former de grands trusts où le capital privé s'associera au gouvernement.*

J'objecte que la méthode des concessions individuelles se maintient en Roumanie, où je me rappelle avoir vu les Anglais, les Français, les Américains, travailler côte à côte. Je comprends cependant l'idée de M. Krassin; je ne puis m'empêcher de songer que cette formule du trust, nous venons, nous Français, de la pratiquer à notre tour pour constituer la Compagnie nationale du Rhône.

— *Voyez,* poursuit M. Krassin avec bonhomie, *voyez : dans les régions de Mourmansk et d'Ar-*

khangel, nous avons passé des contrats avec des sociétés anglaises et hollandaises, jadis propriétaires de bois. Leurs usines et leurs stocks avaient été nationalisés. Et même, une bonne partie des stocks avait été déjà consommée. J'ai dit à leurs représentants : « Faisons un agrément. » *Nous avons créé une société mixte qui a reçu en propriété les usines et ce qui reste des stocks. Les participations de l'Etat russe et des sociétés sont égales. L'Etat garde la présidence, mais, pour toutes les* questions de crédit, *cette présidence ne lui confère aucun privilège; il faut la majorité. Ainsi, nous avons concédé trente mille hectares de forêts. La société s'appelle russo-anglaise; elle est organisée sur le modèle des sociétés britanniques, avec un siège social à Londres. La même combinaison a été faite par nous avec des Hollandais.*

De telles solutions sont-elles possibles pour tous les cas? M. Krassin, à qui je pose la question, me répond que chaque affaire devra être examinée en soi et fournir les éléments de la solution, que les ouvriers ont franchement compris la nécessité de la politique nouvelle, qu'il ne serait pas intelligent d'opposer principe à principe, alors que l'on peut s'entendre sur les faits, qu'il faut agir *business like*. Je soulève le problème si délicat des immeubles. Je prends pour exemples ceux de la colonie française, expropriés en grande partie. Lorsqu'il s'agit d'une affaire, d'une entreprise industrielle, les bénéfices à

venir pourront compenser les pertes passées. Mais les maisons, sous quelle forme les rendre, où trouver la compensation?

Une fois de plus, M. Krassin, tout en maintenant que des solutions sont possibles, insiste sur le point de vue de l'opinion russe.

— *Pour elle*, me dit-il, *la guerre que vous nous avez faite avec Wrangel, Denikine, Koltchak a brisé les contrats tout comme ils ont été, d'autre part, brisés entre la France et l'Allemagne. Pour elle, nous ne sommes qu'à la veille d'une paix dont il faut définir les éléments.*

Et tout d'abord, il faudrait établir des chiffres exacts. La Russie, qui n'a pas de dette intérieure, consentirait peut-être plus facilement à un sacrifice dont elle pourrait mesurer l'étendue. Au début, M. Urquhart nous demandait 56 millions de livres sterling; tout compte fait, nous avons traité à 2 millions.

Evidemment, M. Krassin souhaite la substitution de discussions concrètes à des discussions abstraites portant sur les principes et conduisant à des formelles oppositions. Il ne croit pas à la solution par les juristes.

— Le cas échéant, lui dis-je, aimeriez-vous mieux discuter avec des hommes d'affaires ou avec des diplomates?

Il rit de bon cœur.

— *Avec des hommes d'affaires, assurément,* me répond-il.

Nous en venons de nouveau à la question des dettes. On connaît la condition posée par la Russie : paiement des dettes, oui, mais octroi de crédits.

Il m'est facile d'exposer à M. Krassin et, je crois, de lui démontrer que la restauration du crédit russe n'est pas possible sans l'acquittement des dettes. Il le reconnaît loyalement. Sur ce sujet, je ne rencontre pas la même résistance que sur le sujet de la restitution des biens nationalisés. Ici encore, il faudrait trouver une formule qui liât le nouvel Etat en l'aidant. Je décris à M. Krassin nos embarras, nos charges; je lui déclare que, sans paiement des dettes anciennes, nous n'aurons aucun intérêt à venir en Russie, alors que tant de placements sollicitent notre épargne. Que faire? M. Krassin cherche évidemment, et de bonne foi, je l'affirme. A l'encontre de ce que l'on a pu dire, j'ai tout à fait l'impression d'être en face d'un homme qui ne veut s'engager qu'à bon escient, mais qui, s'étant engagé, tiendra. M. Krassin tire de sa poche un petit carnet minuscule, note quelques suggestions; ce sont, assurément, des réserves pour une méditation ou une discussion ultérieure. Au moins, nous sommes d'accord pour penser que l'étude de tous ces problèmes devrait être confiée à une délégation permanente rapprochant les Français et les Russes, non à des conférences inter-

mittentes. Mes observations me conduisent toujours à la même conclusion.

Je préviens M. Krassin qu'en France on redoutera la propagande bolcheviste. Il rit de nouveau :

— *Ai-je fait du bolchevisme à Londres?* me dit-il. *Ce que vous devez redouter, c'est la propagande occulte, ce sont les agitateurs secrets. Notre propagande était notre arme au temps du blocus. Aujourd'hui, j'ai besoin de la production européenne. Vais-je la désorganiser?*

Je désire encore savoir si, vraiment, pour cette politique de réalité, le gouvernement russe est bien d'accord avec le parti communiste.

— *Sans aucun doute,* m'affirme M. Krassin.

Je pousse la discussion.

— Alors, vous faites non pas du communisme, mais du socialisme d'Etat. Votre programme, c'est le programme français de 1869. Vous étendez à certains objets de première nécessité notre pratique en matière de concessions et de travaux publics.

— *Sans aucun doute, votre programme est le nôtre; mais nous, nous l'appliquons.*

Je riposte :

— Au lieu d'appliquer le vôtre. Vous êtes partis d'en haut, d'une théorie idéale et abstraite; nous, nous nous élevons d'en bas vers des formules que l'expérience conseille; nous voulons, nous aussi, concilier les droits de l'Etat avec cette force que vous

ne pouvez méconnaître (il approuve) : l'initiative individuelle. Dans vingt ans, on verra si c'est vous qui avez gardé le plus ou si c'est nous qui avons le plus acquis.

M. Krassin éclate de rire.

Une fois de plus, j'ai compris. Le bolchevisme s'avance dans les voies du réalisme. Il en est au stade du *capitalisme d'Etat.* Mais un bel avenir d'expérience et de réflexion lui est encore réservé.

CHAPITRE XIV

LE MILIEU

Nous avons choisi, pour citer leurs propos, trois personnalités dominantes. Lenine étant encore malade, enfermé dans sa retraite mystérieuse, Kamenev, Trotski et Krassin représentent trois forces essentielles. Nous pourrions poursuivre longuement le récit de nos entretiens avec les commissaires du peuple. Le nouveau régime est riche en hommes et en hommes jeunes. Certains d'entre eux, comme Radek, agissent sans faire partie du gouvernement. Entre eux tous, la communauté de la doctrine met un lien; mais la soumission, au moins théorique, aux

dogmes du marxisme, l'étroite observance du rite n'empêchent pas de discerner la variété des origines ou des caractères. A l'intérieur même de chaque ministère — si j'ose employer ce mot bourgeois — entre les membres du collège qui encadre le commissaire, des oppositions de tons se manifestent. N'y a-t-il pas des nuances même dans le rouge? Je l'observais en parcourant les galeries du musée Rumyantzof. Rouges sont le châle des tziganes et les robes brodées de l'Asie centrale, la tunique du Tatar et celle de l'enfant kirghiz, le manteau de la femme bachkir ou la blouse du portier moscovite, le manteau du jeune fiancé slovène. Il y a cent teintes et plus dans le rouge et bien des façons de le porter.

Les groupes.

Au reste, notre enquête n'a point eu pour objet les organisations de l'Internationale communiste où siègent Zinoviev et Boukharine. Il était assez compliqué déjà d'étudier le gouvernement et le parti communiste russe, une quinzaine de ministères, en dehors desquels fonctionnent encore le Conseil suprême de l'économie publique et le Gosplan, ou commission pour l'établissement d'un programme national. La diversité des fonctions forme peu à peu des groupes. Ici, encore, la vie agit, avec son aptitude à créer des

différences, à varier les cellules dont la combinaison formera les tissus.

On discerne déjà le groupe des diplomates avec MM. Tchitcherin et Karakhan. L'Internationale communiste peut avoir sa politique extérieure. Soyez sûr que l'Etat russe a et aura la sienne. Sa composition organique demeure compliquée. La République fédérative des soviets comprend, avec la Russie proprement dite, l'Ukraine où l'état de guerre permanent contre les Turcs engendra jadis la confrérie militaire des cosaques et la Russie blanche, groupée autour de Minsk. On sait la thèse qu'elle soutient en ce qui concerne les républiques du Caucase. Elle eut pour alliée, avant de l'absorber, la république de Tchita, chère aux cœurs des révolutionnaires parce que c'est là, jadis, tout près du Baïkal, que furent exilés la plupart des insurgés décembristes.

Aux républiques fédérées s'ajoutent les républiques autonomes qui, en dépit de leur nom, ont moins d'indépendance; ainsi de la Crimée, du pays des Tatars, du pays des Kirghiz ou des Bachkirs. Il faut veiller sur cet ensemble fort complexe. En cette plaine immense, de toutes parts ouverte, privée de ces bassins et de ces montagnes où s'encadrent fortement les nations, les races les plus opposées se rencontrent; les Indo-Européens se heurtent aux Ouralo-Altaïens, les blancs aux jaunes, les grands Russiens de Moscou aux Turco-Mongols. La Révolution a pu créer

une orthodoxie nouvelle. Mais suffira-t-elle longtemps pour maintenir une nouvelle unité, elle aussi apparente? Qui peut croire que le marxisme fixera le Kirghiz, le *Coureur des champs*, qui conserve l'organisation patriarcale et l'islamisme dans ses steppes, couvertes de poussière en été, noyées de boue à la saison des pluies? Lorsque M. Lounatcharsky fonde, pour l'émancipation des peuples orientaux, cette Université dont il parle avec tant de joie, est-il bien sûr de travailler pour l'unité russe? Il y a toujours un problème du Caucase. Et, si la République des Soviets a sincèrement renoncé aux théories du panslavisme, qui russifiait à coups de nagaïka, ne voit-elle pas se poser déjà pour elle le problème de la mer libre? Quelles seront ses relations avec la Chine et le Japon? Comment sera pour elle résolue la question de Constantinople? Déjà, toutes ces préoccupations se font jour dans l'esprit des commissaires du peuple. On a maintes fois décrit l'homme qui conduit l'ensemble de la politique extérieure, M. Tchitcherin; si je n'avais peur de blesser en lui une amitié qui m'est précieuse, je le définirais un diplomate classique, avec des revanches de fantaisie, avec un esprit riche en séduisants caprices. Ne vous y laissez pas prendre; malgré les arabesques de son langage, il poursuit, avec ténacité, son but. Et ce but, c'est la force de la Russie.

Les économistes seconderont, tout naturellement,

le réalisme des diplomates. J'ai déjà plus d'une fois expliqué les vues de M. Sokolnikov ou de M. Bogdanov. Ils s'effacent devant leur œuvre; le chiffre les domine. Du moins, ne peut-on leur refuser une forte valeur logique et une grande puissance d'action. Quelques jours après m'avoir annoncé son intention de créer un billet de banque, M. Sokolnikov faisait signer par le conseil des commissaires du peuple le décret que nous avons reproduit, décret dont les juges les plus prévenus doivent reconnaître qu'il marque une date dans la vie économique de la Russie. Et, si l'on a lu ce décret, on a pu voir avec quelle minutie il prévoit les détails et pare aux dangers.

Un Saint-Just slave

La différence est grande entre les chefs de l'Etat russe selon qu'ils ont ou non subi l'influence de l'Occident. Sur le sujet de la politique française, M. Tchitcherin a la valeur d'un dictionnaire; il connaît par le menu la biographie de M. Poincaré ou l'éthique de M. Ribot.

D'autres apparaissent comme de purs Slaves. Tel M. Rykov, homme de confiance de Lenine. Pour m'entretenir avec lui, je monte au Kremlin. Je traverse la salle des séances du Sovnarkom. La table du conseil des ministres se pare du plus bourgeois de

tapis verts; cette fois, le rouge a capitulé. Le cabinet, qui est celui de Lenine, ressemble — pour la forme du moins — à celui du Président de la République à l'Elysée. Jeune encore, à peine d'âge sénatorial, semble-t-il, M. Rykov parle avec un léger bégaiement, les yeux souvent clos, la tête haute : de son front, les mèches s'envolent en se tordant, comme les flammes d'un foyer. J'observe sa mise très simple; un bracelet-montre d'argent (j'ai vu ailleurs des bracelets d'or), une chaîne d'acier bruni. Le communisme de M. Rykov a conservé encore un accent un peu amer, je n'ose pas dire irrité. Cependant, il admet, lui aussi, le paiement des dettes aux petits porteurs; il cherche, lui aussi, le rapprochement, mais à l'intérieur d'une large formule de conciliation internationale. Lorsque je lui expose les difficultés contre lesquelles lutte la France, le mal que l'Allemagne nous a fait, il m'écoute avec une attention passionnée; il convient que le capitalisme germanique n'a pas rempli son devoir. Il prononce, à son tour, le grand mot : Constantinople, mot magique par lequel Russes et Français pourraient se rapprocher. Il souhaite cette Délégation commerciale qui, seule, pourra faire mûrir les problèmes et définir les solutions. J'ai recueilli, mot pour mot, sa dernière phrase : « Nous, les communistes, nous ferons tout le possible pour aider les capitalistes et les intellectuels qui viendront à nous. » Si l'abord a été moins

facile qu'avec tel autre commissaire tout pénétré d'Occident, la conclusion n'est pas moins ferme ni l'accueil moins sûr.



J'étais plus curieux encore de rencontrer M. Dzerjinski, dont l'importance est considérable, trop grande même, au dire de certains de ses collègues, et qui dirige à la fois le commissariat de l'Intérieur et celui des Communications. Lorsque je l'ai rencontré, notre presse venait d'annoncer son assassinat. C'est lui qui dirigeait hier la Tcheka et qui administre aujourd'hui la Sûreté générale, le non moins célèbre G. P. U.

Dzerjinski, me dit un communiste, *c'est notre Saint-Just. Ainsi que votre célèbre conventionnel contribua tout ensemble à la mort de Louis XVI et à l'affermissement de la République; ainsi qu'il provoqua la disparition des Girondins ou que, missionnaire aux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, il sut exalter les courages, n'hésitant ni à sacrifier des masses, ni même à condamner ses collègues, Dzerjinski sauve tout à la fois l'Etat et le régime : ne lui demandez pas compte de ses procédés. Vos révolutionnaires, jadis, ont, eux aussi, créé une dictature militaire. Carnot lui-même réclamait la suppression de la liberté jusqu'à l'établissement de la paix. Vos révolutionnaires ont fait aussi du commu-*

nisme, puisqu'ils mirent en commun les subsistances pour la défense nationale. Mais, dans cette ressemblance générale des deux systèmes et des deux époques, c'est Saint-Just, avec ses protestations de fraternité, ses manifestations idéalistes, dans le temps même de sa plus grande rigueur, qui ressemble le mieux au chef de la Tcheka.

C'est vrai. Dzerjinski est un Saint-Just, mais c'est un Saint-Just slave. Le parti communiste russe professe une vénération véritable pour ses mœurs pures, son extrême simplicité, son incorruptibilité parfaite. Ame de martyr ou âme de bourreau? Ou les deux ensemble? Le maréchal Pildsuski, chef de l'Etat polonais, m'a conté qu'à Wilno, où il l'avait connu élève, Dzerjinski se signalait par sa douceur et sa timidité. En fait, ce grand homme sec a l'air d'un ascète. Une figure d'icone. Chaussé de bottes à la russe, vêtu d'un veston que déborde un jersey de laine grise, il travaille sans feu dans son cabinet, où l'on accède le plus facilement du monde et que, par extraordinaire, ne défend aucun soldat. Pendant que nous conversons, avec le secours d'un interprète, je le fixe : des cheveux déjà rares hérissent un front droit; une longue barbiche, un poil mal rasé soulignent la maigreur des joues creuses. En parlant, il baisse des yeux modestes sur les imprimés qui couvrent une table sagement ordonnée; la main, d'un geste lent, caresse un objet pris au hasard. Un air

sournois? Non. Plutôt une candeur mystique, ce qui n'est pas moins dangereux. Dzerjinski, lorsqu'il était prisonnier, s'acharnait à réclamer pour lui les tâches les plus ignobles, par besoin d'humiliation, pour éviter à ses frères de misère de basses besognes. En le voyant, je ne doute point de la vérité de ce récit. Je suis devant le Pur des Purs, devant le communiste intégral. Au cours de la Révolution, quand il a fallu prendre des mesures terribles, il l'a fait sans accepter d'autre juge qu'une conscience, intransigeante, même dans l'erreur. Ainsi, à Kief, au moyen âge, dans le monastère dit des Catacombes, certains ascètes se muraient vivants dans la cellule qui devait leur servir de tombeau.

La phrase par laquelle Dostoïevsky dépeint un de ses héros me revient en mémoire : « Il était jeune; il avait des idées abstraites; il était donc cruel. » Cruel ou non, — l'histoire étudiera son dossier —, un tel homme ne saurait mentir. Je le crois, lorsqu'il exprime le désir d'un rapprochement entre la Russie et la France, lorsqu'il ajoute : « Il faut, ici et là, éclairer. Pour nous, nous devons tout dire, tout montrer, avouer nos lacunes et nos fautes. » Dzerjinski m'a laissé pénétrer dans la prison, porter secours à l'un de mes compatriotes. De cela, du moins, je dois le remercier.

Les fonctionnaires

Autour de tels hommes, se meut une foule de fonctionnaires de tous ordres, mal payée, secrètement agitée sans doute de regrets, de rancunes, de colères. Que pense-t-elle? Il serait naïf de le demander. On l'a fait cependant. La Russie a toujours eu le goût des enquêtes. Vladimir, voulant donner une croyance à son peuple, avant de se décider pour le christianisme, fit visiter et interroger tour à tour les Bulgares de la Volga, les juifs kharaïtes, les catholiques polonais. Aujourd'hui, tout commissaire du peuple est un Vladimir. La *Pravda* du 3 septembre dernier publiait les résultats d'une enquête ordonnée par le parti communiste pour connaître « l'état d'âme » des fonctionnaires. L'enquête avait été menée par des informateurs spéciaux; un tiers seulement des 230 ingénieurs interrogés connaissait le but de la consultation; les autres furent atteints par des moyens très indirects. Sur les 230 questionnés, 30 (les sages!) ne donnèrent aucune réponse; 16 se déclarèrent « sympathiques » au pouvoir des soviets; 110 s'avouèrent ralliés; 16 partagent les idées du groupe du *Changement de chemin*, qui voit dans le bolchevisme la transition vers un nouveau régime bourgeois; 46 se déclarent absolument indifférents; 12 osent s'affirmer

hostiles aux soviets. On demande encore : « Quelle presse lisez-vous? » 134 lisent la presse communiste, 53 la *Vie économique*, 21 les décrets, 22 ne lisent rien du tout. Autre question : « Quels seront les résultats de la NEP? » 34 ne répondent rien; 34 déclarent ne pas savoir comment l'affaire tournera; 94 répondent que l'on revient au capitalisme; 68 prétendent que le capitalisme d'Etat est la meilleure voie vers le communisme. Les malheureux! On les interroge aussi sur la pratique du pot-de-vin. Le plus grand nombre ou ne répond rien ou avoue qu'étant donné les salaires, cet abus correspond à une triste nécessité.

Le parti

On ne saurait accorder qu'une confiance bien relative à de telles enquêtes. Du moins, peut-on affirmer que le régime rencontre chez les fonctionnaires, chez les techniciens, moins d'enthousiasme que de résignation. L'armature du soviétisme est constituée par les membres du parti communiste. Ce parti s'impose une discipline sévère. Il ne recule pas devant les exclusions. Il est actif. Chaque semaine, m'explique un camarade communiste, dans chaque usine, dans chaque administration, dans chaque maison même, le *noyau* se réunit. Le jour du parti est, en général, le mercredi. On débat surtout les questions relatives à

la vie ouvrière. Mais, de l'aveu même des communistes, le pouvoir des *noyaux* a diminué. On comprend que l'administration a ses responsabilités. On a renoncé, par exemple, à discuter sur les licenciements d'ouvriers. Le parti lui-même fait, avec sérieux, son éducation politique; il incline vers le réalisme.

Quel est son effectif? Ici encore, nous allons trouver des statistiques. C'est Stroumiline qui nous les fournira, dans la *Pravda* du 4 mai 1922. D'après lui, le parti communiste, après l'épuration, comprenait 494.000 membres; on avait dû procéder à 175.000 exclusions. Aux troupes actives il faudrait ajouter les réserves constituées par la jeunesse communiste, évaluées à 400.000 membres environ. On doit penser que c'est là plus qu'un maximum largement compté.

La doctrine du parti, c'est toujours le marxisme, la lutte contre la démocratie bourgeoise. Mais cette doctrine se modifie selon les besoins du caractère national. Dans ces milieux communistes, on retrouve les divers types que le roman nous a fait connaître, des âmes riches mais confuses, des esprits troubles mais ardents. Se rappelle-t-on, dans *Guerre et Paix*, de Tolstoï, le comte Pierre Bézouchof? Prisonnier des Français, il rencontre parmi ses compagnons de misère un pauvre soldat, un paysan élémentaire, Platon Karataïef, naïf, instinctif, fataliste. L'ayant vu vivre et l'ayant vu mourir, un soir, d'un coup de

fusil, sous un pin, dans la neige, Pierre mettra désormais toute sa science à l'école de cette simplicité. Ce qui serait ailleurs de la démagogie devient ici une sorte de mysticisme profondément sincère. Que dire de ces femmes qui se consacrent à la propagande par l'effet de la même passion qui mène au cloître? Chacun de ces êtres enferme en lui toute une conception du monde, pédante ou naïve. Le Russe, nous disait jadis de Vogüé, ne se décide pas à trancher les mille liens qui rattachent un homme, une action, une pensée au train de tout l'univers...

Ainsi, le caractère national lui-même reprend ses droits. Il faudrait, pour s'en étonner, bien peu de philosophie. Le jour où régnerait l'Internationale communiste, ses différentes sections formeraient, à nouveau, des nations.

CHAPITRE XV

L'ARMÉE ROUGE

Nous avons entendu plusieurs fois les chefs du gouvernement russe déclarer que le régime s'était appuyé jusqu'à ce jour sur une dictature armée. Rien ne serait plus faux, en effet, que d'imaginer le soviétisme comme hostile au devoir militaire. Tout récemment encore, Tchitcherin, exposant sa politique extérieure au professeur Ludwig Stein, de Berlin, précisait que le désir de la Russie était de rentrer dans la grande famille des nations, qu'elle n'avait point d'intentions agressives, qu'elle voulait avant tout développer sa production, mais qu'elle saurait réduire toute coalition, empêcher toute menace contre ses côtes et qu'elle rendrait œil pour œil, dent pour dent. L'action, ajoutait-il, doit toujours être égale à la réaction. Je crois même qu'il disait cela en latin!



La Russie prétend donc être redevenue une puissance militaire. Dès le mois de mars 1918, Trotski signalait au soviet de Moscou l'urgente nécessité de reconstituer l'armée.

— Il faut, déclarait-il, retrousser nos manches et nous mettre au travail.

Et, s'appuyant sur les expériences de Krylenko, il se déclarait prêt à faire appel aux officiers ou généraux de la vieille armée, limitant l'application du principe électif aux petits grades. Le gouvernement soviétique réinventait maintenant la discipline. Il ne perdait aucun temps; le recrutement commença dès le 24 mars, après de grands meetings à la Maison du peuple et au théâtre Alexandra de Petrograd.

— En avant, s'écriait Zinovief; ce n'est le moment ni de faire sauter des crêpes ni d'aller cueillir la framboise.

L'œuvre fut menée avec énergie. Elle se heurtait à de grandes difficultés et, en particulier, à la fréquence de la désertion. L'histoire de l'armée rouge, c'est l'histoire même de la lutte contre Youdenitch, contre Koltchak, contre Wrangel. Trotski, dans les directions qu'il donne, vise moins à faire de la grande stratégie qu'à réaliser une bonne administration. Comme un Polonais, dans un congrès communiste,

l'invite à fourbir l'épée : « Pour moi, lui répond-il, je fais surtout des statistiques; je compte des pantalons. » Vers la fin de 1921, parlant devant le conseil de Moscou : « Soldats, déclare-t-il, si vous voulez être invincibles, cousez vos boutons et graissez vos bottes vous-mêmes. » Cependant, en septembre, à l'occasion de la première promotion des officiers d'Etat-major sortis de l'Académie rouge, il passait, sur la grande place de Moscou, une de ces revues qui sont devenues l'un des spectacles favoris du peuple. Il parlait. Son discours était encore plein de menaces contre l'Entente, contre la Pologne. Combien plus mesuré cependant que la harangue enflammée du camarade allemand Pik, annonçant déjà le jour où « les armées des ouvriers et des paysans passeraient ainsi qu'un ouragan, d'un bout à l'autre de la terre »!

L'armée rouge a certainement connu des crises intérieures, bien que l'on ait négligé de nous en informer. J'en trouve la preuve dans les égards qu'on lui témoigne à la fin de l'année dernière, dans l'organisation d'une *Semaine* en faveur du soldat rouge, dans les aveux mêmes de Trotski, inquiet de l'affaiblissement de la propagande et d'une nouvelle épidémie de désertion. On invitait la population à mieux prendre soin de l'armée; les ouvrières étaient priées d'aider le soldat en venant à la caserne pour réparer son linge et orner sa chambrée. Les attaques du

général Kappel contre la République alliée d'Extrême-Orient (république au reste démocratique, fondée avant son absorption par la Grande Russie sur les principes de la propriété privée et du suffrage universel) rendaient nécessaire un nouvel appel au « guerrier rouge ».

Trotzki, d'ailleurs, commençait, au début de 1922, la démobilisation en licenciant treize classes; il ne gardait sous les armes que les deux derniers contingents, les plus jeunes. Progressivement, il passait à une organisation défensive, liée à la politique générale des concessions ou, comme il disait en reprenant le mot même de Lenine, du « recul ». C'est même à cette époque (exactement le 12 décembre 1921) qu'il prononçait devant les délégués des écoles militaires la phrase suivante : « Nous reconnaissons les dettes du régime tsariste pour éviter au paysan la guerre. » L'armée rouge, au moment de son plus grand effort, avait compté jusqu'à 5.300.000 soldats; au 28 décembre 1921, elle se réduisait à 1.370.000 hommes, y compris la flotte et les écoles militaires, avec 95 brigades de tirailleurs et 49 brigades de cavalerie, à l'effectif du temps de paix. Pour nourrir cette armée, pour assurer son instruction, le gouvernement eut à faire face aux plus grandes complications.

Actuellement, cette armée se recrute surtout parmi les paysans et les ouvriers; à côté des officiers et

des sous-officiers issus de la guerre, elle accueille des cadres empruntés à l'ancien personnel. Au début de 1922, elle comptait encore 43 0/0 de son commandement n'ayant pas reçu d'instruction spéciale; ce sont les officiers rouges, dressés à la terrible école de la guerre civile et de la bataille. L'élément paysan formait 67 0/0 de l'effectif; les communistes 10 0/0.



Les écoles militaires se divisent en trois catégories : un premier degré avec trois ans d'études; un deuxième degré pour l'instruction spéciale des officiers; un troisième degré représenté par l'académie d'état-major militaire. Trotski reproche aux nouveaux chefs de n'avoir pas assez conscience de leurs droits prolétariens, de témoigner, dans le commandement « trop de bonté »; il défend les intérêts professionnels des officiers; il veut que, dans chaque unité placée sous la protection d'un soviet local, la technique de l'armée dépasse la technique du pays. En homme qui a réfléchi, il sait le lien qui unit la force d'une armée à l'ensemble de la force industrielle et c'est, sans nul doute, la raison qui le rend, lui aussi, partisan de la nouvelle politique économique. Il veut aussi que l'armée collabore à la répression du banditisme; j'ai pu, jour pour jour, me rendre compte que cet ordre était sévèrement exécuté.

Non seulement, les congrès approuvaient ce programme, mais ils appelaient l'attention du gouvernement sur la nécessité de renforcer la flotte tout aussi bien que l'armée. L'Ukraine, avec son école d'officiers de Kharkov, suivant l'exemple de la grande Russie. L'armée était autorisée à manifester son opinion sur les grands actes de la vie nationale; au moment de la conférence de Gênes, elle prenait, elle aussi, une résolution pour réclamer « une collaboration avec les Etats capitalistes pour le relèvement de l'économie nationale ». Cependant, la *Semaine du soldat rouge* n'avait que médiocrement réussi ; les organisations professionnelles ne répondaient qu'avec peu d'empressement, si l'on en juge par la *Pravda* du 19 février. « De toutes parts, écrit l'organe du parti communiste, on signale que les organisations locales non seulement n'ont montré aucune initiative dans l'assistance à prêter au soldat rouge; au contraire, on constate un refus catégorique de la part de ces organes dans la question des secours. Ces observations ont été faites non seulement en Russie, mais en Ukraine, en Sibérie, dans l'Oural et dans toute une série de régions. »

Trotski revient alors à la charge. Le 23 février, il ordonne qu'avant le 1er mai tout soldat ait appris à lire. Il défend son armée contre l'indifférence de l'opinion, contre l'insuffisance du ravitaillement; il fait régner une sévère discipline; les déserteurs sont

fusillés. En juillet 1922, trente-six élèves des écoles militaires sont déférés devant le tribunal révolutionnaire pour avoir refusé de suivre les cours et avoir demandé à être versés dans un régiment. Cinq d'entre eux, déclarés coupables d'avoir violé le *serment rouge*, sont fusillés. L'armée rouge, on s'en rend compte, n'a été créée et ne se soutient que par la volonté du chef.

Aujourd'hui, l'une de ses grandes préoccupations est de créer pour la Russie une flotte aérienne qui puisse être employée, en temps de paix, pour des besoins commerciaux. La *Pravda* du 15 août signalait l'urgence du problème et l'avance prise par la Grande-Bretagne. Les *Izvestia* du 25 août reprenaient le même thème; Kostoussev traçait un tableau magnifique (et digne du militariste le plus ardent) des admirables ravages que peu causer, le cas échéant, une flotte aérienne bien conduite. L'aviation russe prévoit une commande de 2.000 appareils pour 1925. J'ai pu acquérir l'assurance que ni les Allemands, ni nos amis anglais ne l'ignoraient. A ma connaissance, en septembre 1922, l'Allemagne avait déjà livré 112 appareils, l'Angleterre 103, l'Italie 90. Le sous-directeur de la flotte aérienne russe, Onufrief, était envoyé en mission d'achat à l'étranger. Les Allemands cherchent, en s'installant en Russie, à tourner les clauses du traité de Versailles. J'ajoute qu'ils travaillent (et réussissent) à s'assurer le mono-

pole des communications postales par voie aérienne. — Cependant, que faisons-nous, avec notre politique de négation?

A la caserne

Une fois encore, je désire, dans la mesure du possible, me rendre compte.

On m'offre de suivre l'inspection à laquelle un commandant d'armée doit procéder du régiment dit des ouvriers de Kimmerski, ancien régiment des grenadiers du Don. La caserne se trouve dans le quartier de Sukharev, près du marché. — Il n'y a rien d'international comme une caserne, bien que ce soit le foyer du patriotisme. Celle-ci se compose de quelques grands bâtiments séparés par de vastes places d'armes; elle n'aurait rien d'original si, dès le seuil, où me reçoit l'aide de camp du commandant, ne s'imposaient les affiches de style à la fois futuriste et révolutionnaire que je retrouverai à tous les étages. L'armée rouge, en dépit de son nom, porte le vieil uniforme gris de l'armée russe, la longue capote : quelques taches d'écarlate au collet, sur les parements; un ceinturon sans plaque, le casque à la mongole. Cette simplification du costume n'est pas pour nuire à l'aspect militaire.

A en juger sur les apparences, la discipline doit

être fort stricte. L'apparition des officiers n'a provoqué à aucun moment, dans la matinée que j'ai passée là, ces brusques mouvements par lesquels le désordre et la fantaisie essaient de se rendre présentables. La troupe a l'air docile, débonnaire, presque monacal; elle marche d'un petit pas lent, scandé par le bruit de la botte et les appels rauques du commandement. Tous les signes extérieurs du respect ont été maintenus ou rétablis : salut de la main droite, légèrement écartée de la visière, à la manière communiste; position rectifiée à l'allemande, avec appel du pied. Pas de galons, mais des insignes : carrés ou étoiles brodés sur la manche; on a supprimé l'épaulette. Les sceptiques affirment que les insignes pourraient bien, peu à peu, remonter le long du bras. Partout, une excellente tenue, un air de jeunesse et de santé qui plaît. Ah! j'oubliais les décorations! Les soviets ont la leur, l'ordre du Drapeau rouge.

Durant que les recrues manœuvrent, avec quelque lourdeur, pour s'initier aux mystères du maniement d'armes ou qu'elles défilent en chantant, le commandant de corps d'armée nous renseigne. Le colonel s'est présenté à lui et a repris ses distances; il ne parlera jamais que la main au casque. Le régiment, où le président Kalinin a son lit comme garde d'honneur, compte environ 2.000 hommes. Il a combattu sur le front polonais. Il comprend les diverses formations d'une de nos unités modernes; il a ses grou-

pes d'éclaireurs montés, ses compagnies de mitrailleurs et de grenadiers, sa compagnie de liaison. Nous assistons aux cours de télégraphie et de téléphonie. Nous visitons les magasins, les cuisines, les réfectoires. Ici, comme toujours, c'est l'espace qui produit l'une des impressions les plus fortes. Chaque bataillon a son administration, largement dotée de salles, d'entrepôts. Je goûte la soupe, selon le rite : soupe militaire, du type international. Les casernes possèdent, avec les Palaces, le privilège de l'uniformité dans la cuisine.

Lorsque le chef se présente, le gradé le plus élevé ou le plus ancien se dirige vers lui à l'allure la plus rapide, salue, rectifie la position et rend compte de l'état du service qui lui est confié. C'est après cette formalité seulement, et les distances reprises, que s'échange le bonjour russe, le *Zdrastvouïtïé*, repris par les hommes sur un rythme réglementaire, en trois syllabes rudement martelées. Chaque soldat accepte et jure le serment révolutionnaire, affiché dans la chambrée. Les spécialistes, dont le témoignage vaut mieux que le mien, m'affirment que la discipline est rigoureuse.



Mais il ne serait pas juste de dire seulement que le pouvoir soviétique a rétabli la vieille discipline

tsariste. Un souci évident anime ces jeunes chefs, le désir de faire collaborer l'armée à la formation de l'unité nationale (comme jadis en Italie) et à l'éducation de l'esprit civique. Chaque bataillon a son club, très sévèrement tenu, garni de branches de sapin qui rappellent le pays natal. Les tables se chargent de livres et de journaux. Le programme est de convertir les soldats à la lutte pour la production, de leur inculquer des notions pratiques d'agriculture, de leur enseigner l'histoire et, comme on peut s'y attendre, le marxisme. La bibliothèque régimentaire comprend dix mille volumes avec un catalogue sur fiches. Il y a des écoles, un atelier de modelage (un garde rouge a fait, dans le style cubiste, un buste de Trotski tout à fait pittoresque), un orchestre (en passant dans un couloir, j'entends même, sans comprendre pourquoi, quelques notes de la *Marseillaise*), un théâtre, avec un vestiaire orné de glaces et un foyer. Aussi le portrait de Lounatcharski voisine-t-il, ici, avec l'icone de Marx.

Cette jeune révolution a le culte de la science; ce culte, elle l'affirme partout. Elle répand à profusion le livre et le journal; elle introduit même à la caserne ses statistiques; j'aperçois au passage un petit musée d'histoire naturelle, des tableaux d'anatomie. Le commissaire politique, marchant derrière le commandant du corps d'armée, me fait remarquer avec quelque orgueil cette transformation du milieu mili-

taire. On suit jour par jour les résultats obtenus. On observe que les soldats donnent leurs préférences d'abord au sport, puis au théâtre et, en troisième lieu seulement, à la littérature, malgré l'invitation que leur adresse un Pouchkine de plâtre, placé au fronton du club. Je soupçonne dans les statistiques un peu de démagogie. « Ce sont les paysans qui lisent le plus; vinnent ensuite les ouvriers; puis, mais suivant de très loin, les intellectuels. — Alors, fais-je observer, quand le paysan sera devenu un intellectuel, il ne lira plus. Prenez garde! »

Et, malgré la distance hiérarchique, partout observée, on sent circuler une sincère fraternité. Ces soldats ont recueilli et soignent des enfants affamés. J'en vois qui sont penchés sur leur livre; le camarade commandant les redresse d'une petite tape amicale. On invite les gardes rouges à écrire à leurs familles, à faire part de ce qu'ils ont lu et appris. Ainsi conçue, la caserne devient un milieu social de première importance. L'armée rouge est, précisément, une des créations les plus originales et les plus fortes de la jeune Révolution. Si elle échappait à la tutelle du dogme, on ne pourrait que louer cette union constante de l'instruction professionnelle et de la culture générale.

CHAPITRE XVI

LES FORCES D'AVENIR. — LE SOUS-SOL.

La vraie force de la Russie, ce n'est point son armée, signe extérieur, dont la valeur, comme celle du signe monétaire lui-même, se lie à la valeur d'ensemble de la production nationale, ainsi que le comprend fort bien M. Trotski. La vraie force de la Russie, celle qui, manifeste ou cachée, dirige tout et agira de plus en plus, celle qui, par son inertie, peut tout vaincre, celle qui peut tout animer ou tout paralyser, c'est la force rurale, déjà si apparente au sein même de l'armée. Ce sont aussi les ressources du sous-sol. Supputer ces puissances, c'est, maintenant, pour nous, la tâche essentielle; sinon nous aurions observé seulement des phénomènes de surface. C'est ici qu'est

inclus le secret de l'avenir. Comme l'a écrit récemment M. John Maynard Keynes, « ce sont les grandes forces motrices, et non les détails de la politique ordinaire, qui doivent exercer une influence décisive sur nos sentiments ».



Avant la guerre, l'industrie russe représentait un facteur important de la richesse nationale, bien que son développement fût assez récent. Elle possède encore l'élément essentiel : la houille. Si elle a perdu les charbonnages de la région polonaise, elle a conservé ceux de l'Oural, le petit bassin de Toula et surtout l'important bassin du Donetz, avec ses couches nombreuses, très étendues, souvent à fleur de sol. Certes, il ne faut pas prendre à la lettre les informations que publiait, il y a quelques mois, le professeur Dolgoff, dans le *Manchester Guardian*, pour séduire le capital anglais. D'après cet économiste, la nationalisation des mines aurait donné des résultats très positifs et ouvert des perspectives nouvelles. Nos renseignements ne concordent pas avec ces observations optimistes. Un ingénieur français que nous avons déjà cité et qui n'a pas quitté le Donetz depuis 1913, nous signale que la production n'a cessé de baisser; que la grosse métallurgie ne peut se relever désormais sans l'appui du capital étranger; que

le relèvement lui-même ne sera que progressif. Selon ce spécialiste, les efforts du début doivent se porter sur les petites usines qu'il faudra rétablir tout d'abord, pour contribuer au relèvement des grandes entreprises en effectuant les travaux de réparation et d'aménagement. « Des réparations immédiates, m'écrit-il, sont indispensables. Encore une année ou deux d'inactivité et il sera très difficile de tirer parti des anciennes usines. Nos compatriotes industriels en Russie doivent, dès maintenant, s'intéresser à leurs biens sans perdre de temps. Sinon, ils risqueraient fort de ne retrouver qu'un outillage inutilisable. » Un autre ingénieur, Français lui aussi (que ne puis-je publier les documents nombreux et si précis que j'ai entre les mains?), produit les mêmes observations et arrive aux mêmes conclusions. Pour lui, « la Russie industrielle est presque complètement anéantie... Les usines sont à la limite de détérioration possible. Des rouages administratifs trop compliqués; l'incompétence manifeste des sous-ordres; l'obstruction de communistes impénitents placés, au hasard des lendemains de révolution, à la tête d'entreprises industrielles; le sabotage de certains spécialistes; l'absence de toute méthode sont les causes générales de la situation actuelle. »

L'outil est brisé, mais le pays demeure riche. Il garde en ses profondeurs non seulement la houille, mais l'or de l'Oural, les plus riches mines de platine du monde (que de groupes les convoitent!), le cuivre

du Caucase, le manganèse d'Iekaterinoslav. Quand le monde entier a tant besoin de matières premières, laisser tant de richesses improductives serait un crime contre l'humanité.

La lutte pour le pétrole

La Russie a joué, autrefois, un rôle considérable dans l'approvisionnement du monde en pétrole. Veuillez, vous qui me lisez, réfléchir à ce fait que, *dans les années comprises entre* 1898 *et* 1901, *la production russe dépassait celle des Etats-Unis* (enquête du *Manchester Guardian*, 6 juillet 1922). La Révolution a fait baisser le rendement avec une rapidité alarmante. Dans une production mondiale évaluée, pour 1916, à 459 millions de tonneaux, la production de la Russie est de 72,8 millions de tonneaux; en 1921, le rapport est de 28,5 à 759.

Essayons de mieux nous rendre compte et allons faire un tour sur les lieux de production. Les trois plus importantes régions pétrolifères de la Russie sont celles de Bakou, de Grosny et d'Embia. Que de fois, dans les dernières années, n'avons-nous pas entendu citer Bakou? Que de fois nous arrivera-t-il encore d'en entendre parler! Avec son port bien aménagé sur la mer Caspienne, son caravansérail et son bazar qui signalent que la Perse est toute proche,

avec sa ceinture de marais d'où s'exhalent des gaz inflammables, Bakou, tête de ligne du Transcaucasien qui conduit vers Batoum et Poti, c'est-à-dire vers la mer Noire, jouera de plus en plus un rôle essentiel. Regardez bien ce point sur la carte : dès aujourd'hui, c'est une des capitales de l'impérialisme économique international. C'est l'Eldorado, avec cette différence que l'imaginaire pays de l'or, recherché par tant de voyageurs, demeure introuvable. L'Eldorado du pétrole existe, et le voici.

L'importance de Bakou se révèle d'autant plus grande que cette ville commande plusieurs régions pétrolifères. D'abord celle d'Embia, sur la côte nord-est de la mer Caspienne, à proximité de l'embouchure de la Volga, c'est-à-dire près de la plus grande artère commerciale russe. Puis, celle de Grosny, que vous apercevez sur la carte au nord de la grande chaîne montagneuse, près de Wladikaukaz, divisée en deux groupes : le vieux champ et le nouveau champ, ce dernier, par malheur, détruit au cours de la guerre civile. Les sources brûlèrent pendant toute une année et il fut détruit plus de huit millions de tonnes de pétrole. Mais, en dépit de l'activité actuelle ou possible de ses deux satellites, Embia et Grosny, c'est toujours Bakou la Riche qui domine, étendue sur ses trésors pour partie encore inexploités, enveloppée de territoires qui attendent le chercheur comme la baie de Bibi-Eïbat, tellement sursaturée de pétrole

que l'on a pu, en certains endroits, nous disent les témoins, mettre le feu à la mer; que l'on retrouve le précieux produit jusque dans la petite île de Tscheleken, sur la côte est de la Caspienne, où le naphte s'épand en fontaines, à la surface de champs que des ravins crevassent durement. Et, plus loin, beaucoup plus loin, en plein Turkestan, le naphte jaillit encore.

Dans le besoin que le monde entier éprouve de s'approvisionner en pétrole, on conçoit ce qu'une telle région peut déjà représenter et ce qu'elle représentera un jour. Si la Révolution a causé ici des dommages essentiels, un champ immense d'exploitation s'ouvre à l'activité humaine. M. Krassin le sait bien; il l'a expliqué à Gênes et ses explications n'ont pas été perdues pour tous ses auditeurs; il voudrait voir introduire des procédés modernes de forage, instituer des formules larges de collaboration. « Pourquoi, me disait-il avec insistance, — pourquoi la France ne paraît-elle point s'intéresser à un problème aussi formidable? » Sur ce sujet, pour qui le connaît un peu vraiment dramatique, je n'ai pas pu lui dire ce que je savais. Ah! comme il est tristement défendu, l'intérêt français!

Bakou se réorganisera, on peut en être sûr. Avec ou sans nous? De même qu'il reconnaît la nécessité d'améliorer la situation financière du bassin du Donetz, nous avons entendu le président du conseil de l'Economie populaire, M. Bogdanov, signaler l'épui-

sement rapide des réserves de naphte de Bakou, alors que la consommation mondiale augmente sans cesse et que l'Etat russe a besoin du mazout pour réorganiser ses transports. Des études sont en cours; la Standard Oil, la Shell Company, la Société anglo-persian les suivent et y collaborent avec un intérêt passionné. Bakou la Riche n'est pas seulement le centre d'un vaste territoire pétrolifère, qui va de la mer Noire au Turkestan, de la Perse à la région de la Volga. Elle est aussi le siège d'une des plus importantes organisations de raffinerie du monde; elle se relie à Batoum par une conduite longue de 560 milles anglais, *soit environ* 900 *kilomètres.* Cette conduite, sur laquelle ont été disposées dix-neuf pompes, débite 8 millions de tonnes par an. D'autre part, de grands vapeurs à réservoirs, de 5.000 à 6.000 tonnes l'un, s'en vont à travers la mer Caspienne jusqu'à 50 milles en avant du port d'Astrakhan où des chalands viennent chercher l'huile. Ces chalands remontent jusqu'à Perm, par la Kama; ils approvisionnent les dépôts pour la Sibérie. Ils représentent presque la moitié du trafic sur la Volga. Ainsi Bakou la Riche joue le rôle d'un centre formidable de répartition, non seulement pour le Caucase, mais pour la Perse, le Turkestan et la Sibérie.

On a dit du pétrole qu'il avait gagné la guerre. Il ne sera pas moins essentiel pour la réorganisation économique du monde. Le gouvernement britannique l'a

compris; il a conçu et il poursuit avec ténacité une politique nationale du pétrole. Le gouvernement des Etats-Unis ne s'est pas désintéressé davantage du problème; à chaque instant on a vu l'action politique, l'action diplomatique appuyer les formidables intérêts engagés dans ces affaires. Intérêts non seulement des trusts, mais des peuples eux-mêmes.

Je le dis une fois de plus : Et nous, qu'attendons-nous? Quels sont les intérêts assez puissants pour nous maintenir à l'état de colonie économique?

Les transports

De toute évidence, la question du pétrole en commande plusieurs autres : développement de l'industrie automobile; développement de l'aviation, commerciale ou militaire; chemins de fer. Sur la question des transports, nous ne pouvons ici donner que des indications sommaires. A la fin de l'année 1917, la Russie déclarait environ 75.000 kilomètres de voies ferrées, 25.000 locomotives, 650.000 wagons de marchandises. En juin 1922, elle ne possédait plus que 63.000 kilomètres de voies ferrées, 23.000 locomotives, 400.000 wagons de marchandises. La plus grande partie de ce matériel n'avait plus aucune valeur. Les usines destinées à approvisionner les chemins de fer ne suffisaient plus, avant la guerre. C'est

dire qu'aujourd'hui la production et même la réparation sont peu importantes par rapport aux besoins. Les fabriques elles-mêmes auraient bien besoin d'être réparées!

Il y a quelques mois, l'état des chemins de fer russes étaient encore, au dire des spécialistes, vraiment tragique; la production de rails avait complètement cessé; on manquait de traverses malgré l'appel adressé à l'entreprise privée. Aussi les plaintes furent-elles nombreuses.

Cependant, l'Etat russe confiait la réorganisation des chemins de fer à Dzerjinski, au même homme que nous avons déjà rencontré à la tête de la Tcheka et du G. P. U. Ce commissaire n'est pas bon enfant. Il lance un appel énergique aux travailleurs du rail et nomme en même temps un comité d'enquête, avec des pouvoirs très étendus. Il prend des sanctions rigoureuses contre les abus qu'il découvre. Sacrifiant les voies secondaires, il s'attache à rétablir les voies essentielles. Je dois dire que j'ai voyagé dans des conditions sensiblement normales entre Sebej et Moscou, Moscou et Petrograd ou Nijni-Novgorod, Moscou et Minsk. Le progrès est continu. Mais, sans nul doute, la reconstitution complète des chemins de fer russes exigera de longs délais et des capitaux énormes. A son tour, elle se lie au rétablissement général de la prospérité. Ainsi, dans l'édifice à reconstruire, toutes les parties sont solidaires. Une fois encore, le main-

tien de la nouvelle politique apparaît indispensable pour tirer le pays du chaos. Et nous voyons se dresser les lignes essentielles de la grande architecture économique dont la Russie a besoin.

Tous les résultats de notre enquête concordent. Nous arrivons toujours à la même conclusion.

CHAPITRE XVII

LES FORCES DE L'AVENIR. — LA TERRE RUSSE.

La richesse par excellence, c'est le sol. Une des résolutions du IX[e] congrès panrusse des soviets l'a nettement déclaré : « L'économie rurale constitue pour nous la branche essentielle et la plus importante. Sans son progrès, on ne peut concevoir ni rétablissement de l'industrie, ni accroissement de la fortune publique, ni affermissement à l'intérieur ou au dehors du pouvoir ouvrier et paysan. Le progrès de l'économie rurale doit donc être, non en paroles, mais en fait, le premier article de tout notre programme économique. » C'est l'agriculture, durement

atteinte par la guerre et le blocus, que les Soviets doivent, avant toute autre œuvre, relever pour subvenir aux exigences de la consommation intérieure qui ne cesse d'augmenter, aux besoins de l'industrie qui réclame des matières premières, aux intérêts de l'exportation, qui fournira les ressources nécessaires à l'importation des machines et objets fabriqués.

Les quatre cinquièmes des habitants de la Russie vivent de la terre. Avant la guerre, on calculait que ses sols arables représentaient deux fois la superficie de la France. Si, dans l'extrême nord, aux abords de l'Océan glacial, la zone de la Toundra ne produit guère que des lichens et des mousses, sur une glèbe presque constamment gelée; si, plus au sud, et jusqu'à Petrograd ou Kazan, l'immense forêt, que domine le bouleau avec son écorce à feuillets nacrés, ses grêles rameaux, demeure la grande ressource, comme elle fut, au cours des âges, l'abri tutélaire du paysan; si le village est né dans la clairière, la Russie possède aussi, par un heureux privilège de la nature, cette incomparable région de la Terre noire, du Tchernoziom, steppe au sol sablonneux mêlé d'argile qu'enrichit depuis des siècles et des siècles la mort lente des herbes, véritable jardin qu'émaillaient jadis les floraisons les plus variées, la renoncule nacarat, la clématite crépue bordée de velours, le lis safrané : ce jardin, aujourd'hui, est devenu l'un des plus beaux champs de blé du monde.

Les premiers nomades qui tissèrent un tapis ne firent, nous dit-on, qu'imiter la variété même de la prairie en fleurs; aujourd'hui, les moissons ont tout envahi. Les régions de l'extrême sud n'ont pas la même fécondité; la steppe au long de la mer Noire ne porte guère que des graminées. Les abords de la mer Caspienne, s'ils renferment les richesses que nous avons décrites, ne soutiennent qu'une vie végétale infiniment réduite. C'est le pays blanc, hérissé de sel et d'une herbe comme métallique; on n'y aperçoit plus que les feuilles larges et palmées de la rhubarbe ou les grappes rosées du tamaris. Nous ne nous étonnerons pas d'y rencontrer la famine. Mais le pays noir, la vaste bande qui enveloppe Kief et Samara, c'est, pour peu que la saison s'y prête, une splendeur.

La production des céréales

Chacune des grandes cultures a sa zone de prédilection : le blé dans le Tchernoziom; le seigle, avec quoi l'on fabrique la vodka, dans la clairière de l'antique forêt; l'avoine, dans le centre et le nord-est; l'orge, dans le sud; le maïs, au voisinage de la Bessarabie; la betterave, en Podolie; le chanvre, à l'est du Dnieper; le lin, entre la mer Baltique et Moscou.

Avant la guerre, la production russe en céréales s'élevait à 738 millions de quintaux dont 114 étaient exportés à l'étranger (26 0/0 en Allemagne, 22 0/0 en Hollande, 17 0/0 en Angleterre, 8 0/0 en Italie, 6 0/0 en France, etc.). En 1921, la récolte donna seulement, pour l'ensemble de la fédération, y compris l'Ukraine, la Sibérie et le Turkestan, 344 millions de quintaux. Ainsi la production totale de céréales diminua de plus de moitié. La surface ensemencée a été réduite; le rendement a baissé. Pour les six principales céréales, il n'est plus, entre 1915 et 1919, que de *six* quintaux à l'hectare.

Mais c'est peut-être l'élevage qui subit le plus durement la conséquence de la guerre. Il y a dix ans, la Russie passait pour posséder le tiers des chevaux du monde, avec toutes les races. Elle avait des ressources considérables en bêtes à cornes; les Allemands s'étaient fait une spécialité (qu'ils cherchent à reprendre) de l'élevage du mouton dans les steppes du sud. Cependant, pour l'année 1921, la Russie dénombre encore 23 millions de chevaux, 35 millions de bêtes à cornes, 44 millions d'ovins, 13 millions de porcins.

En ce qui concerne le matériel agricole, le gouvernement estime que la diminution est au moins de 75 0/0 et que les besoins actuels du pays dépassent d'environ cinq fois les importations annuelles d'avant-guerre. Pour les cultures spéciales, la restriction appa-

raît encore plus forte que pour les cultures générales. Le paysan n'avait plus intérêt à produire ce qu'il ne pouvait pas exporter. La surface ensemencée en lin et en chanvre a diminué de 80 à 90 0/0, de même que les plantations de trèfle, dont la graine était jadis un produit d'exportation.



Ainsi l'agriculture russe se trouve en pleine crise et cette crise a eu sa répercussion sur l'ensemble du marché européen. Le déficit résultant de la suppression des exportations russes a certainement contribué au renchérissement de la vie en Europe. Il n'a pas pu être couvert par l'augmentation de la production dans les autres pays exportateurs comme les Etats-Unis, l'Argentine et le Canada. Des calculs, qu'il est inutile de reproduire ici, démontrent qu'entre 1916 et 1920, par rapport à la période 1909-1913, compte tenu des augmentations susdites, le déficit n'a pas été inférieur à dix millions de tonnes.

Rassemblons, en effet, les chiffres produits par l'*Institut international d'agriculture* pour les cinq principales céréales (froment, seigle, orge, avoine et maïs). Nous pouvons considérer que l'augmentation de la production en Australie est annulée par la di-

minution de production en Roumanie et aux Indes néerlandaises. Nous obtenons le tableau suivant :

	Récolte moyenne globale 1909-13	Récolte moyenne globale 1916-20	Diminution ou augmentation
	—	—	—
	En milliers de tonnes		
A. — Pays exportateurs :			
Etats-Unis.	108.749	120.936	+12.187
Canada.	12.267	14.668	+ 2.401
Argentine.	9.722	10.609	+ 887
Augmentation totale de.			15.475
B. — Pays d'importation :			
Angleterre.	6.050	6.806	+ 756
Italie.	8.430	7.303	— 1.127
France.	16.662	10.411	— 6.251
Allemagne.	27.385	16.349	—11.036
Importation de Russie (y compris la Hollande.	8.200	»	— 8.200

Déficit total : 25.475 — 15.475 = 10.383

Le déficit correspond bien à DIX MILLIONS DE TONNES.

Le rétablissement de l'agriculture en Russie est donc indispensable à l'abaissement du prix de la vie en Europe et spécialement en France, tant que notre production ne sera pas égale à notre consom-

mation. Il n'est pas moins indispensable à l'amélioration de nos finances, par suite du coût exagéré de nos achats dans les pays à change élevé. Notre programme économique doit être, tant que nous ne pourrons pas nous suffire, d'*acheter à l'Est.*

Pour relever l'agriculture

Nous avons, par suite, intérêt à connaître et à encourager les efforts que le gouvernement russe pourra tenter pour le relèvement de son agriculture (amendement des sols, sélection des semences, importation de matériel et d'engrais, reconstitution du cheptel, régénération des cultures spéciales, emploi des tracteurs et de l'électricité, exploitation des forêts). Une fois de plus, l'Etat russe fait appel au capital étranger. Il aurait besoin d'entreprendre des travaux d'irrigation dans les régions sèches. Pour lutter contre la densité de peuplement des provinces centrales, il prévoit l'organisation d'une vaste colonisation en Sibérie. Il voudrait dessécher les marais, défricher. Il offre de concéder des domaines nationaux, comme il a déjà procédé avec une maison allemande pour l'exploitation au moyen de tracteurs de 55.000 hectares dans le sud de la Russie. Nous avons fait allusion à ce contrat. Il a été passé pour une durée de vingt-quatre ans, moyennant un loyer en nature fixé à vingt pour cent du revenu brut et le paiement

des impôts. L'exportation sera libre, mais le gouvernement se réserve un droit de préemption au prix du marché mondial.

L'agriculture russe a besoin de semences sélectionnées, de machines et d'instruments, de produits chimiques pour combattre les parasites, de médicaments contre les épizooties. J'ai exposé déjà le plan d'importation de M. Krassin. Il a bien voulu faire établir et me remettre toute une série de programmes, dressés avec beaucoup de détail, pour l'approvisionnement de certaines régions : région du lin, dans le territoire de Volokalamsk, d'après les travaux du spécialiste Tchaïanov; élevage dans le district de Tchembarsk. Je tiens ces études types à la disposition de ceux qu'elles pourraient intéresser.

De plus, le commissariat de l'Agriculture crée des champs d'expériences, des stations pour la sélection des semences; des Instituts pour l'amélioration des graines fourragères et potagères : on sait l'importance que la culture des graines de trèfle avait prise dans le gouvernement de Perm. Pour toutes ces opérations, la coopérative paysanne forme un intéressant intermédiaire. En ce qui concerne les machines et instruments, un programme de fabriques a été dressé. Le gouvernement affirme que les capitaux investis dans ces entreprises « pourraient être récupérés plusieurs fois par année »; il se préoccupe, d'autre part, d'organiser l'extraction de la tourbe et

la fabrication de superphosphates. Ici, comme ailleurs, la nécessité de la reconstitution du capital apparaît et s'impose.

Le rétablissement de l'élevage

De même, les haras réclament 20.000 reproducteurs de sang et environ 100.000 demi-sang. Pour les bêtes à cornes, le programme comporte l'introduction de 30.000 animaux de race. On réorganise l'élevage des bêtes à laine dans le sud de la Sibérie.

L'intérêt que porte le gouvernement à ces œuvres essentielles est sans doute la raison qui l'a conduit à autoriser la réouverture des champs de courses. A Moscou, plusieurs fois chaque semaine, il y a foule sur les hippodromes, sur les deux hippodromes, car il y en a un pour les courses au trot et un pour les courses au galop. Le formidable bâtiment par lequel on accède contient à la fois les tribunes, les trois grandes salles de pari mutuel, dont chacune offre aux joueurs plus de vingt guichets, un restaurant, une vaste cuisine. Suivant les étages, les places de tribunes sont de prix différents. L'installation peut recevoir dix mille spectateurs assis. Une centaine au moins d'*izvoztchiks* stationnent devant la porte principale, sans compter les automobiles, les camions aménagés pour les transports en commun. Une foule considéra-

ble de Russes en casquette et en blouse ou en veste de cuir, selon la mode du jour, envahit les tribunes, s'entasse dans les loges, monte et descend les escaliers.

On joue beaucoup; je m'amuse d'un paysan caucasien, la poitrine barrée de ses porte-cartouches d'argent qui, le binocle sur le nez, pointe son programme. Il y a même un pesage, devant l'ancienne loge impériale, aujourd'hui réservée aux commissaires du peuple. Un vieux sportsman attire mes regards; sa chemise est éraillée; son pardessus râpé et fripé; il a reconstitué cependant, à force d'art et de ficelles, un costume qui fut jadis élégant. Une reine-marguerite fleurit sa pauvre boutonnière élimée. Il est touchant de bonhomie naïve; on devine ses privations, ses longues, ses pitoyables misères. Il nous entend parler français; il s'approche de nous; il a besoin de nous faire quelques confidences. Il regarde avec mélancolie les beaux pur sang russes, les demi-sang américains qui se disputent les épreuves; puis, il tourne ses bons gros yeux bleus vers la ligne de bouleaux jaunis qui ferme les champs de courses et la barre d'argent qui s'étire à l'horizon. Avec des larmes, il nous parle de Paris, de Longchamp, de Chantilly. Lui aussi, il adore la France; mais il ne peut plus voyager, il a tout perdu. Ceux-là seuls ont pu sauver leur bien, nous dit-il, qui étaient « de la boutique ». Ainsi a fait Broussilof, qui dirige aujourd'hui la remonte. Je

prends congé de cette détresse ; je rentre dans la foule. Décidément, il est impossible de parler français sans provoquer une petite manifestation. Un gros homme, un marchand, s'approche de moi, me demande pourquoi nous ne voulons pas vendre à la Russie des marchandises françaises. Il a été employé chez un photographe de la rue Royale ; il a eu l'un de ses frères dans la bataille de Verdun ; il ne veut pas acheter de produits allemands. Cependant, les nouveaux riches courent aux guichets, heurtant du coude les nouveaux pauvres. Quand les courses sont finies, au crépuscule, les paisibles *izvoztchiks*, gagnés par la contagion du sport, enlèvent au grand trot les parieurs heureux.

Les forêts

Le gouvernement russe travaille aussi à rétablir les cultures spéciales (lin, chanvre, vigne). Il se préoccupe du problème de la soie. Il cherche enfin à reconstituer l'enseignement agricole et l'enseignement forestier.

J'ai voulu visiter l'école, jadis célèbre, de Petrovski. Bien qu'elle reçoive encore, m'a-t-on dit, trois mille étudiants, hommes et femmes, je l'ai trouvée bien délabrée. Elle conserve ses laboratoires, où se pratique l'analyse des terres : terres du Tchernoziom, terres blanches de l'Asie centrale, riches en

phosphore et fécondes dès qu'on les arrose; terres salées du Turkestan, où croît la triste salicorne aux rameaux noués. Elle a toujours sa section spéciale pour le lin. Les études étaient gratuites au temps du communisme; on a rétabli le prix de pension. Le seul résultat que la Révolution ait provoqué a été d'augmenter le nombre des femmes.

Le jardin, dont on m'avait fait l'éloge, souffre d'un long abandon. C'est à peine s'il y fleurit encore quelques haies de cette clématite vulgaire que l'on appelle, dans certaines de nos provinces, l'herbe aux gueux. La passe-rose égaie un peu les buissons dévastés. Des massifs de rhododendrons du Caucase, à la feuille luisante, égrènent sur les allées négligées leurs corymbes défleuris. Une odeur de passé, presque de mort, se lève de ce champ qu'envahissent les tiges glabres du lin. Il ne reste plus rien ici de beau que les arbres. Aucune catastrophe, aucun drame, fût-ce le plus sanglant, ne saurait émouvoir le calme de la forêt russe, de cette forêt où la meurtrissure de l'homme apparaît à peine, qui dresse dans le nord l'armée serrée de ses mélèzes et qui, dans la petite ou la grande Russie, mêle le chêne au hêtre, le charme au peuplier. Nous sommes ici dans la région des tilleuls; leurs feuilles, en forme de cœur, jonchent déjà par masses les avenues. Je parcours le parc immense et magnifique où sont présentées toutes les richesses forestières de la Russie. Au-dessus de

nos têtes, à grande hauteur, des troupes d'oies sauvages voyagent vers l'Egypte; elles volent, suivant deux longues lignes qui forment un angle aigu. Les mâles conduisent en se tenant au sommet de l'angle; lorsqu'ils sont las, ils reviennent se placer à l'extrémité d'une ligne. Invariable, tandis que les hommes se livrent à leurs expériences ou à leurs folies, l'instinct de l'animal obéit à sa loi.

Pour qui aime les arbres, cette promenade est une fête. Voici les pommiers sauvages de Sakhaline au fruit acerbe; le sapin rouge avec sa pyramide de branches au sommet, nu jusqu'au tiers de sa hauteur; l'érable au bois compact; le thuya du Canada, que l'on cherche à développer en Russie pour sa résistance aux maladies et son incorruptibilité; les genévriers aux feuilles toujours vertes; toutes les variétés du pin. Les feuilles dorées du tilleul continuent à tomber sur l'allée boueuse qui sera couverte de neige dans un mois. Sur le ciel fleur de lin un rideau de nuages lilas glisse doucement. Des buées déjà ceignent d'écharpes le lac couleur d'étain. Un jeune ingénieur agronome m'accompagne. Il est assez mélancolique. L'école, elle aussi, a beaucoup souffert; elle est troublée par des divisions d'opinions. On vient d'exiler quatre élèves et deux professeurs. Les passions se heurtent comme à l'époque où, dans cette grotte que me montre mon guide, un étudiant de la maison fut tué par ses camarades.

Cependant, malgré tant de douleurs d'hier et d'aujourd'hui, mon compagnon ne doute pas de la renaissance de la Russie. Elle reconstituera peu à peu son industrie forestière, si le capital étranger l'y aide (air connu!). La tâche sera longue. Cette industrie a perdu sa place sur les marchés étrangers; elle est privée des ports baltiques; il faut désormais faire converger tout l'effort vers Petrograd, et, pour cela, améliorer les transports. Il faut lutter contre les Scandinaves et les Finlandais. On y parviendra à force de conscience et de scrupule, en veillant surtout à l'excellente qualité des produits exportés, en ouvrant des débouchés au sud, vers le Turkestan, la Perse, la Turquie, en faisant renaître l'industrie du bâtiment. « D'ailleurs, conclut mon guide, c'est tout l'ensemble de l'agriculture russe qui se relèvera peu à peu. Toute la question est de savoir avec quelle rapidité s'accomplira cette renaissance, dans quelle mesure on nous soutiendra. »

Mon jeune ingénieur a raison. Le relèvement de l'agriculture de la Russie, c'est, évidemment, pour ce pays, le premier des problèmes nationaux.

Mais c'est aussi un problème européen.

CHAPITRE XVIII

LE PROBLÈME DE LA FAMINE

Dans cet ensemble, une question plus précise se pose, qui tourmente encore la conscience des peuples civilisés : c'est la question de la famine. Le monde entier s'est ému au récit des atrocités engendrées par la disette dans certaines parties du Sud Russe; on a parlé de cannibalisme, de médecins mangés par leurs malades, d'enfants tués par leurs mères. Sur un tel sujet, que peuvent penser de braves gens sensibles au devoir humain, mais désirant ne pas être dupes? Le fléau a-t-il disparu?

La famine vaincue

Le 14 septembre dernier, Kalinin signait au Kremlin une déclaration qui résumait la situation telle que le gouvernement russe la présente. Pendant l'été de 1921, expliquait ce document, la sécheresse anéantissait presque toute la récolte dans une zone immense comprenant les régions de la Volga, de l'Oural, du Caucase, de la Crimée, de l'Ukraine, correspondant à une population de 38 millions d'habitants, soit, environ, trente pour cent de la Russie soviétique. A la fin de l'hiver et au début du printemps de 1922, 22 millions d'habitants se trouvaient encore atteints ou menacés. Un nouveau front s'était créé : le front de la famine, contre lequel toutes les ressources de l'Etat furent mobilisées. Le gouvernement envoya des quantités considérables de grains pour les semailles d'hiver ou de printemps et de pommes de terre. Les affamés étaient ravitaillés dans la mesure du possible en même temps que l'on entreprenait des travaux d'utilité publique pour les occuper. On évacuait une partie de la population vers des régions plus favorisées; les familles des soldats rouges étaient l'objet d'attentions particulières. C'est au profit des affamés, du moins en principe, que l'on

procédait à la réquisition des trésors d'églises, opération qui fournit huit trillions de roubles.

A l'étranger, des organisations se fondaient pour porter secours à la Russie malheureuse : Société américaine ARA (American Relief Administration), dirigée par le colonel Haskel; société Nansen; Association internationale ouvrière; société de la République d'Extrême-Orient ; Croix-Rouge suédoise ; Croix-Rouge allemande ; Internationale d'Amsterdam; Société des Quakers. La Croix-Rouge française envoyait à Moscou son délégué, l'aimable et actif M. Hanonnet de la Grange. L'Internationale d'Amsterdam se faisait représenter par un Français, M. Tomsen, vrai type classique de l'ouvrier de chez nous, tout ensemble généreux et clairvoyant. Ces sociétés ont fourni un effort considérable. A elle seule, l'ARA a importé en Russie plus de 480 millions de kilogs de produits alimentaires, de vêtements et de médicaments.

Le Comité français de secours aux enfants (68, avenue d'Iéna, à Paris) a consacré près de deux millions de francs à la lutte contre la famine, organisé des cantines à Saratov où près de vingt-cinq mille petits malheureux ont été secourus, ouvert d'autres foyers en Ukraine.

Grâce à cette coalition de bonnes volontés, le fléau fut dominé. « La famine a été vaincue, écrit, le 14 septembre, M. Kalinin, qui est, on se le rap-

pelle, le Président de la République Soviétique... Les régions frappées par le fléau renaissent à la vie. » Le Comité de secours aux affamés décide donc qu'il sera procédé à la liquidation des organisations d'assistance. « Avec la nouvelle récolte, ajoute la déclaration, disparaissent les pénibles manifestations de la faim. Cependant, la famine a laissé des blessures béantes dans la région où a sévi le fléau. Les suites de la famine demeurent visibles; il va falloir les liquider. Il va falloir reconstituer les installations détruites, secourir les réfugiés, les indigents, les invalides, les orphelins, développer les ensemencements. Le Comité dissout à partir du 15 octobre l'organisation de secours aux affamés, mais il crée une commission de lutte contre les suites de la famine. »

Les suites de la famine.

On saisit la nuance. Il n'y a plus, affirme le gouvernement russe à la date du 15 septembre, de famine proprement dite; il y a seulement une désorganisation causée par le désastre. Ce n'est plus la maladie; c'est la convalescence. La déclaration optimiste de Kalinin se fondait sur les assurances données à la fin de juillet par le commissaire au Ravitaillement Brioukhanov évaluant la récolte à 43 millions de tonnes

(contre 64 millions de tonnes en 1913). Le résultat obtenu semblait suffisant pour assurer à chaque Russe, réserve faite des ensemencements, une consommation de 320 à 350 kilos (600 kilos dans certaines régions). « Les gouvernements de la Volga, affirmait Brioukhanov dans les *Izvestia* du 21 juillet, se tireront d'affaire eux-mêmes. Seules, quelques régions auront besoin de secours. Certaines contrées pourront même exporter. »

Cependant, des protestations se sont élevées contre cet optimisme et l'accord ne s'est pas établi, même entre les autorités russes, sur le sujet. M. Ossinski, commissaire adjoint au Ravitaillement, signale qu'au milieu de l'été la moisson a été compromise par des parasites et il s'élève contre toute idée d'exportation. Les battages dans la région de la Volga ou du Caucase auraient donné un grain léger. Il y a eu des invasions de sauterelles dans le gouvernement de Briansk et même près de Moscou. Avec beaucoup de bon sens, Ossinski rappelle qu'un pays n'est vraiment armé contre la disette que le jour où il a pu reconstituer au moins un petit stock. L'exportation ne peut être, tout au plus, qu'une manifestation de puissance qu'il convient de limiter au minimum. D'ailleurs, la Russie épuisée ne produit encore qu'un grain assez malpropre; la culture doit être relevée non seulement en quantité, mais en qualité. Développez donc, conclut Ossinski, la circulation inté-

rieure. Faites en sorte que vos opérations fiscales sur le blé ne gênent pas les opérations productrices, comme il advint jusqu'à ce jour. Accroissez les surfaces ensemencées; exigez des labours profonds avec destruction des chaumes; organisez la lutte contre les insectes nuisibles. Préparez la moisson de 1923.

Les organisations de secours

Dans ce débat, les organisations étrangères de secours vont jouer le rôle d'arbitres. Ce sont elles, maintenant, qu'il nous faut consulter. Je vais interroger, à la mission Nansen, ces hommes admirables que sont MM. Gorvin et Gorter.

Je résume leurs réponses. — Les organisations Nansen ont travaillé surtout dans les régions de Saratov et de Samara. Saratov, en temps ordinaire, représentait un centre très actif d'échanges entre Moscou et Astrakhan; la ville est célèbre pour sa foire de chevaux, pour son commerce de blés et de farines, pour ses cultures maraîchères; le sol de son territoire passait pour très fertile, surtout au nord-ouest; ainsi que Samara, elle appartient à la zone de la Terre noire. Ici, la situation s'améliore grandement. Mais, pour l'Ukraine, le président de la Croix-Rouge est venu récemment à Moscou signaler à M. Gorvin qu'il avait encore un million environ de personnes condamnées à

mourir de faim si des secours n'étaient pas envoyés.

Le 13 septembre, le docteur Haigh, après une enquête détaillée dans la région de Nikolaïev, au nord de la mer Noire, affirmait que la famine subsiste. La famine et aussi le typhus. Après ces terribles années de Révolution et de guerre, on a vu, pour la honte de l'Europe, se reformer un foyer considérable de cette vieille maladie que les armées du XVe siècle traînaient jadis avec elles. Le grand agent de dissémination, c'est la misère sous les traits du vagabond qui chemine, allant d'hôpital en prison, d'asile en asile; le virus se transmet par l'immonde *pediculus*, du vêtement ou de la tête, ce qui fait que, dans la Russie actuelle, tant de femmes, pour se préserver, portent les cheveux courts. L'Ukraine du sud est redevenue une terre d'endémie, comme au temps où nos soldats, devant Sébastopol, furent décimés. D'après le docteur Haigh, rien ne serait plus grave que d'interrompre la lutte. La région de Kherson manque non seulement de secours médicaux, mais de vivres. « J'estime, dit le télégramme envoyé le 13 septembre à Genève par le représentant du docteur Nansen, qu'il y aura, vers la mi-novembre, environ deux millions d'affamés. » De même, les vêtements manquent. Les médecins russes paraissent eux-mêmes se débattre contre une grande détresse.

Au dire de certains témoins, la situation de la Crimée demeurerait assez tragique. Il semble donc que

M. Litvinov, à La Haye, se soit montré prématurément optimiste. Il serait fâcheux, en particulier, d'interrompre l'œuvre de secours aux intellectuels, que dirige avec autorité un homme plein de cœur, M. Harold Gibson ; les petits paquets standards que M. Nansen fait envoyer de Genève aux étudiants, aux professeurs, aux écrivains, rendent les plus grands services à des malheureux; la générosité privée peut, en s'imposant quelques efforts, soulager bien des misères. Même, d'après un accord conclu le 10 décembre 1921, entre le docteur Nansen et M. Kamenev, des personnes habitant l'Europe peuvent parfaitement secourir leurs amis de Russie; il leur suffit de s'adresser au Comité international de Genève (54, rue du Rhône).

Ainsi, sur ce sujet comme sur tous les autres, il faut se tenir à égale distance entre deux exagérations. Le temps n'est plus où un délégué pouvait écrire de Tcheliabinsk (c'était en juin) : « On mange les cadavres et les gens, c'est un fait établi. On tue littéralement pour un morceau de pain. » *La famine a été vaincue en tant que fait massif. Il reste beaucoup de souffrances individuelles, toute une zone à reconstituer et surtout toute une région à assainir.* De la part de l'Europe, et à la veille des temps où la circulation normale va peu à peu se rétablir, il serait criminel de laisser subsister, aux abords mêmes de la mer Noire, des foyers de contagion comme ceux que connut jadis

l'Irlande, comme ceux que la guerre russo-japonaise éveilla. L'intérêt bien compris commande la solidarité internationale. Il vaut mieux faire trop que trop peu.

Partout la vie renaît

Cependant, même dans la steppe, hier encore brûlée, la vie renaît. C'est l'impression sur laquelle nous voulons terminer la partie de notre enquête qui portait sur l'examen des faits matériels. Partout, du nord au sud, de l'ouest à l'est, l'activité reprend. Les ports commencent à fonctionner. Sous une pluie de déluge, qui confondait en une même teinte grise les nuages du ciel et les eaux de la Néva, j'ai visité celui de Pétrograd, en longeant le canal Morskoï, dans la direction de Kronstadt. Assurément, le vaste havre, avec ses 97 verstes carrées de surface, demeure encore pour une large part inanimé. Les foyers éteints, les cheminées sans fumée attestent tout ce qui susbsiste de détresse industrielle. Les chantiers de construction demeurent inertes; seuls, de vieux croiseurs en démolition rappellent ce que fut la marine impériale. Cependant, de mai à octobre, il est entré 520 navires; c'est une reprise, un espoir. On répare les élévateurs et les estacades. On travaille autour des bacs où s'accumule le pétrole venu de Bakou. Les Allemands agissent ici avec un certain succès. Les Russes

tentent les premiers efforts pour exporter le bois et le lin. A côté du brise-glace *Lenine*, j'aperçois un assez beau cargo, le *Karl-Marx;* je ne pense pas qu'il soit chargé seulement de la propagande politique.

Les marchés se réinstallent. J'ai lu des articles où il était affirmé que la foire de Nijni-Novgorod n'avait rien donné. J'ai sous les yeux des statistiques; la foire a reçu plus de neuf cents maisons de commerce. Mais je suis allé observer sur place. Je ne le regrette pas. Tout d'abord, j'ai vu le plus beau des spectacles, l'un de ceux qui permettent le mieux de juger l'espace russe. Du haut de la vieille ville, de la terrasse du Kremlin, au bord de ces vastes places vallonnées qui portent de si étranges églises à toits verts, j'ai vu se déployer sur une échelle que nous ne connaissons pas dans nos pays, l'immense paysage, le confluent de l'Oka et de la Volga, la double saignée, avec, au delà, un déploiement indéfini de pâturages, des champs souverts de meules, des chapelles, les taches claires de gros villages, et, à l'horizon, sur le lointain horizon, comme pour raccorder le plateau avec le ciel tout encré de nuages, la ligne bleu sombre des forêts.

Espace immense mais non désert. Déjà, l'on fouille les tourbières pour en extraire le combustible qui permettra de distribuer à toute la région une force nouvelle. Aujourd'hui même, on inaugure la première usine. Les fabriques s'ouvrent de nouveau. Sur le

fleuve, on vient d'aménager un bateau pour la propagande, mais pour la propagande en faveur de la reconstruction. Il doit descendre tout le cours de la Volga et provoquer l'attention des riverains par l'amusant bariolage de ses peintures. Des inscriptions l'enveloppent : « Plus tu pêcheras de poisson et moins nous abattrons de bétail. — La Volga doit être la nourrice de toute la Russie. — Reconstruis, reconstruis. » Décidément, la Révolution est terminée.

On répare. La Foire avait été détruite par la plus sauvage des émeutes; en quarante jours, six mille boutiques ont été refaites et l'on continuera. Officiellement, la réunion est terminée lorsque je passe. Je vois encore les traces d'une activité toute récente. Je visite les magasins des coopératives où figurent toutes les industries du bois. C'est là que l'on vend les arceaux qui servent aux attelages russes, la célèbre *douga*. Les jolies petites baignoires de bois pour les bébés! Quels jouets amusants! Jadis, il fallait acheter en Allemagne les chaînes de verre qui scintilleront autour de l'arbre de Noël. Aujourd'hui, la Russie les fabrique elle-même. Voici les beaux skis en bois de tilleul. Mais l'Oural a envoyé aussi sa métallurgie, ses appareils électriques. Il y a des magasins spéciaux pour la *makorka*, tabac favori des gardes rouges. Les Américains ont amené des machines agricoles. Les usines de Toula, qui travaillaient hier pour la guerre, produisent aujourd'hui des articles de ménage.

Et l'Orient aussi est revenu. Que sont ces citoyens, ou, pour mieux dire, ces camarades, qui arborent l'étoile soviétique unie au croissant musulman (ce qui, en style hiéroglyphique, signifierait la nuit) ? Ce sont des gens de Boukharie. Tour à tour conquis par les Empires les plus variés, ayant passé de main en main depuis Alexandre, successivement rattachés aux Turcs, aux Chinois, aux Arabes, aux Mongols, aux Russes, ils possèdent à fond la technique des changements de régime; c'est même leur plus forte tradition nationale. Sous l'étoile des Soviets comme sous le drapeau des tsars, ils débitent leur chanvre, leur safran et leur millet. Nijni reprend son rôle de carrefour.

Ainsi, peu à peu, les foyers d'activité se rallument. Ce n'est plus la maladie; c'est déjà la convalescence. La Révolution se termine. La République russe commence; elle se met partout au travail.

CHAPITRE XIX

LES FORCES MORALES : L'INSTRUCTION ET LA CULTURE

Il nous reste à étudier sommairement les forces morales, à chercher ce que la Révolution russe a tenté, jusqu'à présent, pour mettre en valeur l'être humain, qu'elle a prétendu libérer. Disons-le, une fois encore : cette libération, pour nous, ne sera réelle que le jour où le nouveau régime aura reconnu au peuple russe ce bienfait qu'il lui refuse, le droit de penser librement. Aucun sophisme ne saurait prévaloir contre une restriction inadmissible. M. Maxime Gorki, dévoué à la cause de la Révolution russe, persuadé qu'elle a donné l'essor à de nombreux éléments créateurs, qu'elle a développé la puissance de

l'individu, « cette source intarissable d'où toute valeur spirituelle découle », reproche à ses camarades, comme leur plus grande faute, d'avoir mal apprécié l'importance du travail libre des intelligences. « Si les Soviets, écrivait-il naguère pour le *Manchester Guardian*, avaient recouru aux services des hommes de science et des experts techniques, la débâcle de l'industrie russe n'aurait pas été aussi formidable qu'aujourd'hui. » La contradiction est évidente entre les programmes que le gouvernement a conçus pour le développement de l'instruction et le maintien d'un dogme officiel hors duquel il n'y a point de salut.

Voyons d'abord ce qu'est le programme. Nous observerons ensuite quelques faits.

Le plan Lounatcharski.

Dans son modeste cabinet de travail du Kremlin, plus nu qu'une cellule de moine, M. Lounatcharski, grand maître de l'université soviétique, veut bien m'expliquer, avec une précision toute française, l'état actuel de l'enseignement et de la culture dans la Russie nouvelle. Pendant que nous conversons, en amis heureux de se retrouver, son jeune fils, — « un vrai Parigot », me dit-il, — vient se jeter dans ses bras avec une effusion touchante. M. Lounatcharski,

on va le voir, ne me cachera ni ses ambitions, ni ses embarras. J'aime cette rude franchise.

« Nous avons, me dit-il, voulu réaliser deux idées nouvelles; vous avez, vous-même, soutenu la première à la Chambre. D'abord, nous avons créé l'école unique, c'est-à-dire que nous ne faisons plus de distinction entre le primaire et le secondaire; ou, plutôt, nous avons supprimé le secondaire, le considérant comme un enseignement de classe. Tous nos enfants doivent passer par l'école élémentaire, dont la durée est de quatre ans; les meilleurs, recrutés selon le mérite, dans la proportion de 1 sur 6, suivront ensuite le second cycle pendant cinq ans. Après ces neuf années d'études, ils parviendront à l'université. C'est la voie normale.

« Mais, pour nous conformer à notre programme prolétarien, nous avons voulu conduire directement les ouvriers à l'enseignement supérieur. Pour arriver à ce résultat, nous faisons un choix dans les usines parmi des sujets de 18 à 30 ans; nous logeons ces grands élèves et nous les nourrissons. Chaque Université possède sa faculté ouvrière; nous en avons 57. Déjà 30.000 étudiants ont suivi cet enseignement qui leur permet de devenir ingénieurs ou médecins. Nous voulons arriver à en recruter 8.000 par an, maintenir pendant trois années ces hommes à la faculté ouvrière, puis les envoyer à l'Université elle-même. Nos pro-

fesseurs, je vous l'affirme, se déclarent très contents de ce nouveau recrutement. »

Je dois reconnaître que cet optimisme est justifié. Un enquêteur allemand a visité les facultés ouvrières. Il a constaté, — fait curieux, — que ces étudiants se montraient hostiles à la fois au dilettantisme et au dogmatisme; on peut espérer que le contact avec la science pure fera surgir en eux peu à peu l'esprit critique, indispensable à la vie d'un grand peuple, actuellement invisible en Russie. J'ai trouvé là une idée que je cultiverai.

« Nos écoles, poursuit le Commissaire, sont mixtes. Au début, cette coexistence des deux sexes a beaucoup effrayé les maîtres et provoqué des incidents. Nous avons eu quelques romans fâcheux. Aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre. Si l'on habitue les enfants des deux sexes à vivre ensemble dès l'enfance, il n'y a plus d'inconvénient à redouter lorsqu'ils sont adolescents. Je parle pour nos populations.

« Mixte, notre école est aussi laïque. Elle ne connaît aucune religion. La discipline elle-même a été changée; nous voulons que les enfants soient élevés dans une atmosphère d'amour.

« Voilà pour l'ensemble. Mais nous avons tenté aussi quelques créations d'un ordre plus spécial. La première est l'Université créée pour former des fonc-

tionnaires avec les jeunes gens qui nous sont signalés par les soviets de province; les cours durent un an ou trois ans.

« D'autre part, nous avons créé l'Université des peuples d'Orient qui aura, selon nous, une énorme influence politique. Elle a reçu déjà un millier de jeunes gens venus de l'Inde, de la Chine, du Japon, de la Perse. Nous préparons nos missionnaires. Ils deviennent (je cite les propres expressions de M. Lounatcharski) très fanatiques et se pénètrent du marxisme avec une ardeur terrifiante. Ce sont nos apôtres. L'enseignement que nous leur donnons comprend l'histoire, la sociologie, l'économie politique. La grande difficulté pour nous, c'est leur méconnaissance de notre langue, lorsqu'ils nous arrivent. Nous devons d'abord leur apprendre le russe. Mais ils ont beaucoup d'énergie, de vie et de foi; ils représentent une grande force. Chacun de nous, s'il le peut, chacun des propagandistes contribue à leur formation. Moi-même, j'enseigne dans cette Université. Pendant la guerre, j'ai passé la moitié de mon temps sur le front, pour les besoins de l'action morale. Je continue mon œuvre ici. »

J'ai déjà expliqué mes réserves sur les dangers de cette œuvre qui, sous couleur d'internationalisme, fera très certainement revivre les nationalismes asiatiques et se retournera peut-être contre la Russie. Pourquoi,

certain jour, le Turkestan ne se déclarerait-il pas indépendant, comme l'Afghanistan? Mais M. Lounatcharski n'envisage encore l'œuvre que sous sa forme idéale, en tant qu'instrument de culture. Le reste, c'est l'avenir qui le découvrira.

« Nous avons même, poursuit-il, une Université des peuples d'Occident pour les émigrés des pays limitrophes : Finlande, Lithuanie, Pologne, qui ne veulent ou ne peuvent rentrer dans leur pays. A peu près partout, nous avons supprimé les langues anciennes; nous n'avons laissé subsister, en de certaines écoles, qu'un peu de latin facultatif.

« Tel a été, tel est encore notre programme. Mais, je ne vous le cache pas, nous avons éprouvé beaucoup de déceptions. Nous avons encore beaucoup de difficultés pour former, même dans nos instituts pédagogiques à préparation rapide, les instituteurs dont nous avons besoin. La Révolution a trop attendu pour organiser l'enseignement et nous sommes aujourd'hui en pleine crise. Nous ne recevons dans nos écoles primaires que soixante pour cent de nos enfants. C'est plus que dans la Russie tsariste. Mais ce n'est pas assez. Je ne sais pas même si nous pourrons conserver nos écoles actuelles. Nous craignons une débâcle (*je cite toujours exactement*) pour les écoles primaires; nous allons en remettre la gestion aux autorités locales. Nous manquons d'argent. Le

budget de l'instruction, pour 1922, demeure inférieur au budget tsariste. Rykov disait encore, ces jours derniers, qu'il fallait, avant tout, sauver l'industrie lourde et les transports, base essentielle de la réorganisation de l'Etat. Nous nous heurtons à cette conception. Je voulais installer partout des écoles maternelles, avec des institutrices d'un type nouveau. Je n'ai pas même un crayon par enfant. Les livres nous manquent.

« C'était aussi, de notre part, une utopie de promettre l'entretien gratuit de tous les élèves. Aucun Etat ne pourrait, en vérité, suffire à cette tâche. Nous avons conservé à notre charge 700.000 petits que la famine nous a légués. L'organisation ARA a réalisé une très grande œuvre; elle a servi jusqu'à 10 millions de portions par jour. Malgré cet admirable concours, la famine, vous le voyez, nous laisse de lourdes obligations. »

La haute culture.

J'interroge aussi M. Lounatcharski sur l'état actuel de la haute culture, scientifique ou artistique.

« Pour les arts, me répondit-il, nous avons conservé le plus possible. Non seulement nous avons gardé les anciens musées d'Etat, mais nous les avons

accrus en *prenant sous notre surveillance* les trésors des palais et des églises. Ainsi, le musée de l'Ermitage a doublé son importance. Nous avons ouvert au public les collections privées. J'ai sauvé les grands théâtres et même les théâtres non révolutionnaires qui représentaient une belle tradition; j'ai lutté, quand il l'a fallu, contre mes camarades. Nous ne sommes pas des anarchistes; nous ne renions pas l'histoire.

« Le *Proletclub* ou Club de la culture prolétarienne, répandu dans toute la Russie et fort de ses 500.000 membres, généralise le goût de la peinture et de la sculpture. Nous avons, d'ailleurs, plusieurs théâtres spécialisés dans la propagande révolutionnaire. Ce sont nos anciens théâtres du front. Mais je tiens contre l'intolérance. Sous nos yeux, les futuristes et les cubistes luttent contre les classiques ou les réalistes. Je refuse de prendre parti. »

J'interroge encore :

— Avez-vous une littérature issue de la Révolution?

« — Oui. D'abord, quelques poètes prolétaires, des écrivains futuristes, avec, à leur tête, Mayakowski, très éclatant, formé sous l'influence de Verhaeren et de Whitman, mais profondément original. Nous avons aussi de jeunes prosateurs. Avant la Révolution, nos lettres déclinaient. Gorki lui-même produisait moins. Nous avons traversé une période de mort,

ne fût-ce que par le manque de papier. Les vieux écrivains nous promettaient des chefs-d'œuvre; ils ne nous ont rien donné; la littérature contre-révolutionnaire a échoué.

« La Révolution, au contraire, fit surgir des forces nouvelles. A Petrograd, en particulier, s'est formé le groupe des *Frères de Sérapion*, société d'hommes qui ont subi des mésaventures terribles : on les vit tour à tour ouvriers, fonctionnaires, souvent misérables. Ils racontent aujourd'hui leurs épreuves, et ce ne sont pas nos amis. Mais ils sont nés dans la Révolution et de la Révolution. Il luit sur eux un reflet de cette époque malheureuse et grandiose; leur langage, tout populaire, en traduit l'énergie. Ils promettent beaucoup, bien qu'ils se montrent des enfants terribles. J'ai beaucoup de peine à les protéger contre notre censure.

« En union avec eux, le plus grand des écrivains russes, Pilniak, déjà traduit en allemand, mais non en français, s'annonce comme un maître. Un Américain vient de lui acheter son droit de traduction. C'est un romancier un peu trouble, compliqué, mais de grande force.

« Au reste, en de récents articles de la *Pravda*, Trotski a très bien présenté nos écrivains actuels. Je suis d'accord avec lui, sans que nous nous soyons consultés. Nous continuons d'ailleurs à lire vos écrivains, non seulement France ou Barbusse, mais des

maîtres comme Jules Romains et Duhamel, que j'ai moi-même révélés au public.

« Pourquoi nos liens intellectuels sont-ils rompus? Pourquoi ne sommes-nous plus au courant de votre musique la plus récente? Nous voudrions pouvoir suivre la production de Ravel. Notre quatuor d'Etat est désormais, croyons-nous, un des meilleurs du monde; à chaque artiste nous avons donné un Stradivarius. Ils jouent, avec le plus grand succès, de la musique française, mais ils nous réclament vos nouveautés.

« Sur l'état de notre culture, je crois vous avoir dit l'essentiel. »

CHAPITRE XX

ÉCOLES ET ÉGLISES

Je demande à visiter des centres d'instruction populaire. On me donne aussitôt satisfaction. On me conduit tout d'abord dans une école assez pauvre en matériel et en personnel; elle s'est installée dans un palais délabré qui servit de musée prolétarien; il reste dans les couloirs d'immenses vases chinois et des statues de plâtre ; dans l'une des salles, un billard. C'est une école du second degré, avec internat; on y enseigne le russe, les mathématiques, la physique et la chimie, un peu d'allemand, un peu de français. Et c'est aussi une école mixte. Les enfants déjeunent à neuf heures, vont en classe de dix à douze, dînent à deux heures, se reposent jusqu'à quatre, prennent le thé, puis restent à l'étude de cinq à huit. Les fillettes, gracieuses d'ailleurs,

infiniment polies et douces, font elles-mêmes le ménage; au dortoir, elles n'ont guère d'autre luxe que la photographie de leurs parents et une petite rose artificielle, nouée au coin de l'oreiller, suivant une touchante coutume russe. La maison ne me semble ni tout à fait propre, ni tout à fait ordonnée; ces sortes d'écoles primaires supérieures sont encore bien loin des écoles suisses ou de nos écoles françaises. J'imagine que notre République pourrait faire beaucoup de bien en faisant profiter sa jeune sœur russe de notre expérience déjà ancienne. Les livres manquent; deux garçons lisent ensemble une biographie en russe de Victorien Sardou, cueillie dans un recueil. La jeune république est pauvre. On le voit à l'école, bien plus encore qu'à la caserne. Et cependant, c'est là que se trouve enfermé tout l'avenir de la Russie.

L'école communiste

Nous traversons plusieurs quartiers. Moscou n'est pas une ville; c'est une succession de villes, séparées l'une de l'autre par des murailles ou des boulevards. J'aime le silence de ses rues où les passants glissent, les yeux à terre, comme s'ils méditaient. Au n° 23 de la Bolchaia Polianka, on me fait entrer par des couloirs obscurs. Une porte s'ouvre. Cette fois, je n'ai pas à en douter : me voici dans l'école commu-

niste type. La salle où le maître et la maîtresse me reçoivent est décorée non seulement de l'étoile rouge, des portraits de Marx, de Darwin et de Lenine, mais de panneaux symboliques (sur l'un d'eux, un mécanicien entraîne à toute vitesse un train à l'avant duquel flotte le drapeau écarlate) et d'inscriptions. D'abord, la formule partout répétée : « Que celui qui ne travaille pas ne mange pas. » Le communisme ne l'a pas inventée, cette devise! Elle n'a rien, au reste, pour nous choquer. Mais il y en a beaucoup d'autres, de ces devises-programmes : « Vive le soleil, à bas la nuit! » « La force de la science transformera tout. » « Le travail vaincra tout. » Cet internat scolaire assemble des enfants des deux sexes, 65 garçons et filles, de 8 à 15 ans. Le programme, c'est, en complétant leur instruction (car ils reçoivent dans une autre école des leçons théoriques), de les former à la vie communiste.

Dans quelques salles, en un pêle-mêle assez naïf, sont réunis des documents de toute sorte, destinés aux leçons de choses; c'est le petit musée pédagogique dont on conseille la création dans toutes nos écoles. Mais l'ardente imagination du maître enrichit sa collection d'éléments inattendus. Dans une cage de verre, que ferme un couvercle de bois, à la portée de toutes les mains, des vipères mangent les grenouilles que l'établissement leur fournit à titre de païok... En un petit bassin d'eau trouble, d'horribles batra-

ciens de couleur rose, qu'on nomme, je crois, des axolotls, la bouche largement fendue, la langue courte, les yeux petits, guettent les mies de pain qu'on leur donnera... Des cobayes, de leurs ongles courts, grattent des épluchures dans des boîtes posées à terre. Une charmante fillette, les jambes nues, selon la mode bolcheviste, apporte entre ses bras un jeune renard à museau roux qui lui échappe et va se loger sous un meuble comme en un terrier. Il y a aussi des collections de papillons, des herbiers. On sent chez les maîtres la volonté naïve mais, au demeurant, touchante, d'embrasser et de faire embrasser à leurs élèves tout le domaine fraternel de la création, matérielle ou spirituelle, toute la pensée et toute la nature. Suis-je dans une école ou dans l'arche de Noé? Rien qui rappelle notre sens de la méthode et de la progression. Ces communistes sont des encyclopédistes, à la manière des Renaissants; mais, si l'on s'efforce, chez eux, d'apprendre la vie, on enseigne, ici aussi, un dogme rigoureux. Comme nous sommes loin de notre école laïque, respectueuse des diverses croyances!

La religion communiste se distribue ici de toute façon. Par les leçons de choses d'abord; le maître a fait fabriquer toute une série de maquettes en bois qui représentent les principes essentiels de l'Evangile communiste. On connaît le proverbe russe : « Pour un homme qui vit avec la charrue,

il y en a six qui vivent avec la cuiller. » Le jouet pédagogique représentera donc, d'un côté, un laboureur pesant sur ses mancherons, et, de l'autre côté, six personnes brandissant leur cuiller : le marchand, le pope, l'officier, la femme du monde... ou du demi-monde..., le banquier, le mendiant. Voici la *Nep.* Deux nepmen encadrent et fouillent un ouvrier. Voici l'école nouvelle en face de l'ancienne; dans la première, le maître commande, un bâton à la main; dans la seconde, les enfants, par groupes, étudient, armés, celui-ci d'un microscope, celui-là d'un télescope.

On est tenté de sourire. Cet enfant, avec son télescope, que va-t-il découvrir de lui-même? Va-t-il reprendre toute l'expérience humaine, recommencer la méditation du pâtre de Chaldée? On ne sourit pas. Dans cette pauvreté, dans cette sévérité, il y a une conviction profonde : une foi luit dans cette crèche. Ici encore, il faudrait aider, et patiemment.

J'avoue que je préfère aux jouets pédagogiques les petites maquettes construites par les enfants pour illustrer un conte de Gogol, ou une légende populaire; j'aime peu ce bibelot qui représente l'école figurant à la manifestation communiste. Il y a aussi, tout naturellement, un théâtre où se jouent des pièces dont les élèves ont parfois composé le texte.

Car c'est là l'ambition essentielle de l'école. On veut faire de l'enfant un homme en raccourci. D'où

la pédagogie soviétique. Ici, je tiens à obtenir des précisions. Il y a donc des soviets d'enfants? — Dans la petite bibliothèque où les livres s'entassent avec quelque désordre, surveillés par les images de Hertzen et de Lounatcharski, je pose la question aux maîtres. Ils vont me chercher des cahiers d'élèves, au reste parfaitement bien tenus. Oui, il y a des soviets d'enfants. Non seulement les écoliers (sexes rapprochés, sans inconvénient, m'affirme-t-on) assurent la cuisine et le ménage, mais ils se réunissent régulièrement en assemblée; tous, sans exception, les enfants de huit ans y compris. Je me fais préciser tous ces détails. On me montre l'ordre du jour d'une de ces réunions : 1° élection du soviet; 2° question des semences pour le jardin; 3° décoration de la maison; 4° entretien du bâtiment; 5° participation à la fête de la IIIe Internationale; 6° commentaire des journaux. — Commentaire des journaux? Je n'en veux croire ni mes yeux ni mes oreilles. Je confie mon étonnement à la femme spirituelle et très intelligente qui m'accompagne et qui appartient à l'administration de l'Instruction publique. « Pourquoi vous étonner? me dit-elle. Mon fils a onze ans; il lit tous les journaux. » Il est vrai que ces journaux se réduisent à deux et qu'ils ne correspondent guère qu'à notre *Journal Officiel.* J'avais oublié que nous sommes encore en présence d'un dogme; le journal, c'est l'évangile quotidien.

Et l'on peut assurément railler. Mais, au fond de toute cette pédagogie, se retrouve la volonté d'amener l'être humain à se créer lui-même; cette école garde, malgré tout, un bon air de santé et d'innocence. Au reste, comme le maître me l'avoue, de cette assemblée enfantine il se dégage assez vite un jeune chef qui conduit tout; il ne fait rien sans l'avis de son instituteur. Au lieu d'imposer son avis, le maître amène l'élève à le solliciter. Quand tout sera mis au point et si la Russie peut se dégager de son dogmatisme, il restera de ces efforts des méthodes pédagogiques assez peu différentes, en somme, de celles que créent chez nous l'initiative intelligente et l'amour des enfants.

Le vrai patron de cette école, ce n'est ni Herzen, ni Marx; c'est le bon Tolstoï, le naïf instituteur de Iasnaïa-Poliana. On se rappelle son aversion pour les pédagogues classiques allemands et, spécialement, pour Disterweg dont la sécheresse autoritaire l'avait révolté. Frôbel, au contraire, le charmait avec ses *Jardins d'enfants*, ses méthodes souples et vivantes. Et, revenant sur ses terres, après de longues recherches, Tolstoï avait fondé l'école libre, l'école où les enfants viennent et d'où ils partent selon leur gré. De 1860 à 1863, Iasnaïa fonctionne; puis, l'école se ferma; les enfants n'y venaient plus. Mais Tolstoï n'en poursuivit pas moins son évangélique propagande; c'est un peu de son âme que je retrouve ici.

Sur le seuil de la porte, ayant remercié, salué par de charmantes petites filles aux joues aussi rouges que leur rouge corsage, je voudrais laisser un souvenir de mon court passage, de quoi offrir un plaisir à tous ces bambins. Le maître refuse, sans ostentation. « C'est, me dit-il, l'affaire du président du soviet. » « Allons donc voir le président ! » Il travaille dans le sous-sol, à l'atelier; il frappe à grands coups de marteau sur une applique à placer dans le mur. On me le présente; il a, me dit-on, quatorze ans; il hésite un peu, puis accepte. Je ne suis qu'un bourgeois français qui revoit par la pensée, en cet instant, les petits écoliers de chez lui. J'embrasse le président sur les deux joues. J'espère n'avoir pas commis une incorrection.

La religion.

Ces écoles se vantent d'être athées. On se rappelle l'inscription placée sur le mur de la Douma : *La religion est l'opium du peuple.* J'ai entendu M. Lounatcharski se divertir de l'étonnement causé à un pasteur anglais, — d'ailleurs communiste, — qui avait questionné un élève devant lui. « Croyez-vous en Dieu ? » interrogeait le Britannique. « Dieu n'existe pas », répondit l'enfant. L'école bolcheviste n'est pas laïque; elle est, de parti pris, antireligieuse.

Je prie le ministre de l'Instruction Publique, à qui l'on se propose de confier la surveillance des Cultes, de m'exposer quels sont, dans le régime soviétique, les relations du clergé et de l'Etat.

Je résume sa réponse.

« L'Eglise russe a tenu son premier Congrès pendant la Révolution; mais il se montra d'esprit rétrograde et il élut le patriarche Tikhon, les évêques l'emportant sur le reste du clergé. Au début, les relations entre l'Eglise et les Soviets étaient nulles. L'Etat laissait les prêtres tranquilles; ils cachaient leur désir d'une contre-révolution. Tikhon invita même les prêtres à s'abstenir de toute politique. La famine survenant, les Soviets donnèrent l'ordre de prendre les objets d'or des églises, sauf ce qui était strictement nécessaire au culte. Sur cette décision, le clergé se divisa. Le plus grand nombre des prêtres, les séculiers, hostiles aux évêques et aux moines, vivant près du paysan, acceptèrent l'ordre des Soviets. Les évêques résistèrent. D'où le conflit. Le gouvernement ne pouvait plus rester neutre. »

« Nous ne sommes pas un gouvernement faible, poursuit M. Lounatcharski. Nous avons emprisonné les évêques les plus coupables; nous en avons fusillé quelques-uns. Tikhon lui-même se trouve aujourd'hui devant les tribunaux. En présence de tels faits, les prêtres de Moscou et de Petrograd formèrent une société dénommée *la Vie nouvelle* et accompli-

rent, à leur tour, leur Révolution. L'évêque Antonin prit la direction du parti avancé; il a provoqué un Congrès qui s'est à son tour divisé, certains prêtres soutenant l'analogie du communisme et du christianisme, d'autres n'étant que des libéraux et demeurant hostiles à nos idées. L'église de la place Lubianska, dont vous m'avez parlé, se rattache à cette dernière tendance. Cependant, nous demeurons fidèles à la neutralité et à l'absolue laïcité de l'Etat. Nous ne soutiendrons même pas les communistes chrétiens. Nous sommes antireligieux. »

Ce que j'ai pu apprendre, d'autre part, c'est que les poursuites contre Tikhon provoquèrent d'assez graves désordres ou des manifestations assez violentes, récemment, à Novgorod, à Toula, à Riazan. Les élections pour les commissions ecclésiastiques ont manqué de liberté au même degré que les autres élections (exemple de Rostov). Les prêtres Nadejdine, Sokolov, Teleghine, Tikhomirov, d'autres encore ont été fusillés. Il y a bien, comme M. Lounatcharski me l'a expliqué, un clergé rouge; mais il m'a semblé que les fidèles de Moscou et de Petrograd lui étaient, en majorité, hostiles. Au mois d'août, l'archiprêtre Bielkov, membre du groupe de la nouvelle Eglise, de l'Eglise vivante, fut victime d'un attentat. Le Soviet ecclésiastique, rassemblé il y a quelques semaines à Moscou, voulut aborder toutes les questions : problème des moines et des ordres

religieux, réforme rituelle, droit canonique, création d'un tribunal révolutionnaire d'Eglise pour juger le Patriarche et le vieux synode; revision du catéchisme et de l'enseignement. Les débats paraissent avoir brillé surtout par la confusion. De l'aveu même du rapporteur, les évêques du groupe de l'Eglise vivante ne représentent pas la majorité. Le clergé russe n'a jamais été plus divisé; les réguliers attaquent les séculiers et inversement. Les séculiers réclament le travail obligatoire dans les monastères. L'Eglise d'Ukraine discute sur la question de savoir si elle doit devenir « autocéphale ». Les *Doukhobortzi* ou *Lutteurs par l'esprit* qui, rejetant les rites orthodoxes, avaient été jadis déportés, demandent à rentrer en Russie. C'est l'anarchie.

Le gouvernement soviétique demeure, en apparence, indifférent à ces conflits. Il se conforme à ses principes en proscrivant, dans les écoles, non seulement l'enseignement de la religion orthodoxe, mais celui de la religion juive; on a fermé plusieurs *Heders.*

Il est impossible, même à un Français incroyant, de ne pas protester contre les persécutions des prêtres qui sont, elles aussi, une atteinte à la liberté de penser. Atteinte bien inutile. — Le seul communiste qui ait réussi, dans l'histoire du monde, est celui qui a prouvé la sincérité de sa conviction par sa douceur d'abord, et ensuite par son martyre.

CHAPITRE XXII

MUSÉES ET THÉATRES

J'ai visité, un matin, la galerie Tretyakov. Entrée payante. Cependant, les salles sont très fréquentées. Pas un seul tableau, pas un meuble d'art n'a souffert de la Révolution. Cette collection de peinture moderne russe s'est même accrue dans les dernières années. De jeunes hommes pauvrement vêtus, chaussés de bottes usées, défilent lentement, le catalogue à la main, devant les portraits de Gogol jeune, devant l'impériale image de Catherine. De temps en temps, ils se groupent par trois ou quatre, commentent à voix basse, mais sans discuter. Ils s'égaient des petits tableaux des frères Makovski, succession de faits divers, pour notre goût un peu

vulgaires; ils se penchent sur les scènes de la vie nationale ou de la vie religieuse avec une attention de bons écoliers. Les vieilles légendes comme celle des Rousalki, des vierges fantômes dont il est question, je crois, dans les *Nuits de mai* de Gogol, les portraits mélancoliques de Kramskoï, qui sonna, jadis, la révolte contre l'école italienne, les épisodes dramatiques paraissent provoquer, de préférence, leur méditation. Certains tableaux, anciens déjà, ont trouvé, près du public révolutionnaire, une faveur marquée. Sous l'influence de Tolstoï, dont il était l'ami, Gay, Français d'origine, compose une scène où Pilate pose au Christ la question éternelle : « Où est la vérité? » Le maigre Christ, échevelé, en robe d'un rouge sombre, un manteau déchiré sur l'épaule, fixe Pilate avec des yeux noyés, d'un regard chargé de pitié méprisante. Plus loin, le même artiste montre le Christ marchant à la mort entre les deux larrons. Nul effort pour traduire la divinité du personnage; le peintre exprime seulement sa souffrance. Jésus, les yeux clos, la bouche crispée, la figure contractée de douleur, étreint son front de ses longues mains décharnées. Les deux brutes qui l'encadrent, tête rasée, tendent vers le supplice prochain des masques de terreur. Ainsi, les peintres de la fin du dix-neuvième siècle cherchaient à russifier la tradition chrétienne.

Une exposition d'art français

A Petrograd, le musée de l'Ermitage, fermé pendant la Révolution, a de nouveau ouvert ses portes depuis quelques mois. Il est intact; il ne manque dans les vitrines ni un des charmants vases en verre coloré de Naukratis, ni une statuette de Tanagra. Un reflet de la lumière grecque éclaira, jadis, la nuit scythe. Dans la salle Egyptienne, l'œil d'Osiris fait déjà songer à l'œil de Moscou. Les enfants des écoles circulent par groupes au milieu des splendeurs qui font de ce musée l'un des plus riches du monde. Au bas du grand escalier, le buste de Voltaire, par Houdon, nous accueille; le retrait de la lèvre supérieure, le plissement des joues, la sérénité lumineuse des yeux mettent une note d'ironie et de malice parmi tant de graves chefs-d'œuvre.

L'influence de la France sur la Russie du dix-huitième siècle, c'est ici, je pense, que l'on peut le mieux l'apprécier. Buffon et Diderot tiennent compagnie à Voltaire. Mais voici qui est plus surprenant. Dans ce pays qui se trouve aujourd'hui complètement coupé du nôtre, l'on organise une Exposition d'art français; elle doit s'ouvrir dans quelques jours. Les aimables conservateurs du musée m'en font les

honneurs avec le plus touchant empressement. Toute une série de salles, dans l'ancien Palais d'Hiver, lui sont consacrées, depuis la limite du musée lui-même, où l'on n'a point dégarni la galerie française, jusqu'à la grande salle d'Alexandre Ier. A la suite d'un couloir où sont exposés de splendides Gobelins, voici une émouvante *Cène* de Poussin, empruntée à la Bibliothèque, tout un salon consacré à Watteau et, en particulier, une *Sainte Famille* peinte par lui dans la gamme des tons de Rubens; des Lancret; un Louis XIV de bronze; des Lemoine, d'immenses Natoire, un Greuze, cueilli dans un palais des bords de la Néva, une salle entière à la gloire d'Hubert Robert. Depuis des mois et des mois, on prépare cette exposition charmante. L'homme infiniment distingué qui me la présente me conte, sous un grand vase rose et noir de l'Oural, sous un de ces marbres que l'on appelle des *Pierres d'Aigle*, tout son chagrin de ne pouvoir montrer à des Français à quel point les souvenirs de leur pays sont encore vivants ici.

Et Voltaire continue à sourire. On dirait qu'il médite un conte philosophique : « Un jour, des hommes résolus prétendirent changer la face du monde. Ils étaient violents et naïfs tout ensemble. Ils allaient détruire, disaient-ils, tout ce qui porte le nom de maître, supprimer tous les restes de l'antique esclavage, la peine de mort, la prison. Au vrai, il

n'y eut plus qu'un maître, l'Etat. Comme il n'avait point de visage, les travailleurs ne l'apercevaient point; ils se disaient heureux. Cependant, chaque jour ramenait un peu du passé. La peine de mort était remplacée par la suppression de la vie... La prison devenait le Temple de l'Amitié Contrainte... »

Mon cher Voltaire, vous n'êtes qu'un vieux bourgeois français!

Les théâtres

Le peuple a la passion du spectacle. Il y a, dans Moscou, treize théâtres subventionnés, sans compter les théâtres libres, qui, d'ailleurs, ont beaucoup de peine à vivre. L'Opéra joue tous les soirs, sauf le lundi, et, chaque soir, ses quatre mille places sont occupées. Aux premiers temps de la Révolution, l'entrée était gratuite; elle se paie aujourd'hui. Dans certaines loges officielles, des ouvriers et étudiants sont admis par groupes; les employés de l'Etat bénéficient d'une réduction.

On me fait visiter la scène, les somptueuses dépendances, l'ancienne arrière-loge des ministres, qui a les dimensions d'une salle de bal, l'ancien foyer impérial, où se donnent aujourd'hui des concerts classiques. L'image de Beethoven remplace les emblèmes du tsar.

Aujourd'hui, malgré ce qui reste du blocus, malgré les difficultés de la vie, le Grand Théâtre occupe 1.200 personnes, dont 78 artistes d'opéra, 100 choristes, 120 musiciens, 150 danseurs ou danseuses.

J'assiste à la représentation de *Carmen*, dans les décors futuristes de Fedorovski, l'élève de Bakst. Lorsque l'on entre, la toile déjà levée, on reçoit comme un coup en pleine poitrine. Le soleil incendie, devant la haute entrée de l'atelier des cigarières, une place sur laquelle s'ouvrent des ruelles douteuses, d'où montent des escaliers boiteux, le tout violemment jaune et rouge, d'un rouge éclatant. Et, comme étrangers au drame qui va s'amorcer, les gens vont et viennent, marchands juifs en robe noire, lestes gamins qui jouent, paysans traînant leur charrette. Cette apparente dispersion est réglée avec un art minutieux; les groupes, qui se lient et se délient, formant autour de l'action principale plusieurs actions secondaires, ont été disposés avec un souci rigoureux d'harmonie; des femmes sont assises ici et là, les mains pleines de fleurs. Le plus charmant, c'est encore l'imagination, la fertilité d'invention qui ont inspiré le choix des costumes, leurs formes, leurs couleurs. Costumes très fantaisistes : les soldats espagnols, armés de hallebardes, vêtus de jaune et de rouge, sont coiffés de hauts chapeaux mexicains et chaussés de bottes russes. Les chœurs n'entrent point par masses compactes ou selon l'ordi-

naire défilé; ils s'infiltrent sur la scène. On sent la volonté de lutter contre toutes les formes conventionnelles de la symétrie.

Peut-être la Carmen russe, avec ses manières sauvages, ses gestes rudes, paraîtrait-elle à notre public un peu bien bolcheviste; peut-être, pour notre goût, la mise en scène est-elle chargée de trop de détails; on peut critiquer ce parti pris de tout styliser. Mais quelle vie! Quel mouvement! Le drame qui se débat dans ce cadre ne perd rien de sa vigueur. A la fin du troisième acte, la salle que j'ai vue, les autres soirs, si recueillie, mais si calme, manifeste son émotion par d'ardents applaudissements. Pour la dernière scène, le mur des arènes, tout sanglant de rouge, ouvre ses larges baies et, de nouveau, le soleil flamboie. Le copieux cortège qui défile donne vraiment l'impression de la fête populaire. Carmen porte une merveilleuse robe de drap d'argent, brodée de noir, qu'enlacent des rubans couleur de corail. C'est vraiment la fille du peuple, instinctive, violente, insolente de beauté vulgaire et de grâce hardie... Ici, par extraordinaire, le théâtre représente bien une province de l'art.

Le ballet

Mais le triomphe de ce théâtre, c'est le ballet : « Irez-vous au ballet? Avez-vous vu le ballet? » C'est la question que se posent, aujourd'hui comme avant la Révolution, les Moscovites. Le savant Louis Réau a prétendu, dans un de ses beaux ouvrages, que l'apparition du ballet russe au vingtième siècle représentait, pour l'histoire de l'art, un fait aussi considérable que l'invention de l'opéra français au dix-huitième. Détail pittoresque : ce ballet, aujourd'hui si national, eut pour créateur un Marseillais, Marius Petipa.

En fait, il n'y a rien de moins semblable aux sinistres opérations qui s'exécutent sous ce nom dans les œuvres de notre répertoire. Le ballet russe, c'est une fête charmante pour les yeux. Sur un thème quelconque (j'ai assisté à la représentation du *Lac des Cygnes*, de Tchaïkovsky), le musicien brode, pendant trois actes, les variations musicales les plus souples. Et, selon les rythmes, des groupes d'êtres jeunes, gracieux, forment ou rompent d'adorables dessins. Qu'on ne parle plus de *masses*, suivant l'expression si bien justifiée par l'inertie de nos figurations! Rien de ces quadrilles qui ont la régularité de parades militaires et de ces ordonnances savantes

que la première danseuse couronne par un sourire d'avance escompté; point de salut la main sur le cœur. Benois, Bakst, Golovine ont renouvelé l'art du costume théâtral; c'est un enchantement de couleurs, un accord de nuances. Un goût subtil évite les heurts de tons qui nous choquent parfois dans la peinture russe contemporaine. On obtient des effets délicieux par l'emploi combiné du blanc et de l'or. Cette danseuse, presque une enfant, semble une petite rose blanche; quand cette autre ballerine laisse paraître en pleine lumière sa gorge jeune et pure, il semble que du soleil joue sur du marbre nu.

Sans être aussi brillant que celui de Moscou, le ballet de Petrograd se présente avec le même art, avec le même souci de nouveauté intelligente. A l'Opéra, devant lequel s'échangèrent de si durs combats entre les travailleurs et les marins de la garde, on danse ce soir. Sur la musique du *Peer Gynt* de Grieg, un livret a été composé. J'admire, comme à Moscou, la décoration et les costumes de Golovine. Le cortège norvégien du deuxième acte, la fête champêtre deviennent un prétexte pour toute une série de fantaisies délicieuses. Il n'est pas un costume qui n'ait été dessiné avec le plus heureux souci des tons et des nuances; le rouge domine, comme toujours, dans ce pays voué à l'écarlate; mais, en le mariant au blanc, en le variant, en l'opposant à des tons plus sombres, en utilisant le jeu des rayures, la grâce des dentelles,

le flot des rubans, l'artiste obtient des effets qui n'ont plus rien de l'odieuse tradition scénique. Avec l'enchantement de la musique en plus, ce sont des tableaux qui se succèdent; les attitudes gardent une mesure charmante. Les lumières, de la nuit à l'aurore, se nuancent comme dans les célèbres *Quatre Temps* de Claude Lorrain. Je retrouve les mêmes souples attitudes que j'ai, le matin du même jour, admirées sur les décors des cratères grecs de l'Ermitage. Et je songe, en voyant glisser cette jeune fille que le public acclame, au tableau de Lancret, au *Premier pas de la Camargo.*

N'en déplaise à M. Clément Vautel, je n'ai pas vu la moindre danseuse nue...

CHAPITRE XXIII

L'ACTION DES SOVIETS EN ASIE

Si l'on croit que l'avenir du monde se lie à la seule discussion des problèmes qui agitent et opposent les peuples occidentaux de l'Europe, le sujet que nous allons aborder, pour achever notre enquête, présente peu d'intérêt. Mais si l'on admet, comme la Grande-Bretagne vient de l'apprendre par plusieurs exemples empruntés à la Turquie, à la Perse, à l'Afghanistan, que l'Asie, de Vladivostok à Smyrne, avec tout son Centre en fermentation, représente l'immense champ de bataille où les nations actives doivent désormais se rencontrer sûrement, s'affronter peut-être, rien ne sera passionnant comme d'étudier,

18

même en hâte, l'œuvre accomplie depuis trois années par la Révolution soviétique dans ces milieux qu'elle sait manœuvrer.

Moscou est devenu un vaste observatoire qui surveille tout l'Orient. Rien n'est plus curieux que de voir les hommes d'Etat russes réaliser, sous l'invocation du dogme internationaliste, une politique des nationalités dont la Russie est la bénéficiaire, jusqu'au jour où peut-être elle en sera la victime. On a peu connu cette œuvre; il nous semble intéressant et indispensable de la reconstituer.



Pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de déduire bien longuement, le gouvernement des Soviets ne pouvait concevoir une politique orientale avant d'avoir réglé ses difficultés les plus pressantes et, par exemple, ses conflits avec la Pologne ou la Finlande. Cependant, dès le mois de mai 1920, nous le voyons commencer son action à l'Est. Le commandant de la flotte de la Caspienne, Raskolnikov, entreprend une expédition contre Enzeli pour en déloger les Anglais; il fallut lui rendre toute la flotte de Denikine. Ce n'était que la première menace; elle provoquait en Perse des mouvements d'insurrection et se complétait par un accord conclu entre Tchitcherin et Mustapha Kemal pacha. Dans les deux cas, il s'agissait, di-

sait-on, de lutter contre les impérialismes, de rendre aux Turcs leurs anciennes frontières en provoquant l'annulation soit des Capitulations, soit des sphères d'influence. Et, dans le même temps, commençait à Moscou l'organisation d'une propagande destinée à former des agitateurs, à créer dans tout l'Orient, même en Chine, des partis communistes — communistes au moins de nom. Que vient faire Marx en cette histoire?

Au début de septembre 1920, un Congrès « des peuples opprimés de l'Orient » se réunissait à Bakou; il fut, avant tout, l'occasion de violentes manifestations contre la Grande-Bretagne. Zinoviev, délégué de la IIIe Internationale, dut avouer à son retour que les délégués lui avaient paru bien peu préparés à comprendre les beautés de la Révolution agraire. Fait plus curieux : un impérialisme soviétique commençait à poindre : « Nous ne pouvons, expliquait Zinoviev, d'après la *Krasnaïa Gazeta* du 17 septembre, nous passer ni du pétrole de l'Azerbeïdjan, ni du coton du Turkestan. Nous prenons ces produits qui nous sont indispensables, mais nous ne le faisons pas comme les anciens exploiteurs; nous agissons comme des frères plus âgés apportant les lumières de la civilisation ». Distinction vraiment réjouissante! Il se passe ici le même phénomène que dans les usines où l'on remplace les contremaîtres par des « frères aînés ». Ajoutons que les con-

gressistes de la paix universelle se signalaient par l'abondance des sabres, yatagans, cimeterres ou des brownings dont ils étaient ornés. Le Congrès de Bakou avait pour conséquence et pour suite le Congrès national des Indes, tenu à la fin de décembre dans la ville de Nagpour; les délégués, réunis au nombre de plus de deux mille, réclamaient leur indépendance complète de l'empire britannique. C'est à ce Congrès que se signalait Gandhi, chef du parti pacifique, hostile à l'extrême-gauche qui, avec Dess et les envoyés du Bengale, réclamait la lutte à main armée.

Le bolchevisme ne se montrait pas moins actif au nord-est de l'Asie. Il avait pris Tchita et constituait une République d'Extrême-Orient englobant les territoires compris entre le lac Baïkal et le Pacifique. Cette République, aujourd'hui absorbée par la Grande Russie, réclamait tout aussitôt l'évacuation par les troupes japonaises et protestait contre toute intervention des autorités de Vladivostok, « au nom du peuple russe »; elle essayait de nouer de bonnes relations avec la Chine.

Désormais, le gouvernement des Soviets aura ses deux foyers asiatiques d'influence : l'un au Sud-Ouest avec la Turquie, l'autre au Nord-Est avec la République de Tchita. Par le premier, il essayait d'atteindre et d'incendier l'Afghanistan, de soulever l'Inde et la Perse. Kemal présentait bien quelques

réserves; il faisait même fusiller quelques communistes turcs; mais ce sont là de minces détails quand il s'agit de grande politique. Le soviétisme visait surtout l'Afghanistan. On discerne pour quelles raisons. Avec son puissant massif montagneux qui en fait une immense forteresse naturelle, et qui s'abaisse par étages jusqu'aux plaines de l'Indus, l'Afghanistan commande la route occidentale de l'Inde. Par le deuxième foyer, le soviétisme tentait d'inquiéter le Japon en agissant sur la Corée où les idées révolutionnaires, il faut le dire, obtenaient un certain succès. Riche en or et en cuivre, en charbon et en fer, la Corée est pour le Japon un objet permanent de convoitise. Depuis bien longtemps, la Russie lui fait obstacle. L'affaire des concessions forestières, le projet de relier Séoul au Transmandchourien n'ont-ils pas provoqué la guerre de 1904? La Russie soviétique reprend, ici encore, le plan d'action de la Russie tsariste.

Ici et là, même programme ; par une contradiction singulière, l'internationalisme essaye de susciter partout le nationalisme, exploitant la faiblesse des gouvernements locaux. Privée des anciennes provinces qui l'avaient unie à l'Occident et qui représentaient ses cellules nobles : la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne et la Bessarabie, sectionnée à l'ouest par une ligne brutale qui relie par les environs de Minsk les abords de Petrograd

à ceux d'Odessa, la Russie soviétique se rejetait vers l'Orient avec l'idée de le diriger, d'y faire germer ses projets de vengeance. Le blocus, auquel nous avons contribué, la poussait dans ce sens irrésistiblement.

Des universités bolchevistes s'ouvraient à Samarkand, jadis poste avancé de l'impérialisme tsariste; on enseignait le marxisme dans la capitale de Tamerlan, dans la ville aux trois cents mosquées, comme à Boukhara, parmi les vieilles écoles de théologie musulmane, ou près des fontaines de Tachkent. Le bolchevisme assiégeait les pentes du Pamir et, du moins par ses négations, obtenait soit en Afghanistan, soit en Perse, des résultats considérables, désastreux pour l'influence anglaise.



Sur certains points, le soviétisme procédait à des créations originales. Excitée par la République de Tchita, la Mongolie se séparait de la Chine. A la distance où nous sommes placés, un tel fait passe inaperçu ou paraît insignifiant. Croyons cependant que, si la Russie soviétique cherche à s'installer sur ce plateau en partie désert, dans ce climat terrible, dans ce pays de pasteurs misérables, ce n'est pas sans raison. Une fois encore, la Russie révolutionnaire reprend le plan de la Russie ancienne qui, par

le traité de novembre 1912, prétendait s'assurer un véritable protectorat sur la Mongolie, la détacher de la Chine. M. Karakhan recommence, bien qu'en sens inverse, l'œuvre de Gengiskhan, partant de la mer de Chine pour s'avancer jusqu'à la mer Noire. La Russie menace le Japon mais elle menace aussi la Chine. Malgré des incidents comme le coup d'Etat de Vladivostok, le gouvernement des Soviets pouvait dire avec raison que, s'il avait échoué dans sa lutte contre la vieille expérience des peuples d'Occident, il avait bouleversé toute une partie de l'Asie.

Il y eut dans cette histoire que l'on ne peut encore connaître tout entière, des chapitres passionnants comme des romans. On vit des aventuriers ou des généraux, commandant des fractions d'armées dispersées, fonder des Etats, agir tantôt par la force et tantôt par la ruse, soudoyer l'un, menacer l'autre. Une véritable féodalité militaire se partageait les provinces du Nord de la Chine. Le Japon surveillait toute cette œuvre mouvante et la ruinait chaque fois qu'elle lui paraissait gênante pour ses intérêts. Elle était reprise sans cesse. Il y eut, à certaines heures, une armée rouge mongole! Il y eut même des batailles, peu tragiques semble-t-il, avec des comédies de négociations. Je soupçonne l'excellent Tchitcherin d'avoir voulu, tout comme son prédécesseur de 1912, assurer à la Russie, dans le nord de la Chine, une large zone d'influence représentée par la Mongolie et

reliée à la fois à la Sibérie et au Turkestan. La Mongolie commande toute une série de voies fluviales essentiellement sibériennes; elle protège le grand chemin de fer; elle est riche en viande, en laine et en peaux. « Seul, écrivait la *Vie Economique* de Moscou, en date du 10 août 1921, le marché russe peut absorber ces marchandises comme étant le seul libre de toute exploitation ».

J'en suis bien désolé pour les principes; mais c'est là, de nouveau, ce que l'on nomme de l'impérialisme. Le gouvernement des Soviets convoite la Mongolie parce qu'elle peut fournir à la Russie un excellent débouché et une admirable base d'action éventuelle contre la Chine. Il s'est réservé fort habilement des intelligences dans le Turkestan chinois où les soldats des Soviets ont pénétré sous le prétexte de protéger les populations contre les excès des gardes blancs (vieux cliché bourgeois). Le Turkestan chinois est un désert de sables; mais ce désert a ses oasis qui représentent aussi des carrefours de routes. La Sibérie elle-même apparaît, d'après le rapport de Tchoutskaïev à la troisième session du comité panrusse, comme une base de ravitaillement, un magasin de matières brutes pour la République. On reconnaît qu'il n'est pas possible d'y organiser la dictature du prolétariat; on élabore un plan d'émigration pour transporter les travailleurs nécessaires à l'extraction de l'or. Tout cela me paraît fort intelligent.



Limitée à des buts sévèrement réalistes, la politique des Soviets remporte en Asie des succès qu'il serait puéril de nier. Elle a évincé l'Angleterre de la Perse et envoyé à Téhéran des missions reçues avec solennité. Elle a signé un accord avec l'Afghanistan, contribué largement à son indépendance, et promis de construire dans ce pays tout un réseau de lignes télégraphiques.

Elle présente la Russie comme la grande libératrice des peuples de l'Orient; voilà le grand fait nouveau. Elle fonde toute son action sur le principe des nationalités, appliqué pour la première fois à toute l'Asie. C'est un problème de savoir si elle ne sera pas victime quelque jour de sa propre théorie. Déjà, en septembre 1921, il se forme une République de Crimée. Les Kabardiens, montagnards du Caucase, réclament et obtiennent une autonomie. Qu'adviendra-t-il du Caucase lui-même? C'est le secret de l'avenir. On voit s'opérer d'étranges morcellements. Une partie de l'ancien gouvernement d'Arkhangel se détache pour former la région autonome des Zirians. On ne fait pas une république avec des tribus, surtout quand elles sont hostiles les unes aux autres! Un gouvernement comme celui de Boukhara se débat au milieu de difficultés écono-

miques en apparence au moins insurmontables. Toute l'Asie centrale fermente et nous ne sommes évidemment qu'au début d'une série d'opérations d'agrégation ou de désagrégation. On ne déchaîne pas en vain le nationalisme parmi des peuples dont quelques-uns sont encore si primitifs.

Cependant, et pour l'instant, la politique des nationalités procure à la Russie en Asie une influence indiscutable. Elle sait faire habilement des sacrifices ou de privilèges ou même de territoires qui lui ont valu de sincères amitiés. En un congrès comme celui des travailleurs d'Extrême-Orient, qui s'est réuni au Kremlin de Moscou en janvier dernier, elle sait assembler non seulement des communistes qui ne forment même pas la majorité de l'assemblée, mais des patriotes. Elle occupe des positions importantes en Extrême-Orient dans la société de la Chine nouvelle, dans l'organisation nationaliste révolutionnaire, dans les provinces séparatistes du Sud. Elle a des agents qui lui sont dévoués dans le parti ouvrier japonais. On aurait bien tort de méconnaître l'influence de cette propagande, de ces réunions où les esprits les plus ardents reçoivent des directions auxquelles ils se conforment aveuglément. « *Le centre de gravité se déplace vers l'Asie;* la rivalité des impérialistes en Europe a pris fin », déclarait naguère Zinoviev.

On peut railler le retour aux vieilles pratiques du tsarisme, et, par exemple, l'octroi de décorations au

commandant suprême de l'armée mongole. A la faveur de tels procédés, la Russie a recréé la Mongolie dite indépendante. Joffe s'est installé près du gouvernement chinois; en arrivant à Pékin, il assure la Chine que les Soviets l'aideront, elle aussi, à réaliser son indépendance nationale; un meeting d'étudiants est organisé en son honneur dans une salle de l'Université. Et la Russie maintient avec succès ses prétentions sur Vladivostok. Ecoutez en quels termes : « Vladivostok, déclare M. Vilenski Sibiriakov, chef de la mission diplomatique en Chine, est le seul port sur le Pacifique où la flotte russe puisse s'abriter. Aussi la Russie n'a-t-elle pas l'intention d'accepter un protectorat quelconque. Elle est assez forte pour se défendre et veiller à la sécurité de ses frontières. » A-t-on compris?



L'indépendance de l'Afghanistan représente un succès de première importance pour la politique russe. Le gouvernement de Moscou tente, au reste, de développer les études scientifiques sur l'Asie grâce à la fondation récente d'une association panrusse des orientalistes; sous la direction de M. Pavlovitch paraît une revue, *le Nouvel Orient*, qui centralisera les efforts des spécialistes. Moscou s'y représente

comme « la Nouvelle Mecque, la Médine » de tous les peuples d'Asie opprimés.

Cette politique aura ses embarras et rencontrera des obstacles. Le Japon ne cédera point le pas. On verra, dans l'avenir, de beaux conflits. Pour l'instant, il serait injuste et dangereux de méconnaître avec quelle habileté le gouvernement soviétique a conçu son rôle en Asie. Malgré que des événements récents aient pu atténuer son action sur la Turquie (encore n'est-ce pas sûr?) il n'en reste pas moins vrai que, de Smyrne à Vladivostok, en passant par la Perse, l'Afghanistan, la Boukharie, les deux Turkestan, la Mongolie, en touchant l'Inde, il exerce une action redoutable de prestige. Son installation à Tchita lui donne un point d'appui très solide en Extrême-Orient. Malgré l'incertitude de l'avenir qui lui est réservé, une telle œuvre fait honneur aux diplomates qui l'ont conçue. Il était impossible de combiner avec plus d'ingénieuse audace le dogme de l'internationalisme et le principe des nationalités. Il était impossible de reprendre avec plus de fermeté les vieux plans de la politique tsariste, en les transformant selon les besoins de la cause nouvelle.

La République russe possède déjà ses hommes d'Etat.



Je me rappelle ce conte, l'*Homme qui fut*, où Rudyard Kipling définit ainsi le Russe. « En tant qu'Oriental, il est charmant. C'est seulement lorsqu'il insiste pour se faire traiter en Occidental d'Orient et non en Oriental d'Occident qu'il passe au rang d'anomalie ethnique très difficile à manier. » Toutefois, l'Occidental d'Orient vient d'infliger une cruelle leçon à la Grande-Bretagne. L'Angleterre commerciale cherche à prendre sa revanche. La Russo-Asiatic de M. Urquhart entend se ménager un domaine formidable en Sibérie occidentale et nous souhaitons qu'elle y réussisse. Quel domaine, si l'on en juge par l'inventaire d'octobre 1919 : un million d'hectares de concessions : douze mines métalliques; des mines de charbon qui pourront donner annuellement jusqu'à deux millions de tonnes; deux fonderies de cuivre; une usine de traitement du plomb; une installation pour le traitement du zinc; des moulins; des fabriques d'acier; des usines pour le traitement du minerai d'or, du minerai d'argent, des sous-produits du charbon; des fabriques de dynamite et d'acide sulfurique; des scieries; 250 milles de chemins de fer à voie normale ou étroite; une flotte de huit steamers et vingt-quatre chalands? La société peut loger quarante mille ouvriers et leurs familles. Voilà

de la belle colonisation. Un pionnier comme M. Leslie Urquhardt mérite de réussir pour sa hardiesse, pour son obstination. Il a donné un admirable exemple d'audace et de résolution. Nous n'en sommes pas jaloux.

Mais ces revanches de l'individualisme ne peuvent laisser à la Grande-Bretagne d'illusion sur la diminution de son influence dans toute la région qui va de la mer Ionienne à l'Inde. Dans l'ordre politique, la Russie l'a supplantée en Orient. Sa consolation peut être de se dire, avec Rudyard Kipling, qu'on ne civilisera pas l'Asie, ou du moins avant bien des siècles. « L'Asie, d'abord, il y en a trop ; et puis, elle est trop vieille. On ne corrige pas une femme qui a eu beaucoup d'amants et l'Asie s'est montrée insatiable de flirts depuis des siècles. Elle ne suivra jamais l'école du dimanche, pas plus qu'elle n'apprendra à voter, sauf avec des épées pour bulletins. »

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

Voilà notre enquête terminée. — Tout esprit impartial aura distingué que ce livre n'est ni une apologie, ni un réquisitoire. J'ai dit le bien et le mal, librement, selon la méthode que prétendent aimer les Révolutionnaires de Russie. J'ai noté un moment de leur action; j'en ai signalé, d'après mon observation, la grandeur ou les faiblesses. Si j'ai, là-bas, quelques amis, ma franchise sera le gage de mon dévouement à la grande cause du rapprochement de la France et de la Russie. Une grande œuvre s'accomplit; j'ai tenté d'en définir une époque. J'ai cherché la vérité.



Je n'ai, sur les conclusions à proposer, aucune hésitation.



La vieille Russie est morte, morte à jamais. Pour lui dire adieu, je suis allé voir, une dernière fois, sur la place Rouge, l'église du bienheureux Basile, avec son bouquet de dômes aux couleurs violentes, ses formes paradoxales, plus étranges encore du fait des badigeonnages qui font éclater de couleur les petits carreaux de faïence. Par la porte du Sauveur, j'ai vu, en pensée, sortir la procession rituelle des Rameaux, où le tsar, couronne en tête, devait mener par la bride le cheval caparaçonné du patriarche : symbole de la soumission du temporel au spirituel. Et le peuple, nous dit la chronique, se courbait vers la terre comme un jonc. Le peuple, celui qui fréquente encore l'église, je l'ai entendu chanter debout, tête nue, à l'appel du pope, dans les sombres petites chapelles dont chacune, autrefois, rappelait une victoire... Puis je me suis fait conduire à la terrasse classique du mont des Moineaux.

Mais combien je préfère, à cette vue célèbre, celle que j'aurai sur Moscou, sur ses coupoles d'or pur, sur la rivière toute proche, à l'entrée du rouge monastère de Simonoff. Je passe l'enceinte. C'est là, dans le silence, dans l'émoi d'un automne languissant, que j'apercevrai le mieux son image. Le cou-

vent forme, lui aussi, comme un petit Kremlin : mêmes murs, mêmes tours aux tons de sang séché ou de vert passé. Jadis, les moines qui s'enfermaient ici commandaient à dix mille serfs. A l'intérieur du mur, voici des jardins, des vergers, de la prairie. Les monuments disparates, bariolés, se distribuent comme par hasard, au sein de l'enclos. Une chapelle, dans le style de la Renaissance russe, s'allonge à la façon d'un palais florentin; mais un goût douteux l'a diaprée de rouge et de vert, de jaune et de noir, comme une guérite de soldat. L'église, du quinzième siècle, ne reçoit plus de fidèles; la large et haute iconostase, de plus de vingt mètres de hauteur, élève jusqu'à la coupole ses trois étages de panneaux dorés, d'un or si pur qu'on le dirait posé d'hier sur les colonnes à décoration de feuillage; dans les cartouches où revivent les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testaments, de charmants paysages, cueillis dans la campagne russe, évoquent les incidents de l'hiver, les joies de l'été. L'or des bouleaux qui se défeuillent encadre de tons plus clairs l'or des dômes. Et les cimetières envahissent tout; il y a des tombes dans les cryptes ouvertes au passant; il y en a dans la prairie, sous le mur écarlate : tombes d'évêques, de sénateurs, de conseillers secrets, de riches marchands. Le tout dans un abandon pitoyable. Des chèvres broutent sur des tertres. De vieilles femmes quêtent pour leurs bêtes une provende entre les marbres des

sépulcres. Un club communiste, un restaurant communiste se sont emparés du monastère.

La vieille Russie est morte; ici comme ailleurs, on la foule aux pieds.



Brutale, mais logique, violente mais consciente de son but, une Révolution a passé, faite de rancunes, de souffrances, de colères depuis longtemps accumulées. Au nom de l'orgueil tout autant qu'au nom de l'humaine fraternité, elle prétendait soulever le monde. Comme jadis, les vieilles murailles allaient tomber! Ses chefs donnaient à la Justice la face de la Vengeance. C'était, pour quelques-uns aussi, la revanche du Juif errant.

Cette Révolution a tout détruit sur son chemin. En quelle mesure a-t-elle échoué ou réussi ? Elle a réussi, assurément, à faire la place nette pour une Russie nouvelle dont les premières créations apparaissent déjà. Elle a, dans un peuple longtemps comprimé, fait naître des forces nouvelles, dont nul ne pourrait dès maintenant estimer le nombre et la valeur, préparé le matériel humain nécessaire pour une renaissance qui, de toute façon, s'accomplira. Ainsi, par un étrange paradoxe, le plus clair résultat de cette poussée vers le communisme sera sans doute d'avoir révélé des individus, à eux-mêmes et aux au-

tres. Mais cette Révolution avait pris pour guide un vieux philosophe allemand, allemand et juif, inspiré et savant tout ensemble, l'un de ceux qui ont voulu faire planer au-dessus des peuples la formule abstraite de l'Internationale. Ce prophète enseignait des théories nouvelles sur le travail, sur l'échange, sur la monnaie; il était à la fois élémentaire et métaphysique, vigoureux dans l'analyse, sommaire dans la synthèse. Il oppose à l'argent, qui ne crée point de plus-value, le travail qui en crée une; il prétend que nos formes économiques représentent une survivance de l'esclavage... Lui-même a fait des réserves sur ses théories, mais on n'en tient pas compte. Ce qu'il faut, pour déterminer une vaste croyance, c'est un symbole. Plus il sera difficile à entendre et plus, pourvu qu'il soit expressif, il agira. Un groupe de Russes ardents, séduit depuis longtemps par ces idées, se propose d'en faire non pas seulement le programme de la Révolution en cours, mais l'Evangile de toute la Révolution mondiale. Un témoin autorisé nous l'a dit : chez le Russe intelligent, toute idée prend la forme cosmique. Nous allons, se dirent Lenine, Trotski et Zinoviev, transformer l'univers par la suppression du salariat.

Dans cet ordre d'idées, l'échec apparaît manifeste et, semble-t-il, définitif. Oui, le gouvernement actuel est stable. Si ce n'était que notre opinion, elle pourrait être sans valeur; mais c'est l'opinion de tous

ceux que nous avons consultés là-bas, Français demeurés dans le pays, Anglais ou Américains, Tchèques ou Polonais, Turcs ou Persans. Le gouvernement russe paraît stable mais le programme primitif est brisé. A moins d'événement imprévu, le bolchevisme devra se transformer encore; c'est l'hypothèse la plus probable. Et l'on comprendrait mal, si l'on ne connaissait les nécessités de la parade politique, comment les mêmes hommes peuvent concilier encore l'appel à l'ordre intérieur et le souhait d'un chaos mondial. Certes, il demeure, dans l'univers, d'infinies souffrances et d'infinies injustices; c'est les aggraver assurément et les insulter peut-être que de leur faire croire à des remèdes magiques alors que tout progrès se doit acquérir par l'effort du travail humain, par le développement des idées morales et, tout au moins, dans la liberté. L'esprit de Jaurès a vaincu l'esprit de Marx. Combien, à la lueur de l'expérience russe, l'élève de Hegel nous apparaît inférieur au disciple de Platon!

L'argent a repris son pouvoir; la bourgeoisie qui s'improvise à la faveur de la nouvelle politique manque tout spécialement d'attrait.

Le salariat existe encore en Russie. Les chefs du gouvernement avouent avec loyauté qu'il n'a même jamais été plus malheureux; le paysan, lui s'est affranchi; son sort semble désormais assuré. Il apparaît comme le principal bénéficiaire d'une Révolution qui

fut, avant tout, agraire et d'un régime qui sera, avant tout, agrarien. L'ouvrier est malheureux; il le sera tant que l'industrie demeurera défaillante. On lui a donné certaines satisfactions. Tous ceux qui ont connu Petrograd avant la guerre se rappellent le charme des Iles, qui étaient pour la capitale russe ce qu'est le Bois de Boulogne pour Paris. La Néva franchie, la forêt se développe toute plate, mais coupée de lacs et de canaux, riche d'arbres magnifiques d'où pleuvent, en ce matin d'automne, des sequins d'or. Dans les clairières, les villas, hier pleines de luxe et de joie, ouvrent aux passants leurs entrées sans portes. Voici le magnifique château où Raspoutine faisait aux dames de la Cour et aux vierges de son choix les honneurs de sa malpropreté. Plusieurs de ces villas ont été transformées en maison de repos pour travailleurs. L'immense statue d'un ouvrier, le marteau au poing, garde l'orée de la forêt.

Mais ce n'est encore qu'un symbole. Ce que veut l'ouvrier russe, ce qu'il avoue en confidence, c'est, avec la liberté politique à laquelle il a droit, un travail bien rémunéré. Le bolchevisme l'a compris. De là ces appels que nous avons entendus, au cours de ces études, le commerce, l'industrie, l'agriculture, le service des transports adresser tour à tour à l'Europe, jadis durement menacée.

Par bonheur pour elle, dans cette crise effroyable, la Russie a trouvé des hommes, jeunes, en pleine

force de création, laborieux, j'ajoute : honnêtes. On les sent capables de modeler un puissant Etat moderne qui finira, nous l'espérons, par se réconcilier avec l'esprit démocratique, et avec nous. La République russe est née. Dans la douleur. Mais elle vit.



Le moment est venu de s'expliquer loyalement et d'agir. Tout d'abord, de s'expliquer loyalement. Oui, l'Europe a besoin de la Russie, de cette production dont le défaut a pesé lourdement sur nos conditions de vie. Les interventions ont été au moins des sottises; le blocus en fut une autre. Mais la Russie a besoin d'aide. Pour accélérer sa renaissance, seulement pour l'accélérer, dira M. Krassin. Voire. Pour l'instant, la Russie ne peut remettre en marche ses formidables mécanismes sans le concours de l'Europe. La tâche des hommes de bonne volonté (dont nous pensons être), sera d'autant plus facile que la Russie comprendra, elle aussi, notre position. Si la France devait perdre à tout jamais ce qu'elle a confié jadis à la Russie, si nos porteurs de titres n'étaient pas payés, comment le crédit de la Russie pourrait-il renaître parmi nous? A part le jeu, les petits manèges de la diplomatie politique, les hommes d'Etat russes comprennent très bien cette situation. Ceux d'entre nous qui veu-

lent avec désintéressement se consacrer à la tâche du rapprochement doivent les garantir contre une erreur possible. Il ne faut pas croire que l'épargne, où que ce soit en Europe, mais spécialement en France, cherche avec avidité un endroit où se placer. Elle n'est que trop sollicitée chez nous et par les besoins nationaux et par la nécessité de réparer les désastres de la guerre et par les emplois coloniaux. Le Français, naïf, prêtant au dehors et saluant avec reconnaissance son emprunteur, c'est un sport auquel la récente épreuve a enlevé tout intérêt.



Agissons donc loyalement, de part et d'autre.

Pour agir, créons d'abord les outils. N'irritons point une question déjà difficile en la compliquant vainement. Ne refusons pas à la Russie la part à laquelle elle a droit dans les discussions internationales, dans celles surtout qui ont rapport à l'Orient. Que la France, sur ce sujet, sache se montrer la nation la plus libérale, la plus hardie, la plus clairvoyante! Discuter, ce n'est pas forcément céder.

Et, le plus vite possible, installons une délégation française à Moscou, une délégation russe à Paris. Il ne s'agit point ni de régler déjà, ni même d'aborder le fameux problème de la reconnaissance *de jure*

qui demeurera réservé. Il s'agit de mettre la France, aujourd'hui en retard, au même niveau que l'Angleterre, l'Italie, la Tchéco-Slovaquie, la Pologne, l'Amérique, la Perse, qui ont des représentants à Moscou et qui savent s'en servir. Je réclame pour mon pays non pas même une initiative qui pourrait paraître contestable, mais la fin d'une déplorable inégalité. Et que cette délégation amène à Moscou des commerçants qui poursuivront notre étude, forcément limitée et modeste; des financiers qui prépareront le règlement pratique de la question des dettes; mais qu'elle comprenne aussi des intellectuels, car le peuple russe a une grande soif d'idées, de nos idées; on n'agira sur lui qu'en s'adressant et à son cœur et à son esprit. Et que cette délégation ait à sa tête au moins un consul, un fonctionnaire revêtu d'une part de la puissance publique, personnellement désintéressé, capable de protéger, de réclamer au besoin, d'informer son gouvernement. Que l'on rétablisse de bonnes communications postales, téléphoniques, radiotélégraphiques.

Forgeons d'abord l'outil. Le reste viendra tout naturellement.

Ainsi doivent parler, selon nous, la bonne foi et le bon sens.

Et combattons la haine imbécile, l'immonde haine, qui n'a jamais rien su créer. Dans l'effort de raison que je tente, celui qui m'a le plus soutenu, c'est un

de nos compatriotes qui a eu, dans la Révolution russe, ses trois fils assassinés. Je sais qu'il pense comme moi.

Il faut travailler à réconcilier la République russe et la République française.

15 novembre 1922.

FIN

1928 Aprilie 18

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII

Paris. — Imp. RAMLOT et Cie, 52, avenue du Maine.

